



ASSEMBLEE NATIONALE

LOI n° 2015- 029

Portant Loi de Règlement pour 2010



Liste des abréviations

ADER	Agence pour le Développement de l'Electrification Rurale
AEPA	Adduction d'Eau Potable
AEPG	Adduction d'Eau Potable Gravitaire
AGOA	African Growth an Opportunity Act
ANDEA	Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement
ANRE	Agence Nationale de Réalisation de l'e-gouvernance
BG	Budget Général
BGE	Budget Général de l'Etat
BLU	Bandes Latérales Uniques
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurance, Fret
CEG	Collège d'Enseignement Général
CENI-T	Commission Electorale Nationale Indépendante pour la Transition
CGAF	Compte Général de l'Administration des Finances
CHED	Contrôle Hiérarchisé des Engagements des Dépenses
CNAG	Conseil National en Amélioration Générique
CNNCC	Conseil National de Normalisation et du Conseil de la Concurrence
CRENAS	Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle pour la malnutrition Aigüe Sévère
CSB	Centre de Santé de Base
CST	Conseil Supérieur de la Transition
CT	Congrès de la Transition
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
DRAP	Direction Régionale de l'Administration Pénitentiaire
DRTA	Direction Régionale du Tourisme et de l'Artisanat
DSRP	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
DTI	Droits et Taxes liés à l'Importation
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
ECD	Employé à Courte Durée
EPM	Enquête Périodique auprès des Ménages
EPP	Ecole Primaire Publique
FCV	Fonds de Contre-Valeur
FDL	Fonds de Développement Local
FED	Fonds Européen de Développement
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
GAVI	Global Alliance for Vaccines and Immunization
IDE	Investissements Directs Etrangers
INFA	Institut National de Formation Administrative
INSTAT	Institut National de la Statistique
JIRAMA	Jiro sy Rano Malagasy
LFI	Loi de Finances Initiale
LFR	Loi de Finances Rectificative
MADES	Madagascar Enseignement Supérieur
MAE	Ministère des Affaires Etrangères
MCP	Ministère de la Culture et du Patrimoine
MDJ	Maison des Jeunes
MECIE	Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement

MEF	Ministère de l'Environnement et des Forêts
MFA	Ministère des Forces Armées
MFB	Ministère des Finances et du Budget
MFPTLS	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales
MINEL	Ministère de l'Élevage
MPAS	Ministère de la Population et des Affaires Sociales
MSI	Ministère de la Sécurité Intérieure
MTPM	Ministère des Travaux Publics et de la Météorologie
NAP	Nouvelles Aires Protégées
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OGT	Opérations Globales du Trésor
ONC	Observatoire Nationale Cybersanté
ONE	Office National de l'Environnement
ONN	Office National de la Nutrition
ONT	Office National du Tourisme
ORT	Office Régional du Tourisme
PEACE	Programme d'Encadrement et d'Appui aux Communautés des Eleveurs
PGE	Politique Générale de l'Etat
PHAT	Présidence de la Haute Autorité de la Transition
PIB	Produit Intérieur Brut
PIP	Programme d'Investissement Public
PLF	Projet de Loi de Finances
PN2D	Politique Nationale de Décentralisation et de Déconcentration
PRD	Plans Régionaux de Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
QMM	Qit Madagascar Minerals
RAP	Rapport Annuel de Performance
RN	Route Nationale
RPI	Ressources Propres Internes
SDSP	Service Déconcentré de la Santé Publique
SIDA	Syndrome de l'Immunodéficience Acquise
SIGFP	Système Intégré de la Gestion des Finances Publiques
SOA	Service Opérationnel d'Activité
SRA	Santé de Reproduction des Adolescents
SRSP	Service Régional de la Solde et des Pensions
SSME	Semaine de Santé de la Mère et de l'Enfant
STD	Service Technique Déconcentré
TPI	Tribunal de Première Instance
UNFPA	United Nations Population Fund Activities
USTA	Unité Statistique Thonière d'Antsiranana
VIIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
VPI	Vice-Primature chargée de l'Intérieur

Liste des tableaux

- Tableau 1 : Taux de croissance par branches d'activité
- Tableau 2 : Variation annuelle des recettes publiques
- Tableau 3 : Variation annuelle des dépenses publiques
- Tableau 4 : Financement du déficit budgétaire 2009 à 2010
- Tableau 5 : Récapitulation de l'atteinte des indicateurs des Ministères et Institutions
- Tableau 6 : Résultats généraux de l'exécution de la Loi de Finances 2010
- Tableau 7 : Situation des recettes du BGE 2010
- Tableau 8 : Recettes du BG sur opérations de fonctionnement et d'investissement
- Tableau 9 : Répartition des crédits par mission
- Tableau 10 : Répartition des crédits par programme
- Tableau 11 : Répartition des crédits par nature des dépenses
- Tableau 12 : Répartition des crédits d'investissement par financement
- Tableau 13 : Réalisations du BGE par programme
- Tableau 14 : Réalisations du PIP par mission
- Tableau 15 : Réalisations par programme
0. Administration et coordination
 1. Gouvernance responsable
 2. Infrastructure reliée
 3. Transformation de l'éducation
 4. Développement rural
 5. Santé, planning familial, et lutte contre le VIH/SIDA
 6. Economie à forte croissance
 7. Prendre soin de l'environnement
 8. Solidarité nationale
- Tableau 16 : Situation financière de l'Imprimerie Nationale
- Tableau 17 : Situation financière des Postes et Télécommunications
- Tableau 18 : Synthèse des Budgets Annexes
- Tableau 19 : Situation des Comptes Particuliers du Trésor
- Tableau 20 : Situation des FCV
- Tableau 21 : Evolution des FCV durant les quatre dernières années
- Tableau 22 : Réalisation des Opérations en Capital de la Dette Publique
- Tableau 23 : Consommations par catégorie de dépenses du BGE et CPT
- Tableau 24 : Les dix premiers programmes budgétivores du BGE et CPT
- Tableau 25 : Résumé de l'exécution globale de la Loi de Finances 2010
- Tableau 26 : Evolution des soldes des Lois de Règlement des cinq dernières années

Liste des graphes

Graphe 1 : Répartition des Recettes 2008 à 2010

Graphe 2 : Répartition des Dépenses 2008 à 2010

Graphe 3 : Recettes du Budget Général 2010

Graphe 4 : Répartition des crédits par catégorie

Graphe 5 : Situation de l'Imprimerie Nationale

Graphe 6 : Situation des Postes et Télécommunications

Graphe 7 : Synthèse des Budgets Annexes

Graphe 8 : Evolution des FCV

Graphe 9 : Opération en Capital de la Dette Publique

Graphe 10 : Evolution des soldes des Lois de Règlement

Liste des annexes

1. Situations des recettes
2. Budgets Annexes
3. Opérations sur FCV
4. Opérations en Capital de la Dette Publique (Emprunts)
5. Opérations sur CPT
6. Etats de dépenses (fonctionnement, solde, investissement) par Ministères / Institutions
7. Compte Général de l'Administration des Finances
8. RAP

Première partie :
EXPOSE DES MOTIFS



ASSEMBLEE NATIONALE

EXPOSE DES MOTIFS

I- LES PRINCIPALES TENDANCES DE L'ECONOMIE MONDIALE

Après une récession économique sentie à l'échelle mondiale en 2009 apparaît une reprise des activités pour l'année 2010. Si les pays émergents tels la Chine, le Brésil, l'Inde connaissent un taux de croissance soutenu de 7%, les pays développés peinent à trouver leurs performances économiques puisque leur taux de croissance reste légère, soit 3%, suite aux problèmes liés au chômage ainsi que les déficits de leur système financier, plus particulièrement dans la zone euro.

Les pays avancés ont subi une pression inflationniste causée par une forte augmentation non seulement, du cours du pétrole qui est passé de -36,3 dollars européen en 2009 à 27,8 dollars européen en 2010, mais aussi du cours des produits de base hors combustibles entraînant des vulnérabilités aux pays à faible revenu qui importent plusieurs produits alimentaires.

En ce qui concerne les échanges extérieurs de biens et services, s'ils ont chuté de -10,7% en 2009, ils se sont par contre redressés en 2010 avec un accroissement de 12,8% du volume du commerce mondial.

II- POSITIONNEMENT DE L'ECONOMIE NATIONALE

Les effets de la crise financière mondiale combinés avec les impacts d'une crise politique interne persistante se traduisent en une situation défavorable pour la reprise des activités économiques malgache. Le Gouvernement, par le biais de l'Ordonnance n°2009-014 du 31 décembre 2009 portant Loi de Finances pour 2010, adopte alors une politique de relance économique afin de redresser les secteurs particulièrement touchés par la crise afin de préserver les emplois et stabiliser la valeur de l'Ariary. Pour atteindre cet objectif, il définit un cadre stratégique de soutien aux activités du secteur privé liés au tourisme, à l'énergie ainsi qu'aux NTICs. D'une part, l'Etat appuie les initiatives privées pour renforcer l'investissement ; d'autre part, il met en place des dispositifs permettant de faciliter les exportations des grands projets miniers. Enfin, le budget 2010 prévoit comme priorité l'organisation des diverses élections qu'elles soient présidentielles ou législatives.

Puisque la demande au niveau mondial a été limitée, le prix de certains produits exportés s'est vu réduit notamment les crevettes. Suite à la suspension de l'éligibilité de Madagascar à l'AGOA, les commandes des

usines de textiles et des Zones Franches Industrielles se sont trouvées soit en rupture soit non renouvelées. Ce qui a entraîné une hausse du niveau du chômage induite par les pertes d'emplois consécutives.

En outre, l'arrêt des aides budgétaires et des dons-projets a engendré une vulnérabilité voire une précarité des conditions de vie de la population se trouvant dans des régions dont la réalisation de leurs projets de développement dépend de ces financements. C'est le cas du programme 10^{ème} FED soutenu par l'Union Européenne mais qui a été suspendu. En conséquence, plusieurs branches d'activités se sont trouvées en difficulté puisque certains projets d'investissement financés par le FED n'ont pas été réalisés notamment ceux touchant les infrastructures de base (routes, écoles, hôpitaux, périmètres d'irrigation agricole, ...).

Par contre, comparées à l'année précédente, les activités économiques de 2010 se sont légèrement reprises d'une manière inégale selon le secteur et les régions. C'est ainsi que le PIB a enregistré une croissance relativement faible de 0,3%. Néanmoins, la persistance de la crise au cours du premier semestre a amené le pouvoir exécutif à revoir ses prévisions macroéconomiques. L'Ordonnance n°2010-006 du 06 septembre 2010 portant LFR 2010 a été prise pour inclure dans le budget de l'année les perturbations provenant tant des recettes que des dépenses. Si la Loi de Finances Initiale, se basant sur un scénario de retour des financements extérieurs, visait un taux de croissance de 2,6%, ce dernier a été révisé à la baisse par la LFR à 0,6 % en tenant compte de la conjoncture socio-économique. De plus, afin de maintenir un équilibre budgétaire, l'Etat a été tenu d'y inclure les recettes résultant de l'octroi de licence d'exploration du gisement de fer de Soalala au consortium chinois WISCO.

A- EVOLUTION DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE DE 2010

Généralement, on estime que malgré la persistance continue des crises, l'économie nationale a connu légèrement une reprise avec un taux de croissance de 0,3% comparé au seuil négatif de -4,0% en 2009.

En considérant la flambée des prix, le renchérissement de la vie provient de l'augmentation du prix des produits locaux de 10,4% contre 8% l'année précédente. Pour le prix du carburant, la hausse a été plus prépondérante lors du premier semestre. Dans l'ensemble, l'inflation en moyenne de période reste stable, soit de 9,3% contre 9,0% l'année précédente. En glissement annuel, le taux d'inflation a atteint 10, 2%.

1- Secteur productif

Il est à noter que l'arrêt des appuis budgétaires a paralysé les activités économiques entraînant un ralentissement de la production et une réduction des investissements.

Le secteur tertiaire a le plus souffert de ces tensions dans la mesure où son taux de croissance, chiffré à -7,3% l'année dernière, n'a pas pu se relever qu'à hauteur de 1,7% en 2010 suite à une baisse de performance des branches du commerce (-1,4%) et des branches liées au transport (-0,4%).

Le secteur secondaire est le seul à enregistrer une croissance positive de 2,1% occasionnée par l'extension des industries extractives (55,3%) nonobstant le report de production et d'exportation d'ilménite, de nickel, de cobalt par les projets miniers QMM et Sherrit pour 2012. Cependant, des difficultés ont affecté les industries du Tabac (-14,5%), les Industries Pharmaceutiques (-7,6%), puis celles du Bois (-12,7%) et du Métal (-17%). Les industries du Textile et des « Zones Franches Industrielles » ont aussi subi des contrecoups de la suspension de Madagascar à l'AGOA.

Du côté du secteur primaire, la croissance initialement prévue à 2,6% régresse de -3,4% parce que la production agricole de 2010 n'atteint que 0,7% du fait de la fin de la subvention en intrants agricoles. De plus, cette situation résulte des contre-performances des branches Agriculture (-0,6%), Elevage (-8%) et Sylviculture (0,8%) liées aux exploitations illicites de bois de rose.

Tableau 1 : Taux de croissance par branches d'activités

Branches d'activités	Variation annuelle en (%)
Secteur Primaire	-3,4
Agriculture	-0,6
Elevage et Pêche	-8,0
Sylviculture	0,8
Secteur secondaire	0,2
<i>Secteur secondaire hors ZFI</i>	2,5
Agro- Industrie	34,0
Industries Extractives	54,7
Energie	7,5
Industries Alimentaires	-1,8
Industries Boissons	17,3
Industries Tabac	-14,5
Industries Corps gras	3,0
Industries Pharmaceutiques	-7,6
Industries Textiles	7,3
Branches d'activités	Variation annuelle en (%)
Industries Cuir	0,0
Bois	-12,7
Matériels de Construction	3,3
Industries Métallique	-17,0
Matériels de Transport	-9,3
Appareil Electrique	-44,5
Industries Papier	22,7
Autres	-13,5
<i>Zones Franche Industrielle (ZFI)</i>	-14,0
Secteur Tertiaire	1,7
B.T.P	2,6
Transports de marchandises	1,0
Transports de voyageurs	6,7
Auxi.Transport	-0,4

Télécommunications	9,9
Commerce	-1,4
Banque	9,8
Assurance	16,7
Services.rend.Entrep. & ménages	0,7
Administration	1,0
PIB aux prix du marché	0,4

Source : INSTAT

2- Secteur extérieur

Pour les échanges de biens et services qu'entretient le pays avec ses partenaires étrangers, les transactions courantes se sont améliorées. La balance globale de paiements est ramenée à un solde excédentaire de 38,9 millions de DTS. Ceci est attribuable à la performance constatée au niveau de la balance commerciale et de la balance de services qui a induit le déficit du compte courant à une amélioration significative allant de 1 208,3 millions de DTS en 2009 à 550,5 millions de DTS au cours de l'année 2010. Le compte de capital et financier par contre accuse un solde excédentaire de 619,1 millions de DTS.

Concernant le commerce extérieur, les exportations malagasy affichent une hausse considérable de 10,4% en termes de valeur, en passant de 682,2 millions de DTS en 2009 à 753,4 millions de DTS en 2010. Si les exportations giroflières et crevettières ont glissé respectivement de 35,2% et de 26,0% ; l'accroissement en valeur des exportations résulte principalement de la hausse de production de vanille (21,3%) et des produits pétroliers (32,5%). On peut remarquer que la grande partie des exportations est dominée par les produits du règne végétal tels la vanille et le girofle qui représentent 327 milliards d'Ariary. La France conserve la première place de destinataire des produits exportés, essentiellement constitués par 68,1% de produits de ZFI, et de 31% de produits soumis au régime de droit commun (huiles lourdes, huiles moyennes, vanilles...). Cependant, parmi les principaux fournisseurs de la grande île comme les Etats-Unis, la Chine, la France, l'Afrique du Sud, le Bahreïn ; les produits chinois occupent 15,6% du part du marché du fait de la compétitivité de leur prix.

Les produits importés ont par contre régressé de 18,3% en valeur CAF, soit une estimation évaluée à 1439,5 millions de DTS en 2010 contre 1763,2 millions de DTS l'an précédent. Les importations en biens d'équipements se sont réduites tant en volume (-21%) qu'en valeur (- 44,4%) consécutive à l'atonie des activités économiques.

3- Secteur monétaire

Afin de faire face aux tensions inflationnistes, la Banque Centrale de Madagascar a adopté une politique monétaire prudente qui vise à concilier la stabilisation de la monnaie nationale tout en appuyant la relance des activités économiques. Pour ce faire, le taux directeur a été maintenu à 9,5% alors que le coefficient des réserves obligatoires a été fixé à 15%. Puisque les Investissements Directs Etrangers ont été réduits, le déficit de la balance globale de paiement continue, l'Ariary s'est déprécié. En fin d'année, les réserves en devises ne représentent qu'environ 800 millions de dollars US, soit l'équivalent de 2 191,87 milliards Ariary.

B- RETOUR SUR LES RESULTATS DES FINANCES PUBLIQUES

Compte tenu des perturbations conjoncturelles conduites par les crises, le Gouvernement a axé ses actions sur deux stratégies : l'austérité budgétaire et la relance économique. Des politiques fiscales et budgétaires incitatives ont été poursuivies afin de stimuler l'investissement privé et de renforcer l'investissement public. D'une part, la politique d'austérité consiste à limiter le plus possible les dépenses publiques selon une gestion saine et transparente des deniers publics. D'autre part, la relance de l'économie s'oriente vers une affectation des crédits vers les secteurs porteurs comme le tourisme, l'énergie et les NTICs.

Les prévisions de la LFI ont été ambitieuses avec un taux de croissance initialement fixé à 2,6% au cas où un retour des aides budgétaires sera senti. Non seulement, les finances de l'Etat se sont affaiblies par une baisse considérable des recettes fiscales mais aussi d'un ralentissement de la demande mondiale. Avec un déficit public de 1,1% du PIB, les résultats économiques et financiers n'ont pas permis d'obtenir une croissance favorable. La LFR a été alors élaborée afin d'ajuster l'équilibre budgétaire.

D'une manière générale, en se référant aux prévisions de la LFR, les recettes budgétaires ont été performantes avec une hausse de 20,8% par rapport à la gestion précédente tandis que les dépenses se sont contractées suite aux diverses contraintes de l'exécution budgétaire.

1- Les recettes

Les autorités fiscales et douanières ont fixé comme objectif d'augmenter les recettes par la mise en place de mesures visant à sécuriser le recouvrement fiscal et douanier, à maintenir l'emploi et à soutenir la reprise des activités économiques. En plus, le Ministère chargé des Finances et du Budget a effectué un dialogue avec le secteur privé victime des vandalismes et pillages de toutes formes durant l'année 2009 afin de répondre à certaines revendications globales jugées légitimes.

Pour les dons, le pays est encore frappé par la suspension des aides extérieures. Par contre, celles-ci ont augmenté de 77,4 milliards d'Ariary, soit une hausse de 27,89% si on se réfère aux décaissements effectués en 2009.

L'année 2010 a été marquée par une révision en baisse des recettes dans la LFR à 1 904,7 contre 2 117,4 milliards d'Ariary prévus dans la LFI, soit un écart de 10%. Cependant, les recettes non fiscales ont affiché une augmentation d'environ 220 milliards d'Ariary provenant de la redevance minière relative aux droits d'exploitation du gisement de fer de Soalala versés par la société chinoise WISCO sur le compte de l'Etat malagasy. Cette hausse s'estime à 235,0% par rapport au montant des rentrées des recettes non fiscales de 2009. Au total, les recettes budgétaires se chiffrent à 2249,2 milliards d'Ariary.

En termes de fiscalité intérieure, quelques actions ont été entreprises : la simplification du système fiscal, la réglementation stricte du régime de suivi des produits alcooliques, le renforcement des contrôles et vérification (contrôles des ventes sans factures), la normalisation des opérations commerciales (Télédéclaration, modes de paiement par chèque et virement), la mise à jour des réalisations fiscales sur le web et la réduction du taux d'imposition sur les revenus de 24 % à 23%.

En ce qui concerne la fiscalité extérieure, les réformes déjà entamées suivent leur cours : l'adaptation du Code des Douanes aux nouvelles exigences du commerce international, la mise en place des Brigades Mobiles de

Surveillance, la mise en œuvre de la nouvelle version SYDONIA ainsi que l'effectivité du démarrage du TRADENET.

Ces réalisations ont permis d'atteindre un taux de pression fiscale de 10,9%, soit un écart en hausse de l'ordre de 0,4 points par rapport à la prévision initiale de 10,5% dans la LFR.

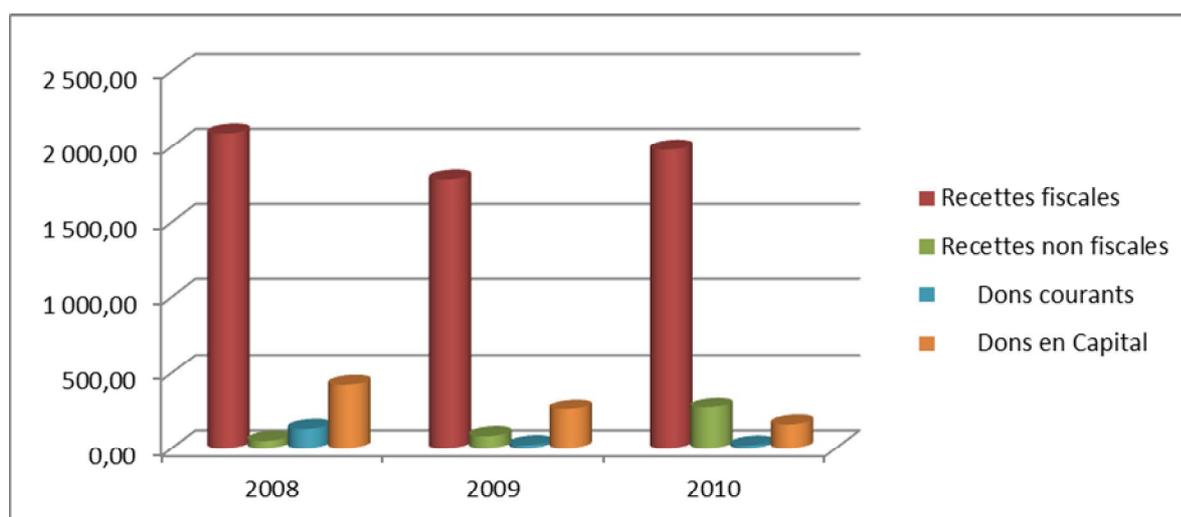
Tableau 2: Variation annuelle des recettes publiques

(En milliards d'Ariary)

Rubrique des Recettes	2008	2009	2010	Variation en % 2009/2010
<i>Recettes budgétaires</i>	<i>2 136,87</i>	<i>1 862,1</i>	<i>2 249,2</i>	<i>20,79</i>
Recettes fiscales	2 087,19	1 782	1 980,8	11,16
Recettes non fiscales	49,68	80,1	268,3	234,96
<i>Dons</i>	<i>548,28</i>	<i>277,5</i>	<i>173,8</i>	<i>-37,37</i>
Dons courants	127,48	21	18,2	-13,33
Dons en Capital	420,80	256,4	155,5	-39,35
Total des Recettes publiques et Dons	2 685,15	2 139,6	2 423,0	13,25

Source : OGT

Graphe 1 : Répartition des Recettes 2008 à 2010



Source : OGT

2- Les dépenses

Les priorités des dépenses publiques au cours de l'année 2010 ont été axées sur la préparation des élections, la relance économique, l'instauration des Institutions transitoires ainsi que la mise en œuvre de la Politique Nationale de Décentralisation et de la Déconcentration (PN2D). Ainsi, l'allocation des ressources s'est effectuée suivant ces priorités selon l'approche Budget de programme. De plus, cette période a été marquée par une gestion limitée aux affaires courantes.

La conjoncture économique ayant été très difficile, les dépenses publiques ont été majoritairement financées par les RPI.

En somme, les dépenses budgétaires de 2010 sont estimées à 1 570,5 contre 1 446,5 milliards d'Ariary en 2009. Cette hausse de 8,6% provient essentiellement des dépenses du personnel atteignant 944,9 milliards d'Ariary contre seulement 803,2 milliards d'Ariary en 2009. Avec cette proportion de croissance, ces dernières dominent largement l'exécution budgétaire.

Enfin, le pays a fourni des efforts conséquents vis-à-vis des engagements financiers envers les partenaires étrangers si l'on tient compte du paiement des intérêts de la dette qui a été réglé à 100% au cours de l'année.

Il est à noter que la répartition de certains crédits a été modifiée après l'adoption de la LFR par le biais de 10 Décrets et 152 Arrêtés.

i- Dépenses de solde

Suite aux recrutements par voie de concours administratifs, les départements ministériels ont bénéficié de dotations en poste budgétaire. Outre des mesures nouvelles telles que la prise en charge des dépenses relatives aux soldes : nouveaux traitements des enseignants chercheurs, la prime des militaires ; le guichet unique « Paotokana » a été mis en place suite à la collaboration entre le MFPTLS et le MFB.

Le Décret n° 2008-1042 du 31 Octobre 2008 instituant le Guichet Unique stipule dans son article premier qu'« Il est institué au niveau de six (6) Chefs-lieux de Régions d'Analamanga, d'Atsinanana, de Diana, de Boeny, d'Atsimo Andrefana et de la Haute Matsiatra un guichet de traitement des dossiers des agents de l'Etat, qui est chargé de traiter les dossiers concernant les avancements d'échelon et de classe ainsi que le reclassement indiciaire des fonctionnaires en service dans les services déconcentrés relevant de la compétence des Régions ».

Concernant particulièrement les dépenses, on observe que les dépenses de solde ont été maintenues à 930,0 milliards d'Ariary. De plus, si la rubrique « Indemnités » a seulement été fixée à 42,3 milliards d'Ariary, elle a atteint 73,0 milliards d'Ariary suite à l'ajustement budgétaire. Enfin, les Caisses de Retraite Civile et Militaire ont été renflouées de 5,0 Milliards d'Ariary par la LFR.

ii- Dépenses Courantes hors Solde

Les crédits budgétaires alloués aux différents Institutions et Départements ministériels ont été presque revus à la baisse sauf pour la PHAT, le CST, le MDN et le MSI.

Initialement, les dépenses de fonctionnement hors solde ont été prévues à 836,5 milliards d'Ariary. Par contre, si la LFR a réduit ces derniers à 599,97 milliards d'Ariary en termes de prévisions, l'exécution budgétaire a ramené leur volume à 537,51 milliards d'Ariary.

Comparée à l'exécution budgétaire de l'année antérieure, une légère baisse est observée. Le montant total des dépenses courantes de fonctionnement est ainsi estimé à 477,7 milliards d'Ariary en 2010 contre 514,8 milliards d'Ariary en 2009.

iii- Dépenses d'investissement

Un constat domine les dépenses en capital : une tendance à la baisse qui est surtout accentuée pour celles financées sur ressources extérieures. Si au cours de la gestion 2009, ces dépenses ont été fixées à

1 931,5 milliards d'Ariary, la LFI de 2010 n'a apporté que 1 354 milliards d'Ariary en termes d'appuis financiers à l'investissement dont 397,7 milliards d'Ariary seulement proviennent du financement intérieur. Après la modification apportée par la LFR, les crédits d'investissement ont augmenté de 33,5 milliards d'Ariary suite au virement des crédits des dépenses de fonctionnement. Néanmoins, elle a ramené le montant total de ces dernières à 948,6 milliards d'Ariary. Cette régression par rapport à l'année 2009 résulte non seulement de l'insuffisance des financements extérieurs mais également de la faible visibilité du pays en termes de perspectives économiques. Par conséquent, la dépense d'investissement en général a fortement diminué puisque l'investissement public ne représente que 5,4% du PIB au lieu de 9,5% en 2009. De même, si l'investissement privé est évalué à 56,7% l'année précédente, son poids dans le PIB n'a atteint que 13,8% au cours de l'année 2010.

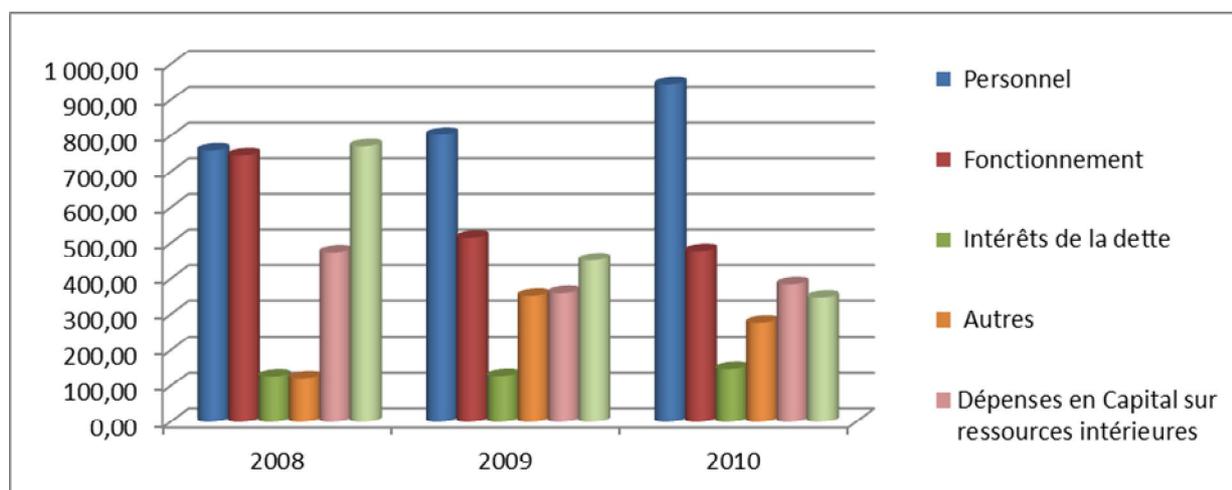
Il importe de souligner que les efforts d'investissements au cours de cette période, suite au recadrage budgétaire défini par l'Ordonnance n°2010-006 du 6 septembre 2010 portant LFR, se sont essentiellement portés sur l'appui considérable des secteurs sociaux notamment par le biais de nouvelles constructions (hôpitaux, stades aux normes internationales, prisons, universités).

Tableau 3 : Variation annuelle des dépenses publiques

(En milliards d'Ariary)

Rubrique des Dépenses	2008	2009	2010	Variation en % 2009/2010
<i>Dépenses courantes</i>	<i>1 753,80</i>	<i>1 752,7</i>	<i>1 847,7</i>	<i>5,42</i>
Personnel	758,90	803,2	944,9	17,64
Fonctionnement	745,40	514,8	477,7	-7,21
Intérêts de la dette	<i>127,30</i>	<i>128,5</i>	147,9	15,10
Intérieure	102,40	95,5	115,3	20,73
Extérieure	24,90	33	32,6	-1,21
Autres	122,20	353,5	277,2	-21,58
<i>Dépenses en capital</i>	<i>1 244,80</i>	<i>813</i>	<i>733,4</i>	<i>-9,79</i>
Sur ressources intérieures	474,20	361,3	385,0	6,56
Sur ressources extérieures	770,60	451,7	348,4	-22,87
Total des dépenses publiques	2 998,60	2 565,7	2 581,1	0,60

Source : OGT

Graphe 2: Répartition des dépenses 2008 à 2010

Source : OGT

3- Financement du déficit budgétaire

Contrairement à la gestion au cours de 2009 où le financement intérieur est prédominé par le système bancaire avec un recours de l'ordre de 313,5 milliards d'Ariary, le solde budgétaire de 2010 est majoritairement financé par le système non bancaire soit 2 51,9 milliards d'Ariary. Néanmoins, d'une manière générale, malgré la suspension des aides extérieures, le financement du déficit provient en grande partie du financement extérieur qui s'élève à 132,4 milliards d'Ariary alors même que le financement sur ressources intérieures n'a atteint que 63,1 milliards d'Ariary. D'où, un écart en diminution de 58,3% a été observé en termes de déficit budgétaire durant l'année 2010 avec un total de 195,5 milliards d'Ariary contre 469 milliards d'Ariary en 2009.

Enfin, cette diminution résulte non seulement de la politique d'austérité et de réduction des dépenses mais également de l'accroissement particulier des recettes non fiscales au cours de cette période tiré pour l'essentiel de l'inscription du virement de WISCO dans les dépôts en devises de l'Etat.

Tableau 4 : Financement du déficit budgétaire de 2009 à 2010

(En milliards d'Ariary)

Rubriques	2009	2010	Ecart en %
Financement Extérieur	123,1	132,4	7,6
Tirages	195,3	192,8	-1,3
Dons projets	195,3	192,8	-1,3
Financement Intérieur	269,5	63,1	-76,6
Système Bancaire	313,5	-251,9	-180,4
Système Non Bancaire	- 43,9	103,9	-336,7
Dépôts des correspondants du Trésor	98	194	98
Financement Total	469	195,5	-58,3

Source : OGT

III. EVALUATION DE LA PERFORMANCE DES POUVOIRS PUBLICS

Il convient de remarquer que le dispositif de performance, en l'absence d'une base centralisée, demeure un processus évolutif. En d'autres termes, au stade actuel, le volet « gestion axée sur la performance » n'est pas encore pris en compte dans le SIGFP. Compte tenu de ce contexte, la gouvernance basée sur le contrôle de la performance n'est pas encore appropriée et doit mobiliser non seulement tous les acteurs de la performance mais également des moyens adéquats pour la collecte, la fiabilité, la sécurité ainsi que le traitement des données. Si l'ensemble du programme gouvernemental est défini en début d'année dans les documents de performance, leur évaluation en fin d'année par les Responsables de Programme reste très limitée.

Pour l'année 2010, on recense au total 51 Missions, 139 Programmes. Les missions représentent les grandes lignes de la PGE. Le niveau de performance pour chaque Institution et Ministère serait apprécié à travers une analyse sectorielle.

A- PERFORMANCES DU SECTEUR ADMINISTRATIF

Le secteur administratif est constitué de 5 Institutions et 8 Départements Ministériels. Les axes prioritaires du Gouvernement de transition dans ce secteur se sont surtout portés sur l'élection, la sécurité ainsi que le maintien de l'ordre public.

La Présidence de la Haute Autorité de la Transition (PHAT)

Dans le cadre de la mission « PHAT », l'Institution assure la mise œuvre de six (06) programmes. Pour l'objectif « Lancer une révolution verte » inscrit dans le programme « développement rural », dont les activités sont exécutées par le Service civique, le taux de réalisation fixé à 80% est plus que satisfaisant. L'objectif de lutte contre la corruption au niveau des CTD a été également satisfaisant avec un taux de réalisation de 65% puisque 13 régions sur les 20 prévues ont mis en œuvre une politique régionale de réduction de la corruption.

Pour le programme « Infrastructure reliée », aucune réalisation n'a été constatée en raison de la non-inscription du crédit correspondant dans la LFR 2010. C'est également le cas du programme « Santé et Planning familial », où les objectifs fixés sont loin d'être atteints suite à l'affectation des crédits y afférant à d'autres priorités.

Le Conseil Supérieur de la Transition (CST)

Une performance est observée dans le programme « Administration et coordination », notamment pour l'objectif « Etablir un processus budgétaire de l'Etat efficace et efficient ». Elle provient de la dotation des appareils photocopieuses au profit de la direction. D'ailleurs, pour le programme « Appui aux membres des Institutions », le délai de traitement des dossiers est bien respecté : la valeur réalisée coïncide avec la valeur cible, grâce au paiement à temps des salaires des membres des Institutions et des dépenses de fonctionnement. L'objectif « Nombre de visites effectuées auprès des C.T.D » a été largement atteint puisque les membres de cette Institution ont réalisé 886 missions en appui et conseil des C.T.D s'ils n'ont prévu d'effectuer en début d'année que 505.

Congrès de la Transition (CT)

La valeur cible est atteinte en ce qui concerne l'amélioration du fonctionnement de l'Administration. Il n'en est pas de même pour le renforcement de l'Etat de droit, où aucune réalisation n'a été observée. La suspension des activités parlementaires pendant les 3 premiers trimestres ainsi que l'absence de contrôle parlementaire lors du 4^e trimestre sont à l'origine de cette situation. Les objectifs figurant dans le programme « Gouvernance responsable » ne sont pas atteints : la seule loi votée est la LFI, alors qu'ils ont prévu trente (30). D'ailleurs, aucun contrôle parlementaire n'a été exercé et seules deux (02) réunions internationales ont vu la participation des parlementaires au lieu de dix (10) comme prévues. Les efforts en matière de renforcement de l'Etat de droit et l'affirmation de la démocratie au niveau international restent à poursuivre.

La Haute Cour Constitutionnelle(HCC)

La plupart des objectifs fixés dans le programme « Administration et coordination » ne sont pas atteints. Plusieurs raisons expliquent ce manque de performance à savoir la forte restriction budgétaire, les problèmes liés au manque de compétence en informatique de certains de leur personnel et le changement fréquent des acteurs électoraux. Il est à noter qu'en matière d'élections, seul le référendum constitutionnel a été organisé en 2010. En conséquence, l'objectif n'a pas été atteint puisque sur quatre (04) logiciels de traitement de résultats électoraux prévus, un seul a été conçu à cause du retard de publication du calendrier électoral et de la mise en place tardive des crédits d'élection.

La Primature

Cette Institution est chargée de l'administration générale de l'Etat. Garante du fonctionnement régulier des services publics, elle supervise et coordonne l'exécution de la PGE à travers la mission « Primature ». Elle dispose quatre (04) programmes distincts : « Administration et coordination », « Développement rural », « Nutrition et sécurité alimentaire » et « Solidarité nationale ». Un écart considérable est noté dans la réalisation des objectifs établis pour le renforcement de l'Etat de droit, compte tenu de l'insuffisance des moyens disponibles pour la promotion des activités orientées vers le marché, du retard du déblocage du RPI et de la suspension des financements extérieurs. Les objectifs pour le programme « Nutrition et sécurité alimentaire » sont par contre bien atteints. Parmi les principales réalisations, on peut citer la publication de 13 journaux officiels, la prise de 1 400 Décrets et 52 089 Arrêtés, l'organisation de 21 Conseils de Ministres et 34 Conseils de Gouvernement. Une performance notable, avec un objectif atteint à hauteur de 60% (la prévision étant estimée à 40%), est également à signaler dans le cadre du projet MADES où l'interconnexion des Universités en partenariat avec l'ANRE a pu être assurée. Ce département a subi certaines contraintes quant à l'exécution des activités de lutte contre la malnutrition (ONN) suite au blocage d'engagement durant l'année 2010. Ainsi, l'évaluation du taux de la population victime de l'insécurité alimentaire, fixé à 55,5% en 2009, est encore difficile et dépend des résultats d'une enquête nationale.

Le Ministère des Affaires Etrangères (MAE)

Le MAE est chargé de coordonner la politique étrangère de Madagascar. Pour ce faire, son plan d'action s'inscrit dans la mission « Affaires Etrangères », elle-même répartie entre trois principaux programmes : « Administration et coordination », « Renforcement des travaux de promotion au niveau des Représentations extérieures de Madagascar » et « Renforcement de la promotion des coopérations internationales ».

Pour le second programme, les valeurs réalisées sont très faibles. L'insuffisance des crédits ainsi que la restriction budgétaire ont réduit les activités relatives aux échanges économiques et commerciales. En outre, la crise politique n'a pas permis la promotion des produits malgaches en vue de la conquête des marchés mondiaux : aucune réalisation n'est constatée pour cet objectif. Aucune vitrine n'a été mise en place au niveau des représentations extérieures et aucune mission économique n'a visité Madagascar.

Le rapport de performance relève qu'il est nécessaire de prendre en compte les spécificités des missions du MAE, dont 75% des activités sont exécutées hors du territoire national.

Le Ministère des Forces Armées (MFA)

Ce département assure deux principales missions : « Défense et sécurité » et « Armées Malagasy » à travers lesquelles six (06) programmes sont poursuivis. La réalisation de l'objectif « Renforcer la capacité institutionnelle et assurer la gestion rationnelle des ressources » est peu satisfaisante puisque le nombre de stagiaires militaires malagasy à l'extérieur se trouve être largement réduit (50 stagiaires sur les 800 prévus). Cependant, deux (02) des valeurs cibles (sur 5 indicateurs disponibles) sont atteintes pour l'objectif de renforcement de la capacité opérationnelle de l'Armée (2). Des failles sont à signaler, particulièrement l'indisponibilité de certaines données qui ne permettent pas de mesurer pleinement la performance de ce Ministère. Il s'agit notamment du nombre de militaires radiés de contrôle, le pourcentage de réalisations des opérations militaires de grande envergure et de manœuvres internationales, le nombre d'interventions effectuées y compris les opérations de maintien de la paix internationale.

Il est à noter que les réalisations du MFA se trouvent limitées en termes d'investissement puisque les crédits y afférents sont réduits par rapport aux besoins de réhabilitation des infrastructures militaires. Enfin, même si des recettes prévisionnelles de CPT ont été définies, aucun recouvrement n'a été effectué.

Secrétariat d'Etat à la Gendarmerie Nationale (SEG)

Le SEG dispose d'une unique mission « Sécurité intérieure », celle-ci se répartit en six (06) programmes. Le résultat attendu relatif au nombre de contrôles et de visites effectués est dépassé, grâce aux mesures de restauration de sécurité. Ceux-ci sont au nombre de 16 752, s'il était prévu d'effectuer 14 760. Une performance notable est aussi enregistrée pour le cas de la formation, où le nombre de personnes formées excède celui initialement prévu. Le programme « Sécurité et ordre public » a été exécuté avec une meilleure performance sauf pour l'indicateur « Nombre d'élections réalisées », où une élection sur trois seulement a été organisée. En effet, la mise en œuvre des élections incombe à d'autres Institutions. Pour les autres objectifs, on remarque des écarts qui sont de nature acceptables compte tenu de la diminution des crédits après la LFR. Aucune réalisation

n'est par contre aperçue pour l'amélioration de la surveillance territoriale par le biais d'observations aériennes, faute de moyens matériels nécessaires (inexistence d'appareils d'observations aériennes).

Le Ministère de l'Intérieur (MinInt)

Le Ministère de l'Intérieur a pour mission de conduire la politique de l'Etat en matière de déconcentration et d'administration territoriale. Pour y parvenir, leurs actions se fondent sur trois programmes : « Administration et coordination », « Administration territoriale », « Gestion des risques et des catastrophes ».

Plusieurs indicateurs n'ont pas obtenu les résultats escomptés. Dans le cadre des activités de gestion des risques et des catastrophes, aucun magasin n'a été construit ni réhabilité, aucun BLU n'a été installé dans les Communes. En revanche, les plans de contingences nationales ont été mis à jour, des exercices de simulation ont été organisés à Vohipeno et Morondava, des aides ont été apportées aux victimes du KERE dans onze (11) Communes des Districts d'Ampanihy, de Betioky et de Beloha.

En 2010, le Ministère de l'Intérieur a également assuré son rôle d'appui à la Commission Electorale Nationale Indépendante lors du référendum du 17 novembre. Par ailleurs, elle a procédé à la réhabilitation des bureaux de résidences dans les Districts d'Ifanadiana et Ambatoboeny. Au niveau central, des magasins de stockage et un local pour les travaux d'entretien ont été réparés. Un parking a été transformé en terrain de sports.

Suite à la non disponibilité des données, le taux moyen d'anomalies détectées sur les listes électorales ne peut pas être évalué. De plus, quoique 6 748 cartes de résidents aient été délivrées au cours de cette année, le taux de résidents possédant des cartes en règle n'a pas pu être mesuré.

Le Ministère de la Sécurité Intérieure (MSI)

Concernant le renforcement des capacités préventives dans le programme « Administration et coordination », la valeur cible est atteinte à hauteur de 157,14% pour le nombre de commissariats réhabilités ainsi que celui de commissariats construits. Par contre, aucune direction régionale n'a été construite en raison de la solidarité gouvernementale.

Les réalisations sont surtout marquées par l'acquisition des matériels roulants : cinq (05) véhicules 4x4 et quatorze (14) voitures légères issus des dons de l'Union Européenne ont été destinés aux services de Police Judiciaire pour assurer la sécurité dans les six (06) arrondissements d'Antananarivo. La Police Nationale est aussi dotée de plusieurs matériels informatiques et techniques conçus pour garantir la rapidité et l'effectivité du traitement des informations, et ce, afin d'assurer la réussite de leur mission. S'agissant du programme « Sécurité publique », la lutte contre les exportations illicites des ressources naturelles et délinquances financières reste un défi à relever pour le MSI. En effet, le taux d'élucidation de délinquance économique et financière est de l'ordre de 30% en 2010 contre une prévision de 75%. Les écarts constatés sont formés par des dossiers classés sans suite parce que soit leurs auteurs sont introuvables soit les enquêtes sont en cours.

En matière de recouvrement de recettes inscrites dans le Budget Général, le MSI a pu percevoir 2 174 160 millions d'Ariary, soit un taux de réalisation de 96,38% suite à la baisse du nombre de travailleurs malagasy voulant émigrer. Quant aux recettes des CPT, seules 50,79% ont été recouvrées.

Le Ministère de la Justice (MinJus)

Pour le programme « Administration et coordination », presque toutes les valeurs cibles ont été atteintes, à l'exception de la mise en place des NTICs. En effet, seul le TPI d'Anosy fonctionne parfaitement en réseau actuellement. Quant au programme « Administration pénitentiaire », il existe un écart : sur les 46 établissements pénitentiaires qui doivent être inspectés, seuls 22 l'ont été effectivement. Pour le programme « Administration judiciaire », l'objectif visant à réduire le délai de traitement des dossiers a fortement évolué avec un taux de réalisation de 74,51% contre une prévision de 65% : au niveau des TPI, sur un total de 51 080 dossiers à traiter, 38 058 ont été jugés dont 64,93% d'entre eux touchent les affaires civiles tandis que 83,05% concernent les affaires pénales. L'accessibilité des citoyens à la justice a été aussi améliorée grâce aux informations véhiculées par les 26 kiosques qui sont toutes actuellement fonctionnelles et sous le financement propre de ce Ministère. Quelques réalisations physiques ont été effectuées telles que la construction de deux (02) nouveaux bureaux de DRAP de Toliary et Fianarantsoa ; la réhabilitation de cinq (05) bâtiments pénitentiaires (maison de sureté de Vohémar, maisons de correction d'Ambovombe, d'Ikongo et de Tsiroanomandidy, ainsi que le dortoir du centre de rééducation de Joffre-Ville Antsiranana). Certaines actions restent à améliorer notamment la réduction du taux d'évasion qui, au titre de l'année 2010, a atteint 3,49%. Ce seuil doit être ramené à un taux inférieur à 3% pour maîtriser le risque.

Le Ministère des Finances et du Budget (MFB)

Engagées à travers la mission « Finances et Budget », les actions du MFB ont été mobilisées autour de six principaux programmes : « Administration et coordination », « Gestion budgétaire », « Gestion fiscale », « Douanes », « Trésor », « Action sociale et développement ». Parmi les meilleures performances de ce département figure le règlement des arriérés extérieurs. Sur une prévision de 47,85 milliards d'Ariary en intérêts, 30,89 milliards d'Ariary ont été réalisées ; et sur les 86,74 milliards d'Ariary en capital, 30,40 milliards d'Ariary sont achevées. Par ailleurs, le niveau de disponibilité du logiciel TRADENET et SYDONIA dans les six (06) grands bureaux est effectif à 100% entraînant l'opérationnalité de ces derniers. En outre, les efforts effectués pour le recouvrement des créances non fiscales issues des FCV sont largement remarquables car si la prévision était de 2 milliards d'Ariary, une réalisation de 3,4 milliards d'Ariary a été enregistrée.

Le programme transversal « Administration et coordination » a obtenu quelques meilleurs résultats tels l'utilisation du SIGFP par 90% des services, le remboursement des frais médicaux à 99,80%. Par contre, une contre-performance a été observée puisqu'aucun agent n'a été formé au cours de cette année suite à l'annulation du plan de formation.

En ce qui concerne la gestion budgétaire, les réalisations sont moyennement performantes. Le délai de dépôt du PLF est respecté. La finalisation de la base de données unique est fixée à 97%, la révision des textes régissant le patrimoine de l'Etat suit son cours. Seulement, le projet de réforme de la solde et des pensions n'a pas atteint l'objectif d'achèvement escompté qui est de 90% contre une réalisation de 40%. La mise en œuvre des SRSP ne constitue qu'un début de la déconcentration de la gestion de la solde et des pensions.

Dans le cadre de l'optimisation de la gestion fiscale, on relève que les efforts de dématérialisation continuent : 100% des grandes entreprises sont inscrites au système de Télédéclaration. En outre, dix (10) centres fiscaux, contre les sept (07) prévus, en plus des Chefs-lieux de provinces, utilisent le paiement des impôts par

virement bancaire. Le pourcentage de centres fiscaux faisant l'objet d'inspection doit cependant être amélioré afin de réduire les actes de corruption dans le secteur.

L'administration douanière affiche également une bonne performance. Le recouvrement des recettes sur les importations est de l'ordre de 21% contre une prévision de 20%, suite à l'application des nouvelles mesures (taxation à valeur minimale pour les produits sensibles). De plus, le taux d'exécution des recettes douanières est de 105%. Si les six (06) brigades mobiles de surveillances prévues sont toutes opérationnelles à Antananarivo et dans les régions, le nombre d'entreprises en zone franche contrôlées et visitées reste à renforcer (155 seulement sur les 171 prévues).

Quant au programme « Trésor », plusieurs indicateurs ont été atteints notamment le recouvrement des créances non fiscales : dividendes sur les participations de l'Etat à 78% soit 21,495 milliards d'Ariary ; le recouvrement des créances non fiscales issues des FCV de l'ordre de 173% (3 398 762 263,45 Ariary contre une prévision de 1 973 000 000 Ariary) ; 21 régions sur les 22 existantes sont couvertes en Institution de microfinance ; le contrôle de deux (02) compagnies d'assurance a été effectué. Cependant, quelques actions méritent d'être améliorées pour obtenir des résultats positifs : 28 comptes de gestion sur les 29 prévus sont produits ; le délai maximum de paiement des mandats visés au Trésor doit être réduit (69 jours contre 60 jours).

Les résultats issus de l'évaluation du programme « Action sociale et développement » sont relativement inférieurs aux objectifs préétablis. 56,63% sur les 60% des projets prévus n'ont pas pu être réalisés. Enfin, seules 13 demandes de financement ont été reçues auprès des communes contre les 25 prévues.

Le Ministère de l'Economie et de l'Industrie (MEI)

La conjoncture économique ayant prévalu durant la période transitoire et les divers facteurs non favorables aux activités économiques ont freiné l'accroissement du taux de croissance économique.

Pour le programme Industrie, la diminution du nombre des coopératives renforcées est due à la restriction budgétaire en 2010. Par ailleurs, la valeur réalisée est nulle pour l'appui à la densification des industries de transformation suite à l'absence de signature d'Accord de Promotion et de Protection des Investissements. Néanmoins, la dynamisation du secteur industriel est remarquable, la valeur réalisée pour cet objectif outrepassé celle initialement déterminée : 237 attestations de destination et autorisations d'opération ont été délivrées alors que la prévision se chiffrait seulement à 25.

Le Ministère du Commerce (MinCom)

La faible compétitivité du secteur commerce international s'explique par la fermeture des zones franches, la chute de la qualité des produits comme la vanille, le café, le girofle et le retrait des investisseurs dans le secteur tourisme.

Afin d'assurer la relance économique, la promotion de l'exportation a été effectuée au niveau du Ministère du Commerce. Des activités afférentes à cette politique ont apporté des résultats tangibles tels que la participation à la manifestation internationale « Expo 2010 Shanghai » (Chine) ; la redynamisation des filières d'exportations à travers la participation à l'atelier pour l'amélioration de la qualité et promotion de l'exportation, l'atelier sur le développement des filières d'exportations (café, anacarde, maïs, ...).

Un écart de réalisation est enregistré pour la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel adéquat : les projets de textes ont été élaborés mais ils n'ont pas pu être votés. Le rapport indique que le faible taux des réalisations est également dû au défaut d'obtention de l'autorisation préalable de la Présidence pour les engagements financiers supérieurs à 200 millions d'Ariary. Enfin, le Conseil National de Normalisation et du Conseil de la Concurrence a été effectivement mis en place mais son fonctionnement rencontre des problèmes de financement.

Le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales(MFPTLS)

Le MFPTLS est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique gouvernementale dans les domaines relevant de la Fonction Publique, du travail et de l'emploi.

Pour la Mission « Travail et Lois Sociales », on enregistre un écart négatif de réalisation en ce qui concerne le contrôle des Etablissements à cause de l'insuffisance des moyens disponibles (51 établissements contrôlés sur les 300 prévus). En outre, certaines données concernant les indicateurs sont indisponibles. Un rapport d'évaluation du Code du Travail est rendu disponible et trois (03) textes d'application dudit Code ont été adoptés.

Toutefois, la valeur réalisée pour le nombre de travailleurs bénéficiant des activités d'éducation ouvrière de l'Institut National du Travail dépasse largement la prévision (2 537 travailleurs formés sur les 500 prévus). Dans le but d'intensifier la lutte contre le travail des enfants, certaines actions ont été renforcées pour améliorer l'appui à la population très pauvre et vulnérable : plusieurs enfants ont été retirés du travail en ses pires formes et sont réinsérés dans le système scolaire (huit (08) à l'EPP Antanimena, six (06) à l'EPP 67 Ha Nord, quatre (04) à l'EPP Ambodin'Isotry et deux (02) au CEG 67 Ha). Quelques réalisations ayant également marqué cette année concernent la participation de Madagascar à la 99^{ème} session de la Conférence Internationale du Travail qui s'est tenue le 02 au 18 juin 2010 à Genève, la restitution d'un document d'études sur la conformité de la législation nationale avec les normes internationales du travail validé lors de l'atelier organisé dans la Région DIANA, la célébration de la journée mondiale de lutte contre le travail des enfants dans dix (10) sites.

Quant à la Mission « Fonction Publique », plus particulièrement pour l'objectif de réduire la corruption, une performance a été relevée sur le nombre de textes élaborés et mis à jour puisque la réalisation a excédé l'objectif initialement défini (40 textes dont 27 Décrets, 8 Arrêtés). Par ailleurs, les réformes visant à améliorer la qualité des services publics et à renforcer les capacités des agents de l'Etat se poursuivent, le nombre des dossiers relatifs aux situations administratives des fonctionnaires traités est fixé à 11 987 en 2010 (dont 480 nominations, 4 116 avancements, 1548 titularisations, 2 544 intégrations, 360 bonifications, 648 autorisations de sortie, 504 contrats de travail, 2 418 immatriculations, 30 maintien, 2 208 retraites...). Cependant, le nombre de Guichet Unique mis en place et opérationnel reste encore insuffisant étant donné que quatre (04) seulement ont été réellement mis en place, ce sont le cas entre autres des Régions Boeny, Melaky, Menabe et Sofia. Le MFPTLS a aussi recensé les diplômes reconnus dans la Fonction Publique dont 63 titres nationaux et 51 titres internationaux. Le Système d'information sur la Gestion des Equivalences Administratives ainsi que le Système d'information sur la Gestion des Expatriés (employés étrangers) ont été conçus.

Enfin, pour le cas de la Mission « Emploi » : la plupart des objectifs fixés n'a pas été atteinte. Le programme pour la promotion de la croissance économique par l'emploi décent est difficilement évaluable.

On ne peut mesurer à travers le rapport de performance du Ministère ni le taux de chômage urbain des jeunes hommes ou femmes de 15-24 ans ni le taux de sous occupation en milieu rural. En revanche, pour la promotion du plein emploi, 5 493 autorisations d'emploi ont été délivrées aux travailleurs étrangers avec 134 annulations d'autorisations d'emploi et 12 rejets, 5 012 contrats de travail des travailleurs étrangers ont été visés. Tous les Centres de Formation Professionnelle (CFP) en formation continue ont été répertoriés et trente (30) CFP ont été recensés dans la Région DIANA.

B- PERFORMANCES DU SECTEUR PRODUCTIF

Ce Secteur est composé de six (06) départements ministériels : Agriculture, Elevage, Pêche, Mines, Tourisme et Artisanat, Environnement et Forêts.

Le Ministère de l'Agriculture (MinAgri)

Le Ministère de l'Agriculture est chargé de concevoir, de mettre en œuvre et de coordonner la politique de l'Etat dans le domaine de l'agriculture pour un développement durable. Assurant la mission « Agriculture », les objectifs sont répartis entre trois (03) programmes « Administration et coordination », « Révolution verte », « Recherche agricole ».

La faible croissance de la branche Agriculture de -0,6% en 2010 est due au passage du cyclone, à l'insuffisance de la pluviométrie dans certaines régions, à l'attaque des animaux nocifs et à la cherté des intrants agricoles.

Ce Ministère a également entamé la poursuite de la révolution verte et durable, l'opération de promotion de l'entreprenariat agricole afin d'aider les jeunes chômeurs (régions Atsinanana, Bongolava, Haute Matsiatra, Sofia) et a réalisé des journées bloquées pour améliorer les prestations aux agriculteurs. 2 900 paysans sur 3 000 ont été encadrés dans les 22 régions. En général, la production des cultures vivrières demeure inchangée par rapport à l'année dernière tandis que l'ensemble des produits d'exportations a enregistré une croissance modérée de leur production avec des taux avoisinant les 1,2%.

Les principales réalisations physiques et financières se résument comme suit : 212 440 ha irriguées, 2 250 km de canal réhabilité, 1 491 ha de bassins versants protégés, 106 Centres de Services Agricoles mis en place.

Le Ministère de l'Elevage (MinEl)

Le MINEL intervient sur la Mission « Elevage » à travers deux programmes : « Administration et coordination », « Développement de la production animale ». Les actions visent à réhabiliter et à développer les infrastructures, à animer les secteurs professionnels et à assurer la sécurité sanitaire des produits de l'élevage. Le secteur élevage a connu une progression en 2010 grâce aux mesures prises favorisant la relance du secteur.

L'objectif du Ministère de piloter le secteur élevage est atteint en raison de l'identification des zones d'intervention et à la finalisation du projet PEACE « Programme d'Encadrement et d'Appui aux Communautés des Eleveurs ». Des écarts apparaissent cependant pour ce qui est de l'amélioration de la qualité de l'environnement lié au secteur de l'élevage. A cause de l'insuffisance des moyens disponibles, seules quatre (04) missions sur les cinq (05) prévues ont été effectuées afin de vulgariser le Décret MECIE.

L'année 2010 est marquée par la mise en place de 07 directions centrales et de 10 directions inter-régionales de l'élevage. 28 exploitations d'élevages (22 fermes apicoles, 04 fermes laitières, 02 fermes porcines) sont également mises sur pied dans les régions d'Analamanga et Bongolava, un chiffre qui excède les valeurs attendues (20 exploitations d'élevage). 22 vétérinaires sanitaires seulement sur les 40 prévus ont été formés, cela étant attribuable aux problèmes de mandats sanitaires qui n'ont pas pu être réglés.

Parmi les actions réalisées, on relève l'opérationnalisation du Conseil National en Amélioration Génétique (CNAG), le dépistage et la délimitation des zones infectées par la varoïse (maladie des abeilles), la construction d'un complexe frigorifique (abattoir) à Befanamy Toliara, la construction d'une miellerie aux normes dans la région de Vatovavy Fitovinany et l'appui à la réalisation des activités en amélioration génétique en collaboration avec Land O'Lakes « Projet de Développement de la Filière lait à Madagascar ». Enfin, compte tenu de l'apparition du virus H5N1 en Chine, des mesures ont été prises afin de renforcer le contrôle de vigilance aux frontières.

Le MINEL dispose en matière de recettes non fiscales de deux (02) CPT : le Fonds de l'élevage et le Fonds pour la lutte contre les maladies de bétails. Il est à noter que si le second compte n'était pas fonctionnel au cours de l'exercice 2010, le premier fonds n'a obtenu qu'un taux de réalisation de 0,11% (1,350 millions d'Ariary réalisés sur les 1 165 millions d'Ariary prévus dans la LFI). Ce faible taux s'explique par l'absence de textes d'application sur le Fonds de l'élevage (montant, modalités et niveaux de perception de certaines recettes...).

Le Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques (MPRH)

Poursuivant la mission « Pêche », ce département a exécuté deux programmes : « Administration et coordination », « Développement de la Pêche et des Ressources Halieutiques ».

Malgré la faiblesse du taux de productivité des autres produits (comme les crevettes) compte tenu de la crise mondiale, le tonnage des thons a connu une croissance de 201,5% suite à la reprise des activités de l'Unité Statistique Thonière d'Antsiranana. Par conséquent, les redevances perçues au cours de l'année 2010 se sont accrues de 6,01% par rapport à l'année précédente. Il est à noter que le secteur pêche constitue parmi les secteurs porteurs de devises avec une contribution à hauteur de 6% au PIB national.

L'émergence du phénomène de la piraterie maritime dans l'Océan Indien, la hausse du prix du carburant sont autant de facteurs engendrant la baisse du nombre de navires exerçant dans la zone exclusive de Madagascar. Seules 09 sociétés industrielles et une société artisanale exploitent 43 chalutiers industriels et 07 artisanaux en matière de pêche crevettière. Concernant cette dernière, l'année 2010 n'a connu qu'une légère augmentation de 0,68% en termes de délivrance de cartes collecteurs (885 cartes contre 879 en 2009). Quant à l'augmentation du montant des redevances de 580 820 000 Ariary en 2010 (contre 547 860 000 Ariary en 2009, soit de l'ordre de 6,01%), l'accroissement de volume dans la pêche industrielle y contribue fortement (19 447,9 tonnes en 2010 contre 9 919 tonnes en 2009).

En ce qui concerne la commercialisation des produits halieutiques, l'exportation en valeur a atteint 306 492 251,86 Ariary en 2010, dont 188 018 786 026,94 Ariary proviennent des exportations crevettières. Quant au taux d'exécution du budget, il affiche un écart de 30% suite à la suspension des subventions et des emprunts de l'Etat. Par contre, la majorité des résultats attendus sont loin d'être obtenus (9 valeurs cibles sur 12 n'ont pas été réalisées comme prévues) pour n'en citer que le cas des activités liées à l'installation des cages :

seules 49 cages sont installés alors que la prévision se chiffre à 150. D'ailleurs, le taux de dossiers d'autorisation d'installation de l'élevage en cage reste très faible, puisque une telle autorisation attend l'avis de l'ONE.

Le Ministère du Tourisme et de l'Artisanat (MTA)

La politique de l'Etat dans le cadre de la promotion, le développement du tourisme et de l'artisanat est mise en œuvre dans deux missions : mission « Artisanat » qui se répartit entre deux programmes « Administration et coordination » et « Développement de l'artisanat » ainsi que la mission « Tourisme », elle-même divisée en trois programmes « Administration et coordination », « Développement du tourisme » et « Développement du contrôle et du suivi touristique ».

A la différence des autres Ministères, tous les objectifs établis ont été atteints voire même dépassés. Pour la mission « Tourisme », on enregistre un écart positif pour le nombre de touristes visitant notre pays (196 052 touristes contre les 180 000 prévus) eu égard à l'intensification de la promotion de la destination Madagascar. Ce qui a contribué à l'amélioration des recettes générées par le secteur. Le potentiel touristique a été valorisé suite à l'organisation des foires, salons, Eductours Presse sur les marchés extérieurs et l'augmentation de fréquence de vols sur Madagascar. Par conséquent, les recettes issues du tourisme accroissent avec un surplus de réalisation à l'ordre de 11,74 millions de DTS (139,74 millions de DTS perçues contre une prévision de recettes de 128 millions de DTS).

En outre, le partenariat avec l'ONT, les ORT et les DRTA a contribué à l'accroissement du nombre d'établissements suivis et contrôlés : 626 établissements contrôlés contre les 450 prévus.

Pour la mission « Artisanat », on note également une bonne performance, notamment sur le nombre de cartes d'artisans délivrés, en raison de l'intensification du système de partenariat avec les diverses organisations. La multiplication des actions de sensibilisation et de formation a permis de professionnaliser 565 artisans sur les 400 prévus.

Il importe de souligner que ces meilleures performances ont été obtenues grâce à l'amélioration des conditions de travail, des matériels, du rajout des effectifs et de la formation du personnel.

Le Ministère de l'Environnement et des Forêts (MEF)

Les actions du MEF sont axées sur la mission « Environnement » et sont exécutées à travers trois (03) programmes : «Administration et coordination », « Gestion durable des ressources naturelles » et « Développement du réflexe environnemental ».

La lutte contre les feux de brousse a connu une régression en raison de l'insuffisance des actions de sensibilisation. En effet, les superficies brûlées ont augmenté de 42,5% par rapport à l'année précédente dont la plupart est localisée dans la région Melaky.

L'e-gouvernance au sein du MEF a été amélioré avec un taux de réalisation de 38% grâce à la mise en place d'une application de suivi satellitaire des feux. Ainsi, trois (03) Directions Régionales ont été mises en réseau et connectées à ce système.

Pour les recettes d'exportations de produits forestiers, elles ont le moins rapporté en 2010 comparées à celles des trois années précédentes. Parmi les raisons de cette diminution figure la baisse remarquable des produits faunistiques et floristiques. Toutefois, la production forestière s'est améliorée d'une manière tangible,

surtout le charbon de bois et les bois débités. Cette hausse est expliquée par la prépondérance de la production de bois dans la région d'Alaotra Mangoro (dominée par celle de la société Fanalamanga). D'ailleurs, les efforts en matière de contrôle forestier ont été déployés au cours de l'année 2010 afin de freiner voire éradiquer les exploitations illicites de ressources naturelles notamment les bois précieux, les tortues. Ainsi, le nombre de contrôles forestiers et environnementaux réalisés a dépassé l'objectif de plus de 200%. On constate également un écart positif en ce qui concerne la création de Nouvelles Aires Protégées sous statut de mise en protection temporaire globale suivant l'Arrêté interministériel n°52005/2010 du 20 décembre 2010. La réalisation est de l'ordre de 133,87% avec 6 693 904 ha d'aires protégées créées.

Le Ministère des Mines (MinMines)

Ce département intervient au sein de la mission « Mines » et appuie ses actions suivant le programme « Développement du secteur minier ». Le Gouvernement malagasy de 2010 a adopté dans ce domaine une politique d'incitation des sociétés minières et de stimulation des investissements dans le respect total des communautés et de l'environnement.

L'industrie extractive affiche une performance continue en 2010. Cette branche évolue rapidement allant de 14,3% en 2009 à 121,3% en 2010. Les prévisions de recettes d'exportations de 93 milliards d'Ariary ont été exécutées à 96%. Malgré la crise sociale, les deux industries QMM ont pu exporter des milliers de tonnes de produits miniers : (290 816 tonnes d'ilménites exportées générant une recette d'exportation d'un montant de 83,9 milliards d'Ariary) et Kraomita Malagasy (131 800 tonnes de minerais de chrome exportées générant une recette d'exportation d'une valeur de 33 420 047 566 Ariary). De telles performances ont engendré une hausse des ristournes et des redevances perçues par l'Administration.

On relève cependant certaines contraintes ayant limité la performance du secteur minier telles le caractère artisanal et anarchique des exploitations minières ainsi que les problèmes liés au statistique minière. Enfin, étant donné que les financements octroyés par la Banque Mondiale ont été suspendus depuis le mois de mars 2009, le Ministère n'a pas engagé les crédits DTI alloués par la LFR.

C- PERFORMANCE DU SECTEUR INFRASTRUCTURE

Ce secteur est constitué de sept (07) départements ministériels : Energie – Eau – Travaux Publics et Météorologie – Transports – Aménagement du Territoire et Décentralisation – Communication – Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies.

Le Ministère de l'Energie (MinEn)

La politique énergétique gouvernementale durant cette année vise à renforcer la bonne gouvernance et les prestations de services publics dans le secteur. Pour y parvenir, le département cadre ses actions dans la sécurisation des investissements privés, la consolidation de l'appui au développement du secteur énergie, la promotion de l'économie d'énergie et la promotion des ressources d'énergie renouvelable.

Engagé dans la mission « Energie », le Ministère de l'Energie œuvre à travers deux programmes : « Administration et coordination » et « Promotion des ressources d'énergie locales et développement des infrastructures ».

En général, la consommation d'électricité a augmenté de l'ordre de 7,4 % en 2010 par rapport à l'année dernière. C'est aussi le cas de la consommation des produits pétroliers, avec une hausse de 7,6%.

Pour l'objectif « renforcer les prestations de service public », on note un écart négatif en ce qui concerne l'indicateur de l'efficacité de l'Etat de la Banque Mondiale, dû au retard de nomination de certaines subdivisions administratives comme la Direction Générale et la Direction Régionale d'Analamanga.

L'objectif en 2010, qu'est de satisfaire 5 000 nouveaux branchements particuliers dans le cadre du redressement de la JIRAMA, a été cependant largement dépassé si on se réfère aux 20 000 branchements mis en place. Le taux d'accès des ménages à l'électricité en milieu urbain est de 16 % tandis qu'en milieu rural, ce taux est seulement de l'ordre de 6% (soit l'équivalent de 12 000 foyers) en raison des problèmes de déblocage de fonds utilisés par l'ADER et de la réalisation des activités au cours du dernier trimestre. Le renforcement des actions pour permettre aux ménages ruraux de disposer d'énergie viable et facilement accessible est ainsi indispensable.

Le taux des investissements privés dans le financement du secteur énergie ainsi que la consommation d'énergie par unité du PIB ne peuvent être mesurés puisque les données y afférentes ne sont pas disponibles.

La principale contrainte rencontrée consiste à la hausse du prix des carburants suite à la dépréciation de l'Ariary. Par conséquent, la JIRAMA fait face à des problèmes techniques et financiers pouvant conduire aux pratiques de délestage, nuisant ainsi les activités économiques et commerciales. De plus, quoiqu'on ait constaté une forte manifestation des opérateurs privés dans le développement du secteur énergie, certaines dispositions de la Loi n° 98-032 du 20 janvier 1999 portant réforme du secteur de l'électricité constituent des blocages à la participation effective de ces derniers et qu'il s'avère nécessaire de les réviser pour stimuler les investissements priés dans le secteur énergétique.

Le Ministère de l'Eau (MinEau)

Ce Ministère assure la politique de l'Etat en matière de la gestion de l'eau et de l'assainissement. Il s'est fixé comme stratégie la coordination des actions de sensibilisation à l'hygiène et aux opérations de contrôle sanitaire et environnemental. Deux programmes sont poursuivis au sein de la mission « Eau et assainissement » : « Administration et coordination » et « Développement de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement ».

Sur le plan national, le taux de desserte en eau potable a atteint les 43% contre une prévision de 45%. Si le taux de desserte en eau potable en milieu urbain est évalué à 56%, celui en milieu rural n'a atteint que 39%. En effet, le département relève dans le rapport que le budget alloué est non conforme au budget demandé suivant les programmes qu'ils ont définis. La baisse du taux d'accès aux infrastructures d'assainissement de l'ordre de 49,97% en 2010 est due essentiellement à la crise politique de 2009 ainsi qu'à la difficulté de déblocage de fonds extérieurs, laquelle a affaibli la capacité d'absorption du Ministère.

Le retard de la mise en place des hauts dirigeants de l'ANDEA a également entravé leur performance en ce sens qu'aucune réalisation n'a été constatée pour l'inventaire des bassins, la mise en place des comités de grand bassin et la mise en place des périmètres de protection relative aux projets d'AEPA.

Enfin, 54 agents ECD affectés au sein du Ministère ont pu bénéficier d'une procédure d'intégration. D'autres réalisations physiques ont marqué l'année 2010 : une Adduction d'Eau Potable Gravitaire (AEPG), huit

(08) contrats de surveillance et de contrôle des travaux, onze (11) latrines et blocs sanitaires confondus, 59 puits équipés de pompe à motricité humaine.

La situation est précaire quant au taux d'accès aux infrastructures d'assainissement fixé à 47,97% au niveau national contre 49,24% en 2009. En conséquence, 55% de l'ensemble des ménages font usage de toilettes à caractère élémentaires dont : usage de toilettes dans la nature (43%), toilettes en commun (36%), latrines sans dalle (18%), chasse d'eau (2%), latrines avec dalle (1%).

Il est à noter que 88,77% de la totalité des fonds octroyés aux infrastructures de l'eau et de l'assainissement proviennent du financement extérieur. La baisse de performance s'explique par la lourdeur des procédures de versements en compte de dépôt et la faible rentrée de recettes suite à l'inexistence des locataires des ateliers de forages.

Le Ministère des Travaux Publics et de la Météorologie (MTPM)

Le MTPM dispose de deux (02) missions « Travaux Publics » et « Météorologie ». Le secteur a tenté de préserver les acquis en fixant comme objectifs d'optimiser le réseau circulaire toute l'année, de désenclaver le territoire à travers les constructions, de réhabiliter et d'entretenir le réseau routier. Les efforts se sont alors portés sur trois (03) programmes « Administration et coordination », « Développement des infrastructures routières », « Développement météorologique ».

La situation de crise persistante en 2010 se traduit par la réduction des ressources budgétaires et un gel des financements des bailleurs de fonds. Des impacts négatifs très importants ont été sentis par ce secteur, dont la programmation des projets dépend à 80% des financements externes. Une autre contrainte consiste aux difficultés de maîtrise des prix des intrants (ciments, aciers...) qui peut entraîner une hausse du coût des travaux routiers.

Le BTP figure parmi les branches à faible performance puisqu'il n'a pas pu améliorer sa production annuelle. Si on analyse les résultats obtenus par rapport à la programmation initiale, les objectifs ont été revus à la baisse. La performance est relativement faible en ce qui concerne l'investissement routier. Le réseau routier national en bon état est seulement estimé à 47% contre une prévision de 65%. Les réalisations sont de 91 km, soit 22% seulement de l'objectif. Quant au réseau des routes rurales, les réalisations ne sont que de 54 km sur un objectif initial de 425 km, soit un taux de réalisation de 13%.

Les ressources du FER issues des prélèvements sur les carburants et lubrifiants sont destinées aux travaux d'entretien routier dont 63% des ressources propres réparties aux routes nationales, 27% aux routes rurales et 10% aux travaux d'urgence. L'autorité de maintenance routière est opérationnelle à 80%. De plus, la prévision a été largement dépassée pour le cas de formation dispensée au personnel et aux partenaires techniques avec 75% de réalisation.

Le taux de désenclavement des communes s'est stabilisé à 63% en 2010, mais l'état du réseau des routes nationales en bon état est passé de 31% en 2009 à 23% en 2010. Cette baisse est due à la réduction des travaux programmés.

Pour la mission « Météorologie », l'objectif d'« optimiser le réseau des stations et systèmes d'information météorologiques » n'est pas atteint dans sa majorité. Si les prévisions météorologiques sont fiables à 70%, la couverture du réseau n'est estimée qu'à un taux de 40% contre les 47% prévus.

Le Ministère des Transports (MinTrans)

Inscrits dans la mission « Transport », trois (03) programmes ont été exécutés au cours de l'exercice budgétaire 2010 : « Administration et coordination », « Transport routier et ferroviaire », « Transport maritime, fluvial et aérien ». La diminution du budget ministériel dans ce secteur par la LFR à hauteur de 81,29% a entraîné des répercussions négatives sur la performance. Cinq (05) projets ont dus alors être mis en veilleuse.

Pour le programme transversal « Administration et coordination »: aucune session de sensibilisation au VIH n'a été effectuée, aucune structure n'a été connectée à intranet compte tenu des contraintes budgétaires. Malgré cela, la valeur cible relative à la formation des agents a été atteinte (deux agents formés), étant donné la disponibilité du budget y afférant.

Quant au programme « Transport routier et ferroviaire », cinq (05) ouvrages d'art et 50 Km de voie ferrée ont été réhabilités grâce au respect des calendriers de réalisation des travaux. Les écarts pour les autres indicateurs (452 984 tonnes de fret par voie ferrée contre 490 000 tonnes prévus ; 123 déraillement contre 60 prévus ; aucune session de sensibilisation à la sécurité routière contrairement aux trois prévues) se justifient notamment par l'absence de chargement de wagons-citernes, la grève des douaniers, les défauts mécaniques, et les contraintes budgétaires.

Enfin, pour le programme « Transport maritime, fluvial et aérien », aucun aéroport aux normes n'a été mis en place. Les travaux d'aménagement de l'aéroport d'Antsohihy n'ont pas pu être effectués faute d'obtention d'une autorisation d'engagement pour les marchés d'un montant supérieur ou égal à 200 millions d'Ariary. La conjoncture politique et économique qu'a subie le pays est à l'origine de l'écart de tonnage de fret aérien (12 000 tonnes sur 18 000 prévus), du tonnage du fret maritime (2 080 000 tonnes contre 3 500 000 prévues) en 2010 ainsi que du nombre de passagers par voie aérienne (826 sur 1 300 000 prévus).

Le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation (MATD)

Considéré comme un grand Ministère, la gestion foncière et des Collectivités Territoriales se concrétisaient à travers trois (03) missions : « Décentralisation », « Domaine et sécurisation », « Aménagement du territoire ». Celles-ci sont alors supportées par trois (03) programmes transversaux et trois programmes sectoriels : « Développement des Collectivités Décentralisées », « Domaine et sécurisation foncière » et « Aménagement et équipement des villes ».

S'agissant de la mission « Décentralisation », le niveau de performance demeure faible. En effet, la restriction budgétaire constitue un facteur de blocage pour la réalisation de l'objectif d'amélioration du système d'information du ministère (quatre systèmes d'information mis en place contre sept prévus). 3% du budget total des dépenses publiques uniquement sont accordées aux CTD contre une prévision de 7,5%. Par ailleurs, le taux de collecte des taxes locales a connu une chute (170% collectées contre 250% prévues) à cause du problème de recouvrement. Ainsi, si l'autonomie administrative des CTD vis-à-vis du pouvoir central semble ainsi acquise, l'autonomie financière reste largement à améliorer.

Concernant la mission « Domaine et sécurisation foncière », dans le programme « Administration et coordination », sur les 15 services fonciers qui devraient être modernisés et informatisés, seul un service en a pu bénéficier au cours de cette année compte tenu des contraintes budgétaires.

En outre, la situation politique à Madagascar ne facilite pas l'atteinte de l'objectif de sécurisation foncière et modernisation des services fonciers. Des écarts largement négatifs sont enregistrés quant au nombre de guichets fonciers communaux mis en place (58 sur 700), aux titres fonciers établis (48 237 sur 713 000) et au nombre de certificats fonciers délivrés (10 521 sur 426 000). Malgré ces conditions, un bilan positif a été signalé, plus particulièrement pour le nombre de personnes bénéficiant de formation sur la gestion foncière (3 296 formées sur 2 400 prévues) suite à une rectification du budget.

Enfin, pour la mission «Aménagement du territoire», trois indicateurs ont été définis pour mesurer l'atteinte de l'objectif d'amélioration du fonctionnement de l'administration. Pourtant, les valeurs cibles des deux de ces indicateurs (nombre de pôles identifiés et nombre de pôles urbains développés) n'ont pas été réalisées faute de financement des bailleurs de fonds. Ces derniers se sont retirés massivement et prématurément.

Pour ce qui est de l'objectif de décentraliser l'administration et mettre à jour les PRD, les valeurs prévues ont été atteintes, voire même dépassées, une performance attribuable à la gestion rigoureuse du crédit correspondant. De ce fait, huit (08) documents de planification territoriale ont été mis en œuvre et 69 pôles urbains et ruraux sur les 35 prévus ont bénéficié d'équipements et d'infrastructures urbaines.

Le Ministère de la Communication (MinComm)

La mise en place récente de ce Ministère est à l'origine du niveau de performance moyen des programmes « Médias » et « Développement des infrastructures radio et télévision ».

La réduction du budget initial par la LFR ainsi que la réalisation des activités de programme PIP n'ont pas permis d'atteindre les objectifs préétablis. La mise en place et la bonne marche des communications régionales ont été appuyées par une seule session de formation aux communicateurs. Cependant, la couverture médiatique régionale reste à améliorer dans la mesure où sur les 250 émissions prévues être à diffuser, seules 50 l'ont été effectivement. On constate dès lors que le développement du secteur médiatique demeure faible tant sur le territoire national mais surtout sur le plan régional.

L'investissement dans la modernisation des infrastructures radio et télévision demande également des efforts constants si on se réfère aux résultats obtenus : 14 locaux techniques ont été réhabilités dans tout Madagascar, 286 matériels techniques radio et télévision nationales ont été acquis contre les 334 prévus.

Le Ministère de la Poste, de la Télécommunication et des Nouvelles Technologies (MPTNT)

Les objectifs fixés par le Ministère n'ont pas été atteints en totalité. Des écarts de réalisation sont observés, lesquels sont imputables à la diminution du nombre des missions à l'extérieur et au changement des responsables en son sein. La principale activité de la mission Poste et Télécommunication est le développement des réseaux d'accès aux TICs dans les zones rurales, dix (10) régions sont dotées de nouveaux centres TICs contre 25 prévus.

D- PERFORMANCE DU SECTEUR SOCIAL

Le secteur social est composé de huit (08) départements ministériels à savoir santé publique, jeunesse et loisirs, sports, population et affaires sociales, éducation nationale, enseignement technique et formation professionnelle, enseignement supérieur et recherche scientifique et enfin, culture et patrimoine.

Ministère de la Santé Publique (MSP)

Considéré comme un département de grande envergure, le MSP est doté de huit (08) programmes distincts répartis entre deux missions : Santé et Planning familial.

On relève dans les programmes transversaux « Administration et coordination » quelques meilleures performances : tous les responsables des 111 districts sont formés en Channel et dotés de matériels informatiques, une banque de données socio-sanitaires est en cours de finalisation. 100% des DRSP et SDSP disposent à l'heure actuelle d'un plan de Développement sanitaire et d'un plan de mise en œuvre.

Dans le programme « Fourniture de services de santé de base », 100% des Communes disposent d'un comité de santé et d'un comité de gestion. 40 CSB fermés ont pu bénéficier d'une contractualisation avec le projet GAVI.

Pour le programme « survie et développement de la mère et de l'enfant », on remarque un écart persistant (15 600 kits contre 287 000 prévus) pour le nombre de kits d'accouchement distribués gratuitement aux parturientes, puisque les fonds alloués à l'achat ne sont pas disponibles. L'année 2010 est surtout marquée par l'institutionnalisation de la Semaine de la Santé de la Mère et de l'Enfant (SSME) notamment 2 campagnes nationales de la SSME qui s'étaient tenues en Avril et Octobre. Pour la lutte contre la malnutrition, 41 CRENAS sont mis en place dans la Région de Vatovavy Fitovinany et Alaotra Mangoro.

Enfin, le programme « planning familial » affiche une performance acceptable avec une valeur cible quasiment atteinte : les activités ont été réalisées par les responsables en collaboration avec les partenaires au niveau communautaire. Ainsi, 111 districts sont dotés de contraceptifs et ces derniers demeurent gratuits dans toutes les Formations Sanitaires Publiques. Avec le concours du FNUAP, 115 nouveaux sites implanon sur les 50 prévus sont mis en place. En d'autres termes, la valeur cible a été dépassée de l'ordre de 230% pour le nombre de nouveaux sites implanon grâce à l'existence des fonds additionnels.

Il importe également de souligner que le Décret sur l'Observatoire National Cybersanté a fait l'objet d'une promulgation.

Ministère de la Jeunesse et des Loisirs (MJL)

La Politique Nationale de la Jeunesse s'est fixée comme principales priorités l'assistance en conseils, en structures et moyens répondant aux préoccupations selon les classes d'âge et les spécificités régionales ; la protection des jeunes face aux dangers sociaux (l'alcoolisme, le tabagisme et la drogue, la prostitution, les maladies sexuellement transmissibles, la délinquance,...) ; la réinsertion sociale des jeunes « égarés » victimes d'abandon du cursus scolaire, du chômage, de détention, des maladies,... Elle vise également à offrir des opportunités aux jeunes de pratiquer des loisirs variés et suffisants.

Pour la mission Jeunesse, l'objectif est plus ou moins atteint pour le programme « Administration et coordination ». On constate des écarts de réalisation pour l'objectif de facilitation de l'entrée des jeunes dans la vie active, à cause de la réduction du budget initial et de l'orientation des programmes PIP vers d'autres thèmes. Malgré l'insuffisance budgétaire, la formation des jeunes sur les NTICs a pu être assurée dans les Arrondissements de la capitale vers le 4ème trimestre 2010.

Suite à la LFR, les programmes sur financement PIP se sont tournés vers des actions à vocation sociale sur les thèmes « Formation, Animation, Etudes et Recherches ». Pour les activités en Santé Reproductive des Adolescents (SRA) : 2 500 établissements scolaires sur les 3 000 prévus intègrent les services SRA ; 115 540 jeunes sur les 150 000 prévus sont sensibilisés au niveau des infirmeries scolaires et dépistés. Dans le cadre des activités en Esclavage Humain et de la Traite des Personnes (EHTP), 270 jeunes contre les 1 000 prévus, victimes de l'EHTP, ont pu être prises en charge au sein des Maisons des Jeunes et structures partenaires. En outre, un écart de réalisations de 50% a été constaté puisque le Ministère n'a pu apporter sa participation que dans cinq (05) activités évènementielles liées à la lutte contre la traite. Enfin, 21 projets ont bénéficié du financement du Fonds d'Insertion des Jeunes.

Une performance significative a été également relevée notamment sur l'évolution des activités liées au dynamisme culturel et associatif des jeunes : le taux de fréquentation des Maisons des Jeunes existantes par la population jeune avoisine les 90%. De même, le nombre de jeunes, groupements associatifs et culturels adhérents aux Maisons Des Jeunes est évalué à 100 000 sur les 250 000 prévus.

Quant à la mission « Loisirs », plus particulièrement pour l'objectif d'offrir l'opportunité de pratiquer des loisirs variés, seule la moitié des valeurs cibles correspondantes a été réalisée, étant donné que les activités de loisirs ont été axées sur la capitale. Tel est le cas du nombre de types de loisirs culturels et sportifs mis en œuvre qui n'a atteint que dix (10) contrairement aux vingt (20) programmés en début d'année.

Ministère des Sports (MinSports)

Ce Département œuvre pour la promotion du sport à travers une seule mission « Sports ».

Les réalisations pour le programme « Administration et coordination » ne sont pas satisfaisantes. Le taux d'exécution budgétaire n'a atteint que 50% au lieu de 96% tel qu'il a été prévu. Par ailleurs, aucun système d'information de suivi-évaluation dans le cadre du renforcement de la gouvernance sportive n'a été installé au cours de l'année 2010. Toutefois, il importe de souligner que l'application du système CHED a permis au Ministère d'accélérer le traitement des opérations de dépenses permanentes. Parmi les meilleurs résultats, divers appuis institutionnels ont été fournis aux différentes Fédérations Sportives malagasy et Associations Sportives notamment la Fédération Malagasy de Football (Tour Préliminaire de la 28ème Coupe d'Afrique des Nations GABON-GUINEE), la Fédération Malagasy de Kick Boxing (Championnat du Monde à Serbie), la Fédération Malagasy de Boxe Olympique (Championnat de Madagascar), la Fédération Malagasy de Natation (Tournoi International à Botswana). L'année 2010 est également marquée par la sortie des quarante (40) éducateurs sportifs (niveau II) de l'Académie Nationale des Sports (ANS) ainsi que la création d'un centre de dentisterie au profit des agents du Ministère et des organismes rattachés.

Le faible niveau de performance constaté dans le programme « Sport » est justifié par l'indisponibilité des crédits. En effet, seule la moitié des valeurs cibles est réalisée, c'est le cas des nombres d'infrastructures sportives réhabilitées ou construites. Le bâtiment de l'ANS Ampefiloha est en cours de remise en état.

Le Ministère de la Population et des Affaires Sociales (MPAS)

Les activités du MPAS sont exécutées à travers sept (07) programmes lesquels sont répartis au niveau de deux missions : « Population et développement » et « Protection sociale ».

Dans le premier volet, les programmes affichent une performance moyenne. Dans le programme « études et éducation en matière de population », suite au recadrage budgétaire, aucune étude ni recherche n'a pu être effectuée en matière de population et développement. De plus, on recense dans le cadre du programme « promotion de l'amélioration des conditions de vie de la population » que des activités de mobilisation sociale ont été organisées dans quatre (04) Régions sur les huit (08) prévues. En outre, l'objectif est atteint à 100% pour les 1 000 enfants ayant bénéficié de prise en charge et de consultation médicale.

Pour le second volet, les grandes réalisations pour l'année 2010 se résument ainsi : dans le programme « Genre et développement », la redynamisation des structures d'interventions en réinsertion sociale et professionnelle a été renforcée par la mise en place de cinq (05) sites et par la dotation de divers matériels ; la création d'emploi pour les plus nécessiteux dont 420 apprenants inscrits et 150 apprenants insérés, trois (03) comités de pilotage en réinsertion Sociale et Professionnelle mis en place dans trois régions à savoir Boeny, Vakinankaratra et Atsinanana et enfin 75 familles appuyées par des Activités Génératrices de Revenus (AGR). Concernant le programme « Actions sociales », des aides et assistance (aide alimentaire, produits hygiéniques, couvertures, matériels d'usage courant...) ont été apportées au profit de plus de 100 000 victimes d'incendie sur 25 000 prévus. Néanmoins, faute de disponibilité de Loi et Décret d'application, aucune carte verte n'a été distribuée sur les 100 000 prévus. Enfin, dans le cadre du programme « Famille et enfance », la performance n'a pas atteint les résultats escomptés : huit (08) sur les 25 Centres d'Ecoute et de Conseil Juridique demeurent opérationnels. Quoique le Système de collecte et de traitement des données sur la protection de l'enfant ait été mis en place, seuls 350 acteurs des réseaux de protection de l'enfant ont été formés contre les 650 prévus.

Le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN)

Disposant de deux (02) missions principales « Education » et « Enseignement général », la politique nationale éducative est exécutée à travers sept (07) programmes distincts.

Le programme « Administration et coordination » affiche une performance marquante puisque les valeurs réalisées ont excédé celles escomptées. Ce dépassement s'explique pour les deux raisons suivantes : l'assistance aux responsables sur l'exécution budgétaire et le suivi de la gestion budgétaire d'une part, et l'application progressive de la déconcentration budgétaire d'autre part.

Quant au programme « Petite enfance », la situation socio-économique nationale entraîne des difficultés pour les parents de prendre en charge les frais de scolarisations de leurs enfants, c'est la raison pour laquelle le taux d'achèvement du cycle primaire de cinq (05) ans demeure faible soit de 64,5%. Pour remédier à cette situation, la poursuite du renforcement de l'allègement des charges parentales est proposée.

Pour le programme « Enseignement fondamental second cycle », des efforts de rapprochement des collèges à proximité de la population ont été fournis pour assurer à terme l'universalisation de l'éducation fondamentale de 9 ans. A cet effet, le taux d'achèvement du cycle collégial a été dépassé avec un écart positif de 1,5% suite à l'ouverture de nouveaux collèges dans les Communes et dans les grands Fokontany ; au recrutement et formation de 2 800 nouveaux enseignants. Toutefois, une baisse de 17,7% du nombre des nouveaux entrants en classe de 6^{ème} est constatée, dû aux conséquences de la crise qui a sévit dans le pays.

Le faible niveau de performance du programme « Alphabétisation » est imputable aux problèmes socioéconomiques, lesquels sont à l'origine de la faible sensibilisation de la communauté régionale et du public sur l'alphabétisation.

Enfin, concernant le programme « Enseignement secondaire », le taux d'achèvement du cycle secondaire est en baisse par rapport au taux initialement établi. Malgré tout, on remarque une hausse d'effectif des inscrits dans les lycées en raison de la création des nouveaux lycées auprès des Districts et Communes.

Le Secrétariat d'Etat chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (SETFP)

L'objectif de revalorisation de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, inscrit dans le programme « Formation technique initiale et professionnelle » n'est pas entièrement atteint, vu que la capacité d'accueil est limitée ou presque inexistante. Si le Département a prévu de former 488 apprenants pour 100 000 habitants, il n'en a réalisé en fin d'année que 413. Il est à noter que plusieurs régions ne sont pas encore dotées d'infrastructures spécialisées en formation technique et professionnelle. Aussi, seuls 74 établissements ont été effectivement créés contre les 100 prévus. Le Secrétariat d'Etat préconise de renforcer les partenariats pour améliorer les infrastructures et les mobiliers. Par contre, la valeur cible relative au nombre d'établissements normalisés après évaluation a été atteinte. Elle a été fixée à 50 établissements.

C'est aussi le cas de l'objectif de décentralisation/déconcentration de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle où le non atteint de la valeur cible est due au taux de régulation imposé par la LFR. Toutefois, on constate une certaine amélioration quant à la motivation des enseignants puisque le paiement des vacances des examens officiels, une partie des salaires des ECD et des vacataires régionaux, a pu être honoré. Par ailleurs, il a été proposé que le Décret relatif au changement des taux de vacation soit adopté à partir de l'année 2011 et que les procédures pour le paiement des vacances soient allégées. Il est à noter que 90 Arrêtés d'ouvertures et d'agrément de filières ont été élaborés, des autorisations d'enseigner ont été délivrés grâce aux Commissions de validation. A part la vétusté des infrastructures et des matériels roulants, ce Département soulève quelques problèmes importants : insuffisance des matériels didactiques et pédagogiques, manque de fiabilité des données au niveau régional, insuffisance et vieillissement du personnel avec une moyenne d'âge de 54 ans.

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESUPRES)

Le MESUPRES est doté de deux missions « Enseignement supérieur » et « Recherche scientifique ». Celles-ci sont accomplies à travers quatre programmes.

Pour le programme « Enseignement supérieur », l'objectif de transformer l'enseignement supérieur affiche une performance moyenne. En effet, la réforme de l'enseignement supérieur a été entamée jusqu'à 99,5%. Le taux des bourses a subi une hausse de 10% au cours de l'année 2010. En outre, des primes d'excellence ont été octroyées aux étudiants méritants. Le nombre d'étudiants pour 100 000 habitants a atteint 256 en 2010 contre les 289 prévus. Certains points négatifs ont été pourtant enregistrés dans la mesure où aucune réalisation n'a été perçue dans la restructuration et le développement de la formation à distance.

L'indice de scolarisation dans l'enseignement supérieur a augmenté de 0,2 point de 2009 à 2010 et le taux d'achèvement du premier cycle universitaire s'est stabilisé à 1,2%. Il convient de noter que pour la mission

« Enseignement supérieur », l'existence des arriérés de paiement des indemnités n'a pas permis d'atteindre la valeur cible pour le taux d'engagement des dépenses non salariales.

Quant au programme « Recherche scientifique », c'est l'engagement tardif des derniers dossiers qui explique la non réalisation de l'objectif d'instauration d'une recherche scientifique appliquée au service du développement. Par conséquent, l'élaboration et la mise en œuvre de la politique nationale de la recherche accuse un écart de réalisation de 24,26%. De plus, aucun appui n'a été fourni en ce qui concerne les travaux de recherches adaptés aux besoins socio-économiques du pays.

Le Ministère de la Culture et du Patrimoine (MCP)

Depuis l'année 2009, le MCP est devenu un Ministère à part entière. Disposant d'une seule mission « Culture et patrimoine », la politique nationale en la matière est basée sur le phénomène de démocratisation de la culture. Les activités sont dès lors menées à travers quatre principaux programmes.

Le manque de performance du Ministère pour les trois premiers programmes, dont l'« Administration et coordination », le « Patrimoine » et la « Création », résulte de la réduction des crédits budgétaires de ce Département à hauteur de 50% suite à l'adoption de la LFR.

Une performance palpable a été constatée si on se réfère au nombre de patrimoines sauvegardés et restaurés (7 sur les 8 prévus). Dans le cadre des appuis de l'Etat aux initiatives citoyens rentrant dans le programme « Création », si la prévision initiale était d'organiser 15 manifestations culturelles représentatives des régions soutenues pour l'année 2010, seuls huit (08) festivals régionaux se sont effectivement tenus.

Quant au programme « transmission de savoir et démocratisation de culture », les objectifs ne sont pas atteints, du fait du déclassement de priorité des créations. Parmi les réalisations figurent l'organisation de l'« Atelier de réflexion sur l'Exercice du Métier d'Artiste et les Stratégies de lutte contre le Piratage », la mise en œuvre de la politique du livre, le lancement officiel du système hologramme, la signature du protocole d'accord entre le Ministère et la Commune rurale Miary-Toliary II sur la gestion du site culturel «Fihamy de Miary ».

Il est à noter que ces performances résultent soit des informations contenues dans les RAP des Institutions et Ministères, soit des revues budgétaires du 4ème trimestre de l'exercice 2010. L'analyse a permis de dégager les points essentiels de la gestion de la performance selon une approche globale. Ainsi, les détails des réalisations par indicateur d'objectif peuvent être consultés à travers les RAP. Le tableau ci-après résume le niveau d'atteinte des indicateurs fixés par chaque Ministère ou Institution.

Tableau 5: Récapitulation de l'atteinte des indicateurs des Ministères et Institutions

Institution/Ministère	Total	Atteints	Non atteints	Non disponibles	Autres ¹
Présidence de la Transition	30	3	26	1	
Conseil Supérieur de la Transition	7	5	2		
Conseil de la Transition	4	1	3		
Haute Cour Constitutionnelle	7	0	7		
Primature	17	2	12	1	2

¹ Valeurs cibles non définies

Ministère des Affaires Etrangères	6	0	6		
Ministère des Forces Armées	20	5	11	4	
Secrétariat d'Etat Chargé de la Gendarmerie	13	6	7		
Ministère de l'Intérieur	6	1	3	2	
Ministère de la Sécurité Intérieure	12	7	5		
Ministère de la Justice	23	11	12		
Ministère des Finances et du Budget	45	22	23		
Ministère de l'Economie et de l'Industrie	5	2	3		
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales	72	8	28	6	30
Ministère du Tourisme et de l'Artisanat	6	6	0		
Ministère du Commerce	4	1	3		
Ministère de la Communication	7	1	6		
Ministère de l'Agriculture	23	10	13		
Ministère de l'Elevage	13	7	6		
Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques	12	6	6		
Ministère de l'Environnement et des Forêts	6	3	2		1
Ministère de l'Energie	8	3	2	3	
Ministère de l'Eau	10	2	7		1
Ministère des Mines et des Hydrocarbures	10		5		5
Ministère des Travaux Publics et de la Météorologie	11	3	8		
Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire	15	5	10		1
Ministère des Transports	15	5	10		
Ministère de Télécommunication, de la Poste, et de la Nouvelle Technologies	3	0	3		
Ministère de la Santé Publique	58	23	29	6	
Ministère de la Population et des Affaires Sociales	51	13	9	27	2
Ministère de la Jeunesse et Loisirs	17	0	17		
Ministère des Sports	7	1	6		
Ministère de l'Education Nationale	11	7	4		
Ministère de l'Enseignement Technique	4	1	3		
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	4	0	4		
Ministère de la Culture et du Patrimoine	5	0	5		
TOTAL	567	169	306	50	42

Sources : Rapports Annuels de Performance 2010/Revue de l'exécution budgétaire 4^{ème} trimestre 2010

E- PRINCIPALES PERFORMANCES REGIONALES

Plus de 11 millions de la population Malagasy vivent encore dans la pauvreté extrême, soit 76,5% de la population. Le ratio de pauvreté a augmenté de +7,8 points de pourcentage au niveau national. Si cette hausse a été fixée à +2,2 points en milieu urbain, elle s'élevait à +8,7 points en milieu rural.

Puisque les régions ont été également engagées dans la poursuite de la gouvernance de proximité, il est primordial d'analyser les principales performances au niveau régional.

Alaotra Mangoro,

Concernant le secteur productif, au titre de l'année 2010, 37,94% de la population ont été desservies en eau potable, soit une diminution de 1,7 point par rapport à l'année 2009. La filière agricole connaît également la même tendance puisqu'on a enregistré 13 686 tonnes de quantité de riz produite pour 2010, soit une diminution de 2,41% par rapport à l'année précédente. Cette baisse est due à la dégradation de l'environnement. Toutefois, des réhabilitations hydro-agricoles ont été effectuées et cinq (05) Centres de Service Agricole (CSA) ont été opérationnels comme prévus.

Le taux brut de scolarisation au niveau primaire a été de 125%, au niveau des collèges 57,2% et au niveau des lycées 15,5%. Le taux d'alphabétisation a atteint 80,8%.

Sur le domaine sanitaire, le taux de couverture contraceptive a été de 31,6% sur un objectif de 27%. Cette performance résulte de l'utilisation des méthodes efficaces pour la vulgarisation du planning familial.

En ce qui concerne la sécurité, le taux d'efficacité des forces de l'ordre dans la répression de vol des bœufs n'a atteint que 62,8% par rapport à l'objectif de 80%. Ceci est dû à l'insuffisance des moyens matériels et humains. Selon la Direction Régionale de la Sécurité Publique, 22,5% opérations DAHALO ont été réalisées sur les 80% prévues.

Enfin, tous les cinq (05) districts de cette région disposent chacun d'un Plan de Sécurisation Sociale.

Amoron'i Mania,

Concernant l'économie de la région, il n'y a pratiquement pas d'investisseurs nouvellement installés. Pour la filière tourisme, le nombre de touristes a augmenté pendant les huit (08) premiers mois.

Quant au volet infrastructure, seule la moitié de la valeur cible du pourcentage de routes entretenues a été atteinte. Par ailleurs, 71% des communes ne disposent pas d'électricité. La diminution du taux de desserte en 2010 reflète la disproportion entre le rythme de l'accroissement démographique, plus accentué en milieu urbain et l'exode rural.

Toutefois, l'objectif est presque atteint quant à la production rizicole qui se chiffrait à 187 041 tonnes. Au cours de cette année, quarante (40) guichets fonciers sont opérationnels et trois (03) nouvelles aires protégées ont été créées.

Analamanga

L'année 2010 est marquée par la relance de toutes les activités touristiques. L'augmentation des produits touristiques a été acquise suite aux diverses mesures prises.

Le pourcentage des routes nationales bitumées en bon état représente un taux assez satisfaisant, soit de 90%.

Le changement fréquent du cadre organisationnel et institutionnel du Ministère en charge de l'Eau est à l'origine du ralentissement des activités d'assainissement en eau potable.

Pour la filière agricole, l'objectif de production rizicole fixé à 475 000 tonnes a été atteint à 99,3%.

Quant à l'environnement, on observe une performance étonnante : une superficie de 842 ha a été reboisée sur un objectif de 175 ha. En effet, une forte motivation des acteurs a été constatée en dépit de la rupture

des financements. Mais malgré la mise en place du plan régional de lutte contre les feux de brousse, ces derniers sévissent encore avec une certaine ampleur.

Sur le plan sanitaire, la proportion de la population ayant au moins une moustiquaire a atteint 31,2%. En effet, il s'agit d'un moyen de prévention le plus utilisé et le plus accessible à la majorité des citoyens. Quant au taux de couverture contraceptive, il a été de 34,40% sur une prévision de 26,66%.

La région a réalisé 5,2 milliards d'Ariary de recettes en matière d'impôts synthétique sur une prévision de 6,9 milliards d'Ariary. Suite à la politique d'austérité adoptée par l'Etat, le montant initial du PIP qui s'élevait à 1 514,8 milliards d'Ariary a été révisé pour un montant de 677,7 milliards d'Ariary. Le taux d'investissement de cette région a été de 80,5% par rapport au crédit alloué.

Analanjrofo

Les résultats de l'enquête de l'EPM ont révélé une dégradation des ménages malgaches quant à l'accès à l'électricité. Néanmoins, le taux de desserte en eau potable a connu une augmentation passant de 24,93% en 2009 à 29,08% en 2010.

Un développement de la pêche et de la pisciculture a été constaté. Les Districts de Maroantsetra, de Sainte Marie et de Fénérive-Est figurent parmi les zones les plus concernées par ces activités.

En matière environnementale, les activités menées au titre de l'année 2010 ont été surtout focalisées sur le suivi et le contrôle forestier.

Pour le volet social, le taux de scolarisation au niveau du Lycée n'avoisine que 14,9%.

Un organisme privé dénommé « Sanimarché » a été rendu opérationnel afin de réaliser les travaux d'infrastructure sanitaire de base dans quelques Communes au niveau des districts de Fénérive Est, de Vavatenina et de Soanierana Ivongo. Des actions de prévention des risques et des catastrophes ont été réalisées avec succès en 2010.

Enfin, la réforme de la gestion des finances publiques a été appropriée par les responsables des SOA. Des réunions mensuelles du Comité Régional de Gestion Publique du suivi budgétaire ont permis l'évaluation et la prise des décisions dans les moments opportuns. D'ailleurs, cette région a été classée parmi les trois premières régions ayant atteint les taux les plus élevés de consommation de crédit des STD.

Androy

L'année 2010 a été marquée par la mise en place de la Bank Of Africa à Ambovombe.

Pour l'infrastructure routière, on enregistre une faiblesse du réseau routier du fait de l'insuffisance des ressources suite à la suspension des financements extérieurs. Quant à l'accès des ménages à l'électricité, vingt (20) nouveaux branchements de compteurs ont été enregistrés dans la région malgré l'insuffisance des matériels d'installation. S'agissant du domaine foncier, l'insuffisance des agents et des matériels a constitué le principal blocage à l'atteinte des résultats de sécurisation foncière.

Concernant le secteur productif, la production agricole n'a atteint que 10,1% de l'objectif prévu initialement compte tenu de l'insuffisance de la pluviométrie pour la campagne culturale, du manque de partenariat financier et de l'insuffisance des petits matériels agricoles.

Une augmentation de la superficie reboisée et restaurée a été constatée. Elle est passée de 15 ha en 2008 à 21 ha en 2010 grâce à la participation effective des communautés de base sur la culture des boutures de Fantiolotra. En revanche, le nombre de contrôles forestiers a diminué en 2010 faute de fonds nécessaires.

Sur le plan éducatif, seulement 16% des élèves de la classe primaire ont pu suivre leurs études jusqu'au niveau secondaire.

Quant au domaine sécuritaire, les quatre (04) Districts composant la région ne disposent que d'un seul Commissariat de Police. Néanmoins, un Plan de Sécurisation Sociale était disponible au niveau de deux (02) Districts.

Atsimo Andrefana

Concernant le domaine économique, le taux de chômage ainsi que le taux d'emploi précaire ont augmenté au cours de l'année 2010. D'ailleurs, le nombre des entreprises créées a été de 269 sur un objectif de 700, soit un faible taux de réalisation de 36%. En effet, les opérateurs ont été réticents pour la formalisation compte tenu de la situation socio-économique à l'époque.

Pour le secteur productif, le pourcentage des ménages ayant accès à l'électricité a presque doublé en 5 ans. Cette région figure parmi les sept (07) régions de Madagascar où plus d'un (01) ménage sur dix (10) ont accès à l'électricité en 2010. Toutefois, on assiste à la faible potentialité de la région en matière de riziculture, qui est liée aux conditions techniques, climatiques et géologiques.

Dans le cadre de la préservation de la biodiversité, grâce aux nouvelles créations et extensions, la superficie des aires protégées s'est étendue. En outre, la bonne gouvernance forestière et environnementale a été renforcée, avec une réalisation atteignant les 60%.

Sur le plan éducatif, les enfants de 3 à 5 ans ont bénéficié d'une scolarisation préscolaire puisque le nombre de classes ont été multiplié à travers la création des écoles.

Le taux de fréquentation des CSB a été évalué à 25,71% en 2010 si l'objectif a été de 50%. Cette faible performance est imputable à l'insuffisance de personnel de santé. Toutefois, le taux de mortalité hospitalière due au paludisme de 4,3% est largement inférieur à la prévision de 7,5%, une performance qui a été attribuée à la bonne mise en œuvre de la Politique Nationale de Lutte contre le Paludisme.

Atsimo Atsinanana

La Région Atsimo Atsinanana est la 2^{ème} région de Madagascar où il y a les plus faibles taux d'accès des ménages à l'électricité. D'ailleurs, l'accès à l'eau potable reste encore l'apanage d'un nombre restreint de Communes.

S'agissant de l'environnement, une superficie de 197 518 ha d'aires protégées a été mise en place. Les surfaces incendiées ont été réduites à 69,98% de la surface totale de la région.

Le taux de réussite aux examens a affiché une performance si on se réfère aux deux années précédentes.

Pour le volet sanitaire, le taux de consultation externe des CSB n'a été que de 06,62% ; et le taux de couverture contraceptive a atteint 22%. L'année 2010 est marquée par l'opérationnalisation d'un conseil de Jeunesse et une maison des jeunes.

En matière de finances publiques, le centre fiscal de Farafangana a enregistré 248 nouveaux contribuables.

Boeny

En 2010, la hausse des indices des prix à la consommation s'est atténuée à 5,8% contre 7,7% en 2009, une régression qui résulte de l'insuffisance de la demande liée à une faiblesse du pouvoir d'achat. Le montant total des recettes minières perçues est de 18,1 millions d'Ariary.

Pour ce qui est de la filière tourisme, les réalisations se sont focalisées sur la lutte contre le tourisme sexuel : 136 textes relatifs à la lutte contre les fléaux touristiques sur les 200 prévus ont été distribués dans quelques communes. Les recettes générées par ce secteur ont atteint 91 millions d'Ariary en 2010 contre 61 millions d'Ariary en 2009 grâce à l'augmentation du nombre de touristes visitant la région.

Par contre, un faible niveau de performance apparaît dans le secteur infrastructure. En effet, 166 km de routes seulement ont été entretenues alors que l'objectif était de 1 174,2 km. Quant à la production rizicole, celle-ci a atteint 415 370 tonnes en 2010 contre 412 000 tonnes en 2009. Cette évolution se justifie par l'augmentation des surfaces cultivées, la dotation gratuite de semences et d'engrais et la formation des paysans riziculteurs. Le taux de vaccination des porcins a été de 83,3% sur un objectif de 35%, l'objectif a été largement dépassé car l'élevage porcin a connu une expansion dans la région.

Dans le secteur environnemental, 10 916 ha de superficies ont été incendiées contre 12 929 en 2009, soit une baisse de 15,6%. Au niveau de l'éducation primaire, le taux brut de scolarisation a été de 197% en 2010 contre 175% en 2009. Le taux de consultations externes des CSB a connu une légère baisse en 2010 par rapport à l'année précédente quoique plusieurs activités ont été entreprises telles que la construction de CSB.

Bongolava

En parlant du secteur productif, aucun Guichet foncier n'a été créé en 2010 à cause de l'insuffisance des ressources financières des Communes. Toutefois, il est à noter que les « Birao Ifoton'ny Fananan-tany » (BIF) déjà en place ne cessent de traiter les dossiers en leur possession. Sur le domaine agricole, la production du manioc a largement augmenté, passant de 29 380 tonnes en 2009 à 80 260 tonnes en 2010. C'est également le cas de la production d'haricot qui a atteint 1 295 tonnes en 2010 contre seulement 200,6 tonnes en 2009. Ce haut niveau de performance résulte de l'extension de la superficie cultivée.

Il est à signaler qu'une forte motivation des CTD explique les performances suivantes : l'augmentation de la superficie des Réserves Foncières pour le Reboisement faisant l'objet des arrêtés communaux, l'identification de trois lots forestiers, la finalisation du transfert de gestion et la réalisation du suivi de transfert de gestion.

Sur le domaine sanitaire, le taux d'utilisation des consultations externes a diminué à 31,16% en 2010 contre 43,4%. Pour le volet sécurité, l'effort pris par les autorités locales et les forces de l'ordre a contribué à la réduction du nombre de cas de vol de bœufs. Cependant, les actes de banditismes (attaques à mains armées, les pickpockets) ont presque doublé en 2010 par rapport à l'année précédente.

Diana

Pour le secteur productif, la quantité de cacao produite a diminué de 22% en 2010 par rapport à l'année précédente, la vanille a aussi connu la même tendance. Cependant, des évolutions positives ont été enregistrées en ce qui concerne les quantités produites de café, d'anacarde et de poivre. Malgré la situation socio-politique de Madagascar, le nombre de touristes visitant la région ainsi que les recettes générées par le secteur ont connu une situation de redressement, le nombre des visiteurs étant le double de l'année 2009.

S'agissant des infrastructures, cette région figure parmi les huit (08) régions de Madagascar où plus de la moitié de la population est desservie en eau potable, soit un taux de desserte de 51,48%. Ce taux est toutefois en baisse comparé à celui de l'année précédente à cause de l'accroissement du nombre de la population urbaine. Cette région est également classée parmi la deuxième région la plus électrifiée de Madagascar. En effet, 19,7% des ménages ont accès à l'électricité. Ce meilleur résultat est lié à la maîtrise et l'extension spatiale des installations éoliennes.

Quant au secteur minier, 2 262 000 Ariary de ristournes minières ont été recouvrées en 2010 contre seulement 927 000 Ariary en 2009.

On observe en matière de sécurisation foncière un accroissement du nombre des certificats fonciers délivrés suite à l'opérationnalisation des guichets fonciers.

Dans le domaine environnemental, la réalisation la plus marquante est la création de 288 375 ha de nouvelles aires protégées en 2010.

Quant aux performances régionales au niveau de l'éducation primaire, elles sont plus faibles que les moyennes nationales. En revanche, on enregistre une évolution positive des indicateurs de performances de l'éducation au niveau Collège : le taux brut de scolarisation a été de 60,9% en 2010 contre seulement 49,7 en 2009.

Le volet sanitaire est marqué par un taux de consultations externes des CSB en baisse engendrée par la fermeture de nombreuses CSB.

Dans le secteur administratif, la criminalité a légèrement reculé en 2010. Ce progrès résulte de l'augmentation du nombre d'opérations de sécurisations urbaines effectuées. Une performance est également constatée dans le domaine des finances publiques, le montant recouvré en impôts synthétiques a atteint 1 102 766 400 Ariary. Cette performance est attribuée à la bonne marche de l'approche « fiscalité de proximité » au niveau des Communes.

Haute Matsiatra

Les activités concernant les travaux publics ont été concentrées sur l'entretien de la RN 42.

La production agricole a connu une réalisation de 420 tonnes sur une prévision de 400 tonnes. Les objectifs de sécurisation foncière sont dans la majeure partie atteints.

Sur le plan environnemental, 93,75% de contrats de reboisement ont été conclus, une location de gérance a été réalisée et 43,75% de transfert de gestion ont été renouvelés.

Sur le domaine éducatif, le taux de réussite aux examens officiels a diminué par rapport à l'année précédente.

S'agissant de la santé, le faible taux d'accès de la population aux soins de santé de base est dû à la crise socio-politique, à la revendication du personnel de santé, à l'insécurité rurale et à la non maîtrise de l'opérationnalisation du nouveau logiciel GESIS.

Dans le secteur administratif, on enregistre une faiblesse des réalisations en matière de sécurité publique. Les résultats escomptés en matière de protection des biens et des personnes sont faibles, faute de moyens adéquats.

Pour les finances publiques, malgré la baisse des recettes sur les impôts synthétiques en 2009, une reprise du taux de recouvrement a été enregistrée en 2010. Ce résultat positif est le fruit de la réalisation des campagnes d'information et de sensibilisations fiscales.

Ihorombe

Cette région est faiblement desservie en électricité. D'ailleurs, le taux de desserte en eau potable en 2010 a diminué de 4,74 % par rapport à l'année précédente à cause de la disproportionnalité entre l'accroissement de la population et celui des investissements réalisés. Concernant la filière tourisme, la région n'a recensé que 13 765 visiteurs en 2010. Dans la gestion des ressources naturelles, les réalisations sont les suivantes : 26 ha de forêts ont été reboisés, 51 bornes ont été effectuées et 150 ha de forêts ont fait l'objet d'adjudication.

Quant au secteur social, le taux d'alphabétisation a été de 65,7% en 2010. Le taux de consultation externe des CSB est de 46% et le taux de guérison de la tuberculose est de 76,9%. Il est à remarquer que les médecins ne couvrent que 61% des CSB de la région.

En ce qui concerne le secteur administratif, grâce aux efforts du personnel du Centre Fiscal d'Ihosy, un meilleur résultat a été enregistré avec un taux de recouvrement fiscal de 128%. En effet, le nombre des contributions commence à reprendre une tendance croissante.

Itasy

En 2010, les investissements publics octroyés à cette région ont connu une baisse significative de 74,50% par rapport à l'année précédente. L'indice de prix à la consommation a augmenté de 21,24% étant donné la hausse vertigineuse des prix du riz. Suivant les données de l'EPM, une réduction du taux d'activité est constatée passant de 69,5% à 62,3%. Les activités de promotion touristique sont marquées par la mise en place du Comité Régional de Développement et du Tourisme regroupant les opérateurs dans le secteur, les CTD et les STD.

Pour le volet infrastructure, la longueur des routes entretenues ne représente que 23,72% de la longueur totale prévue. Le taux d'accès des ménages à l'électricité a été de 13,2% : cette région fait tout de même partie des régions les mieux électrifiées. En outre, elle possède le taux de desserte en eau potable le plus élevé atteignant 88% en 2010. Cependant, ce taux a connu un recul de 4,33 points en 2010 comparé à celui de 2009. Concernant la production rizicole, elle a atteint un taux de réalisation de 94,91%, soit une hausse de 5,7%. La production de manioc quant à elle a connu une chute de 7%, eu égard à la diminution de la surface cultivée.

Pour ce qui est de la filière pêche, 56 cartes seulement ont été délivrées sur un objectif de 160 cartes. Cette situation reflète l'importance du nombre de pêcheurs travaillant dans l'informel.

Pour l'éducation, une hausse des nombres des établissements primaires ainsi que du nombre des lycées a été constatée en 2010.

Concernant la santé, le taux de consultations externes n'a cessé de régresser ces dernières années dû principalement à l'éloignement des centres de soins. Toutefois, l'objectif de couverture contraceptive a été atteint grâce à la collaboration avec l'UNFPA.

Pour le secteur administratif, 1 015 nouveaux contribuables ont été identifiés en 2010. Le taux de réalisation fiscale est de 110,03% par rapport aux objectifs fixés. Le taux d'engagement moyen des dépenses de fonctionnement est passé de 68,6% en 2009 à 91,59% en 2010.

Menabe

Pour le secteur infrastructure, 42% des communes ont été désenclavées. Ce résultat est attribuable à la mise en œuvre du concept d'Agent de Maintenance Routière dans les communes. Seuls 21% du réseau ont été maintenus en moyen état à cause de la restriction budgétaire. Le taux de desserte en eau potable a connu un recul par rapport à l'année précédente compte tenu de l'insuffisance du budget alloué et du gel de décaissement extérieur. En ce qui concerne la production agricole, celle-ci affiche un taux de réalisation de 85,80%, un écart qui résulte du retard de pluies. Pour la filière pêche, deux grandes compagnies, SOPEMO et AQUAMEN EF, se sont implantées dans cette région. Du côté environnemental, les crises socio-politiques expliquent la non atteinte des objectifs établis concernant la mise en place des aires protégées.

Pour le volet sanitaire, les principales réalisations sont les suivantes : cinq (05) CSB réhabilités, six (06) comités de lutte contre le paludisme mises en place et l'application à 100% des PEC par les formations sanitaires publiques.

Sofia

Pour le secteur infrastructure, le taux d'accès des ménages à l'électricité a augmenté de 4,3 points sur cinq (05) ans. Ce taux demeure encore faible comparé à la moyenne nationale. Le taux de desserte en eau potable a connu une chute par rapport à l'année précédente suite à l'insuffisance des investissements réalisés.

Dans le secteur agricole, la production totale de riz a été de 410 000 tonnes en 2010 contre 236 079 tonnes auparavant.

Pour l'environnement, une superficie de 485 000 ha d'aires protégées a été dotée de statut, soit une réalisation de 106% des objectifs fixés.

En matière de consultation des CSB, le taux de consultation a été de 17,04%. Ce faible niveau de performance s'explique par l'insuffisance du personnel médical.

Pour le secteur administratif, le nombre de bœufs volés s'est accru en 2010 en atteignant le chiffre 1 400 contre 750 en 2009.

Concernant la gestion des finances publiques, 75% des services rattachés au Ministère des Finances et du Budget ont utilisé le SIIGFP. Par ailleurs, la mise en place d'un Club Régional de Gestion Publique a contribué à l'amélioration de la gestion des finances publiques. Le taux d'exécution budgétaire a atteint 97,41% pour tous les départements confondus.

Vakinankaratra

Malgré les impacts de la crise, les objectifs fixés par la Direction Régionale des Travaux Publiques ont été presque réalisés. Cette région figure parmi les 10 régions qui ont plus de 9% de taux d'accès à l'électricité au niveau national quoique le taux demeure encore faible en milieu rural. Cependant, le taux de desserte en eau potable a connu une baisse de 1,68 point par rapport à 2009.

Dans le cadre de la sécurisation foncière, 195 titres fonciers ont été établis sur un objectif de 300, soit 65% de réalisation. Ce résultat est imputable à l'insuffisance des moyens humains et matériels.

Une bonne performance est enregistrée quant à la production agricole, puisqu'un taux de 98,11% de l'objectif a été réalisé, et ce, grâce à la bonne pluviométrie ayant favorisé le bon déroulement de la campagne. C'est également le cas de la production des légumes, une des spécificités de la Région, avec un taux de réalisation de 91%. Concernant la production laitière, l'année 2010 est marquée par la reprise des activités de valorisations des produits d'élevage, la région étant favorable à l'élevage des vaches laitières. L'objectif fixé en la matière a été atteint à hauteur de 91%. Quant à la filière pêche, un accroissement sensible de la production d'alevins a été enregistré avec 3 606 071 alevins en 2010 contre 2 135 000 en 2009.

S'agissant de l'environnement, la surface incendiée a connu une importante prolifération en 2010, avec une hausse de 229% par rapport à l'année précédente.

Quant au volet sanitaire, le taux des consultations externes des CSB a connu une tendance à la baisse ces trois dernières années. En effet, ce taux a été de 25,9% sur un objectif de 35%.

Sur le plan administratif, la région a pris l'initiative de solliciter la population à prendre part à l'autodéfense villageoise. Malgré une hausse des prélèvements et des ristournes, les recouvrements des recettes régionales ont enregistré une baisse de 10,78% en 2010. Dans le cadre du renforcement de la gouvernance locale, 33 Communes ont été bénéficiaires du FDL, 57 sous projets sont financés et 08 formateurs ont été formés à l'Institut National de Formation Administrative.

Vatovavy Fitovinany

Sur le plan économique, des mesures ont été prises pour la promotion des coopératives d'une part, telles que la mise en place de 57 coopératives, et pour la professionnalisation des artisans d'autre part, comme les formations techniques des 25 artisans et la participation des deux (02) artisans au « Sehatra ».

Le secteur infrastructure est marqué par l'interruption de la circulation ferroviaire entre Manapatrana et Manakara suite au passage du cyclone qui a affecté la ligne Fianarantsoa Côte-Est entraînant ainsi une baisse des recettes ferroviaires.

Le taux de desserte en eau potable a été de 30,95%. Pour ce qui est de la sécurisation foncière, cinq (05) Communes ont été dotées d'un Plan d'Aménagement Local.

Pour le volet agricole, l'année 2010 constitue une année difficile pour les activités agricoles à cause du passage du cyclone. En effet, la production rizicole n'a atteint que 101 000 tonnes en 2010 contre 180 000 tonnes en 2009.

Sur le plan environnemental, il est à noter que les résultats suivants ont été obtenus au titre de l'année 2010 : un taux de reboisement de 75%, 33 ha de superficie entretenue et 600 copies sur l'application des « DINA » vulgarisée. Aussi, une augmentation de la surface incendiée atteignant 5 800 ha a été enregistrée sur

une prévision de 1 000 ha. L'objectif s'est par ailleurs focalisé sur le renforcement des contrôles forestiers : trois (03) missions de contrôles de feux de brousse effectuées, sept (07) contrôles de circulation des produits forestiers et six (06) Procès-verbaux dressés.

Dans le domaine éducatif, on constate un taux de couverture préscolaire de 1,78%, un taux brut de scolarisation de 96,47% pour l'enseignement primaire, 16,53% pour l'enseignement secondaire du premier cycle et 3,4% pour l'enseignement secondaire du second cycle.

Quant au volet sanitaire, le taux de fréquentation des CSB a été de 20,31% contre 27,5% en 2009. Tel est aussi le cas du taux de couverture contraceptive qui a dégradé en raison de la non fonctionnalité des CSB de Vohipeno.

Il est à remarquer que toutes les données relatives à la gestion de la performance à l'échelle régionale tiennent leur source du Rapport de mise en œuvre des priorités régionales, version 2010, édité par la Vice-Primature chargée de l'Economie et de l'Industrie. Ainsi, en l'absence d'informations sur les réalisations au niveau des Régions Anosy, Atsinanana, Betsiboka, Melaky et Sava, aucune analyse ne peut être fournie.

L'article 43 de la LOLF alinéa 3 stipule que « Le projet annuel de Loi de Règlement constate le montant définitif des encaissements de recettes et des ordonnancements de dépenses se rapportant à une même année... ». En outre, le second paragraphe dudit alinéa prévoit que le PLR établit le compte de résultat de l'année.

D'où, afin de faire ressortir le bilan de la gestion écoulée, il est nécessaire de :

- Analyser d'une manière comparative et détaillée les rapports entre l'exécution et les prévisions budgétaires tant en recettes qu'en dépenses ;
- Etudier l'évolution des résultats de l'exécution budgétaire des organismes publics ;
- Enfin, déterminer le résultat définitif de l'exercice 2010 ;

Ce qui fera l'objet de cette deuxième partie.

I. PREVISIONS, EXECUTIONS ET RESULTATS GENERAUX DE LA LOI DE FINANCES 2010

Tableau 6 : Résultats généraux de l'exécution de la Loi de Finances 2010

(En Ariary)

Nomenclature	Recettes		Dépenses		Exécutions		Solde	
	Prévisions initiales	Prévisions finales	Crédits initiaux	Crédits finaux	Recettes	Dépenses	Excédents des recettes	Excédents des dépenses
CADRE I								
BUDGET GENERAL DE L'ETAT								
a - Opération de Fonctionnement	2 256 449 659 000,00	2 194 025 350 000,00	1 925 299 467 000,00	1 666 608 466 611,00	1 817 259 582 675,98	1 542 588 849 802,25		
b - Opération d'Investissement	530 266 000 000,00	321 055 660 000,00	1 329 851 605 000,00	977 071 835 071,00	28 297 195 383,85	453 789 729 711,32		
TOTAL CADRE I	2 786 715 659 000,00	2 515 081 010 000,00	3 255 151 072 000,00	2 643 680 301 682,00	1 845 556 778 059,83	1 996 378 579 513,57		150 821 801 453,74
CADRE II								
BUDGETS ANNEXES								
a - Opération de Fonctionnement	18 986 500 000,00	18 986 500 000,00	18 986 500 000,00	18 986 500 000,00	15 290 962 253,11	8 334 620 272,20		
b - Opération d'Investissement								
TOTAL CADRE II	18 986 500 000,00	15 290 962 253,11	8 334 620 272,20	6 956 341 980,91				
CADRE III								
Comptes Particuliers du trésor	206 047 741 000,00	193 592 599 000,00	347 016 699 000,00	282 207 759 000,00	88 909 122 369,95	205 285 128 624,00		
TOTAL CADRE III	206 047 741 000,00	193 592 599 000,00	347 016 699 000,00	282 207 759 000,00	88 909 122 369,95	205 285 128 624,00		116 376 006 254,05
CADRE IV								
Opérations Génératrices de Fonds de Contre Valeurs et Assimilées	1 973 000 000,00	1 973 000 000,00	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	2 873 164 151,10	40 000,00		
TOTAL CADRE IV	1 973 000 000,00	1 973 000 000,00	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	2 873 164 151,10	40 000,00	2 873 124 151,10	

CADRE V								
OPERATION EN CAPITAL DE LA								
DETTE PUBLIQUE	2 184 444 977 000,00	1 595 075 561 000,00	1 576 013 606 000,00	1 378 834 109 318,00	172 889 077 055,87	177 014 568 650,37		
TOTAL CADRE V	2 184 444 977 000,00	1 595 075 561 000,00	1 576 013 606 000,00	1 378 834 109 318,00	172 889 077 055,87	177 014 568 650,37		4 125 491 594,50
TOTAL GENERAL	5 198 167 877 000,00	4 324 708 670 000,00	5 198 167 877 000,00	4 324 708 670 000,00	2 125 519 103 889,86	2 387 012 937 060,14	9 829 466 132,01	271 323 299 302,29

Source : CGAF 2010-Etat des dépenses 2010

Déficit de l'exécution de la Loi de Finances 2010: Excédents des dépenses - Excédents des recettes = **261 493 833 170, 28 Ariary**

II. ANALYSES DETAILLEES DES OPERATIONS EXECUTEES

A. LES RECETTES

Tableau 7 : Situation des recettes du BGE 2010

Recettes Budgétaires 2010

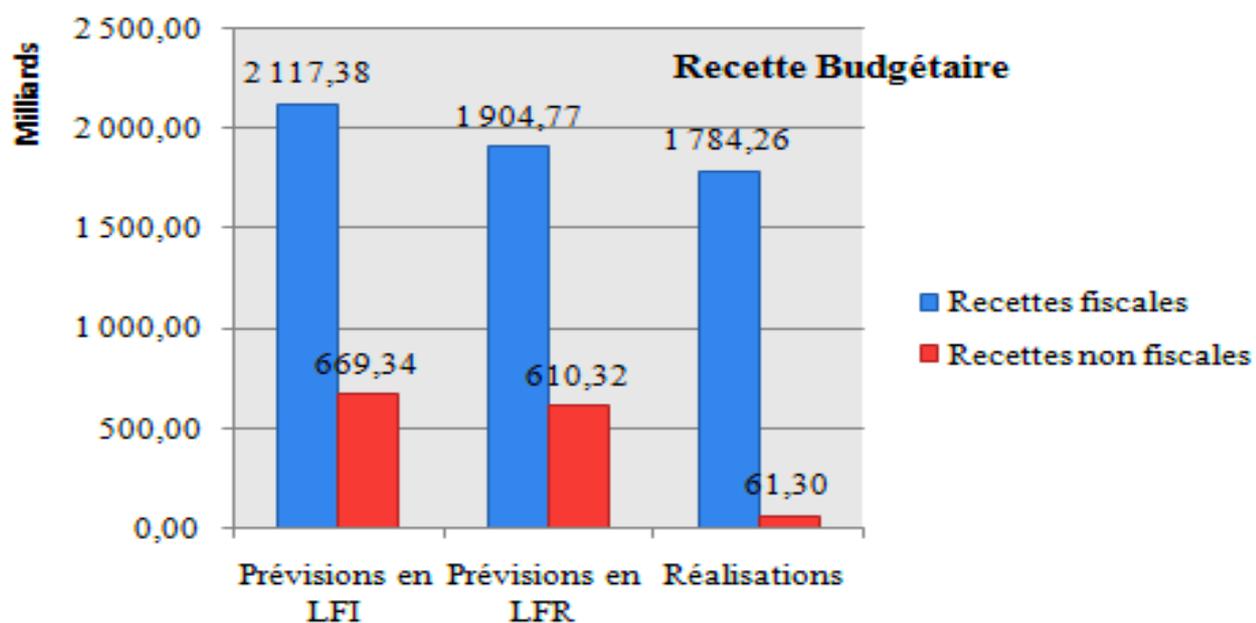
(En Ariary)

Rubrique	Prévisions en LFI (1)	Prévisions en LFR (2)	Réalizations (3)	Ecart (2) – (3)
Recettes fiscales				
Impôts sur les revenus, bénéfiques et gains	505 549 146 000,00	483 262 974 000,00	459 118 593 200,37	24 144 380 799,63
Impôts sur le patrimoine	10 480 020 000,00	10 240 555 000,00	11 137 264 731,12	-896 709 731,12
Impôts sur les biens et services	629 018 170 000,00	594 357 916 000,00	505 888 778 082,41	88 469 137 917,59
Impôts sur le commerce extérieur	961 139 909 000,00	809 392 597 000,00	803 697 944 345,80	5 694 652 654,20
Autres Recettes fiscales	11 192 555 000,00	7 511 308 000,00	4 412 599 584,34	3 098 708 415,66
Sous total recettes fiscales (A)	2 117 379 800 000,00	1 904 765 350 000,00	1 784 255 179 944,04	120 510 170 055,96

Recettes non fiscales				
Contributions reçues des tiers	83 887 106 000,00	18 700 000 000,00	266 778 406,80	18 433 221 593,20
Produits financiers	12 802 000 000,00	25 790 000 000,00	5 949 111 542,97	19 840 888 457,03
Recettes non fiscales	42 380 753 000,00	244 770 000 000,00	26 788 512 782,17	217 981 487 217,83
Subvention reçue des Organisations nationaux ou internationaux	0,00	0,00	28 297 195 383,85	-28 297 195 383,85
Aides bilatérales	197 482 466 000,00	129 172 626 000,00	0,00	129 172 626 000,00
Aides multilatérales	332 783 534 000,00	191 883 034 000,00	0,00	191 883 034 000,00
Sous total recettes non fiscales (B)	669 335 859 000,00	610 315 660 000,00	61 301 598 115,79	549 014 061 884,21
Recettes du Budget Général (A) + (B)	2 786 715 659 000,00	2 515 081 010 000,00	1 845 556 778 059,83	669 524 231 940,17

Sources : CGAF – Situation des recettes

Graphe 3 : Recettes du Budget Général 2010



Sources : CGAF – Situation des recettes

Tableau 8 : Recettes du BGE sur opérations de fonctionnement et d'investissement

(En milliards d'Ariary)

Rubriques		Prévisions	Réalisation	Ecart	
Fonctionnements	Recettes fiscales	Impôts	1 095,36	954,75	140,61
		Douanes	809,40	829,50	-20,10
	Recettes non fiscales	289,26	33,00	256,26	
Investissement	Subventions	321,06	28,30	292,76	
Total		2 515,08	1 845,55	669,53	

Sources: CGAF - Situation des recettes - DG Douanes

B. EVOLUTION DES CREDITS DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT**Tableau 9 : Répartition des crédits par mission**

(En Ariary)

Miss.	Mission libellée	LFI	LFR	Crédits finaux
010	Présidence de la haute autorité de la transition	65 845 006 000,00	265 053 372 883,00	265 583 372 883,00
020	Haut conseil de la Transition- Sénat	11 839 355 000,00	14 832 736 697,00	13 689 289 329,00
030	Assemblée Nationale	25 468 318 000,00	16 049 258 164,00	9 574 103 312,00
040	Haute Cour Constitutionnelle	3 055 356 000,00	2 367 431 708,00	2 367 431 708,00
050	Primature	54 896 784 000,00	31 947 327 741,00	31 947 327 741,00
110	Affaires étrangères	61 727 351 000,00	48 497 723 127,00	49 081 807 127,00
122	Défenses et sécurité	94 131 281 000,00	103 648 176 794,00	103 908 176 794,00
123	Renforcement de la défense nationale	17 712 773 000,00	15 168 283 943,00	15 168 283 943,00
130	Gendarmerie nationale	89 220 026 000,00	83 580 390 809,00	83 580 390 809,00
140	Administration du territoire	58 428 782 000,00	53 079 283 668,00	54 079 283 668,00
150	Sécurité publique	63 278 358 000,00	64 594 781 849,00	64 659 781 849,00
160	Justice	70 386 633 000,00	65 750 255 847,00	64 084 257 847,00
170	Décentralisation	146 265 957 000,00	87 708 972 641,00	81 554 949 346,00
220	Finances et budget	622 767 803 000,00	495 155 954 942,00	511 972 363 942,00
290	Pilotage de l'économie	16 674 423 000,00	9 197 167 445,00	9 197 167 445,00
310	Travail et lois sociales	2 042 919 000,00	1 685 560 000,00	1 685 560 000,00
320	Fonction publique	9 527 657 000,00	7 068 084 000,00	7 068 084 000,00
330	Emploi	356 559 000,00	203 916 832,00	203 916 832,00
340	Industrie	5 245 068 000,00	2 577 342 683,00	2 577 342 683,00
342	Artisanat	525 278 000,00	135 241 807,00	135 241 807,00
350	Tourisme	3 770 256 000,00	2 699 045 196,00	2 699 045 196,00
360	Commerce	16 208 735 000,00	8 786 797 796,00	8 786 797 796,00
370	Communication	10 337 714 000,00	7 723 164 560,00	7 723 164 560,00
410	Agriculture	196 706 170 000,00	124 378 294 252,00	124 378 294 252,00
420	Élevage	12 241 006 000,00	7 826 429 174,00	7 826 429 174,00
430	Pêche	18 101 199 000,00	10 305 538 603,00	10 305 538 603,00
440	Environnement	71 875 330 000,00	14 980 599 294,00	14 980 599 294,00
460	Domaines et sécurisation foncière	5 638 852 000,00	2 639 274 063,00	2 639 274 063,00
510	Énergie	58 740 058 000,00	48 771 132 846,00	44 771 132 846,00
520	Eau et assainissement	86 847 318 000,00	75 418 491 458,00	75 418 491 458,00
530	Mines	9 899 905 000,00	1 965 372 929,00	1 965 372 929,00
610	Travaux publics	309 346 925 000,00	130 676 431 705,00	127 229 982 220,00
620	Aménagement du territoire	68 101 478 000,00	60 523 909 730,00	60 523 909 730,00
630	Transport	77 558 486 000,00	20 822 076 015,00	20 822 076 015,00
660	Postes et télécommunications	193 398 000,00	165 438 000,00	165 438 000,00
670	TIC	8 260 000 000,00	891 816 462,00	891 816 462,00
680	Météorologie	4 900 161 000,00	883 959 049,00	883 959 049,00

710	Santé	214 489 232 000,00	185 916 316 417,00	186 706 982 417,00
720	Planning familial	2 703 345 000,00	2 352 918 000,00	2 352 918 000,00
750	Jeunesse	4 531 537 000,00	3 215 514 413,00	3 215 514 413,00
760	Population et développement	8 407 040 000,00	5 914 921 966,00	5 914 921 966,00
770	Protection sociale	6 584 200 000,00	3 542 682 200,00	3 542 682 200,00
Miss.	Mission libellée	LFI	LFR	Crédits finaux
780	Sports	20 091 974 000,00	11 533 053 081,00	11 883 053 081,00
790	Loisirs	206 000 000,00	62 204 000,00	62 204 000,00
810	Education	498 804 346 000,00	439 753 645 704,00	438 533 245 704,00
820	Enseignement général	13 487 613 000,00	5 710 336 019,00	5 710 336 019,00
830	Enseignement technique et formation professionnelle	19 795 084 000,00	16 523 376 892,00	16 523 376 892,00
840	Enseignement supérieur	77 158 761 000,00	72 302 981 821,00	76 012 295 821,00
850	Recherche scientifique	6 305 070 000,00	5 076 601 000,00	5 076 601 000,00
860	Culture	4 464 192 000,00	4 016 715 457,00	4 016 715 457,00
Total par mission		3 255 151 072 000,00	2 643 680 301 682,00	2 643 680 301 682,00

Sources: LFI-LFR- Calculs SSEB

Tableau 10 : Répartition des crédits par programme

(En Ariary)

Prog.	Libellé programme	LFI	LFR	Crédits finaux
001	Administration et coordination	42 348 440 000,00	25 143 512 314,00	25 673 512 314,00
002	Administration et coordination	9 156 097 000,00	12 670 497 712,00	11 147 050 344,00
003	Administration et coordination	8 726 324 000,00	5 591 135 972,00	5 591 135 972,00
004	Administration et coordination	1 450 156 000,00	1 138 731 708,00	1 147 731 708,00
005	Administration et coordination	14 723 834 000,00	16 537 969 328,00	16 537 969 328,00
006	Administration et coordination	52 973 436 000,00	43 425 049 000,00	43 425 049 000,00
007	Administration et coordination	85 681 666 000,00	96 810 639 794,00	96 810 639 794,00
008	Administration et coordination	11 237 378 000,00	10 657 430 943,00	10 657 430 943,00
009	Administration et coordination	77 714 273 000,00	77 678 606 043,00	77 679 872 043,00
010	Administration et coordination	49 319 241 000,00	46 208 027 088,00	47 208 027 088,00
012	Administration et coordination	41 615 276 000,00	47 173 107 000,00	45 507 109 000,00
013	Administration et coordination	161 731 897 000,00	124 811 978 346,00	124 825 978 346,00
014	Administration et coordination	7 639 025 000,00	4 070 269 345,00	4 070 269 345,00
015	Administration et coordination	7 892 479 000,00	6 398 193 000,00	6 398 193 000,00
016	Administration et coordination	19 991 640 000,00	12 590 024 949,00	12 590 024 949,00
017	Administration et coordination	6 307 944 000,00	4 554 331 673,00	4 554 331 673,00
018	Administration et coordination	2 709 212 000,00	1 384 049 499,00	1 384 049 499,00
019	Administration et coordination	3 647 705 000,00	1 583 097 933,00	1 583 097 933,00
020	Administration et coordination	19 485 485 000,00	8 858 594 715,00	8 858 594 715,00
021	Administration et coordination	8 270 738 000,00	5 738 385 799,00	5 738 385 799,00
022	Administration et coordination	3 706 792 000,00	3 746 466 000,00	3 746 466 000,00

023	Administration et coordination	193 398 000,00	165 438 000,00	165 438 000,00
024	Administration et coordination	111 648 718 000,00	105 067 885 060,00	105 639 152 060,00
025	Administration et coordination	7 592 040 000,00	5 436 287 841,00	5 436 287 841,00
026	Administration et coordination	18 317 077 000,00	10 780 536 125,00	11 130 536 125,00
027	Administration et coordination	317 115 565 000,00	320 730 838 196,00	320 730 838 196,00
028	Administration et coordination	67 641 464 000,00	63 719 151 587,00	66 526 889 587,00
029	Administration et coordination	2 936 314 000,00	3 142 529 000,00	3 142 529 000,00
030	Administration et coordination	5 007 667 000,00	5 794 441 163,00	5 794 441 163,00
031	Administration et coordination	2 001 115 000,00	1 428 840 626,00	1 428 840 626,00
032	Administration et coordination	2 663 669 000,00	4 160 517 699,00	4 160 517 699,00
Prog.	Libellé programme	LFI	LFR	Crédits finaux
033	Administration et coordination	11 816 497 000,00	4 832 800 075,00	4 832 800 075,00
036	Administration et coordination	61 824 956 000,00	63 711 709 437,00	63 776 709 437,00
037	Administration et coordination	14 814 835 000,00	7 848 238 796,00	7 848 238 796,00
038	Administration et coordination	17 559 000,00	15 139 000,00	15 139 000,00
039	Administration et coordination	4 527 571 000,00	5 219 684 323,00	5 219 684 323,00
040	Administration et coordination	1 627 501 000,00	1 621 857 000,00	1 621 857 000,00
041	Administration et coordination	12 400 000,00	9 453 000,00	9 453 000,00
042	Administration et coordination	473 161 000,00	409 939 049,00	409 939 049,00
044	Administration et coordination	253 000 000,00	60 337 875,00	60 337 875,00
045	Administration et coordination	2 562 721 000,00	1 671 001 234,00	1 671 001 234,00
046	Administration et coordination	45 500 000,00	15 510 000,00	15 510 000,00
048	Administration et coordination	1 400 000 000,00	478 153 000,00	478 153 000,00
049	Administration et coordination	15 594 723 000,00	14 512 167 079,00	14 512 167 079,00
050	Administration et coordination	544 000 000,00	354 305 000,00	354 305 000,00
051	Administration et coordination	2 461 936 000,00	864 042 300,00	864 042 300,00
052	Administration et coordination	77 536 000,00	48 732 000,00	48 732 000,00
053	Administration et coordination	262 000 000,00	162 637 000,00	162 637 000,00
101	Gouvernance Responsable	16 741 994 000,00	10 458 122 192,00	3 982 967 340,00
102	Gouvernance Responsable	1 605 200 000,00	1 228 700 000,00	1 219 700 000,00
103	Pilotage de la Politique de Défense	8 449 615 000,00	6 837 537 000,00	7 097 537 000,00
104	Armée de Terre	4 329 755 000,00	3 416 240 000,00	3 416 240 000,00
105	Armée de l'Air	1 141 970 000,00	538 504 000,00	538 504 000,00
106	Marine Nationale	1 003 670 000,00	556 109 000,00	556 109 000,00
107	Surveillances Nautique et Territoriale	336 686 000,00	283 133 000,00	286 333 000,00
108	Cadrage Sécuritaire Interministériel	1 700 000 000,00	1 247 330 000,00	1 247 330 000,00
109	Administration Territoriale	5 504 454 000,00	3 389 707 580,00	3 389 707 580,00
111	Administration Judiciaire	14 983 439 000,00	9 845 711 847,00	9 845 711 847,00
112	Administration Pénitentiaire	13 787 918 000,00	8 731 437 000,00	8 731 437 000,00
113	Développement des Collectivités Décentralisées	146 012 957 000,00	87 648 634 766,00	81 494 611 471,00
114	Gestion du Budget	249 365 925 000,00	171 062 552 436,00	187 864 961 436,00
115	Gestion Fiscale	10 737 115 000,00	6 221 284 002,00	6 221 284 002,00

116	Douanes	8 253 900 000,00	4 092 371 006,00	4 092 371 006,00
117	Trésor	177 678 966 000,00	181 533 662 001,00	181 533 662 001,00
118	Améliorer la Qualité des Services Publics et Renforcer les Capacités des Agents de l'Etat	1 635 178 000,00	669 891 000,00	669 891 000,00
119	Appui aux Membres de l'Institution	2 683 258 000,00	2 162 238 985,00	2 542 238 985,00
120	Sécurité Publique	1 453 402 000,00	883 072 412,00	883 072 412,00
121	Sécurité et Ordre Publics	3 847 707 000,00	2 652 029 000,00	2 650 459 000,00
124	Normalisation des Équipements et Infrastructures	5 000 000 000,00	1 126 454 766,00	1 126 454 766,00
125	Formation	621 360 000,00	592 838 000,00	589 942 000,00
201	Infrastructure Reliée	496 000 000,00	139 989 000,00	139 989 000,00
202	Gestion des Risques et des Catastrophes	3 605 087 000,00	3 481 549 000,00	3 481 549 000,00
203	Développement des Infrastructures Électriques et des Ressources d'Énergie Locales	56 738 943 000,00	47 342 292 220,00	43 342 292 220,00
Prog	Libellé programme	LFI	LFR	Crédits finaux
204	Développement du Secteur Pétrolier et des Biocarburants	247 100 000,00	91 782 307,00	91 782 307,00
205	Développement de l'Accès à l'Eau et aux Infrastructures d'Assainissement	84 183 649 000,00	71 257 973 759,00	71 257 973 759,00
206	Développement des Infrastructures Routières	289 861 440 000,00	121 817 836 990,00	118 371 387 505,00
207	Aménagement et Équipement des Villes	59 830 740 000,00	54 785 523 931,00	54 785 523 931,00
208	Transports Routier et Ferroviaire	45 350 263 000,00	683 042 995,00	683 042 995,00
209	Transports Maritime, Fluvial et Aérien	28 501 431 000,00	16 392 567 020,00	16 392 567 020,00
210	Développement des Réseaux d'Accès aux Tic dans les Zones Rurales	8 260 000 000,00	891 816 462,00	891 816 462,00
211	Développement Météorologique	4 427 000 000,00	474 020 000,00	474 020 000,00
212	Média	1 230 047 000,00	1 027 504 814,00	1 027 504 814,00
213	Développement des Infrastructures Radio et Télévision	4 100 000 000,00	901 218 583,00	901 218 583,00
301	Sport	1 774 897 000,00	752 516 956,00	752 516 956,00
302	Jeunesse	1 968 816 000,00	1 544 513 179,00	1 544 513 179,00
303	Loisirs	206 000 000,00	62 204 000,00	62 204 000,00
304	Petite Enfance	390 386 000,00	31 771 000,00	31 771 000,00
305	Enseignement Fondamental 1er Cycle	177 794 496 000,00	117 651 343 508,00	116 430 943 508,00
306	Enseignement Fondamental 2ème Cycle	3 203 899 000,00	1 247 018 000,00	1 247 018 000,00
307	Alphabétisation	300 000 000,00	92 675 000,00	92 675 000,00
308	Enseignement Secondaire	12 087 613 000,00	5 232 183 019,00	5 232 183 019,00
309	Formation Professionnelle et Technique	4 200 361 000,00	2 011 209 813,00	2 011 209 813,00
310	Enseignement Supérieur	9 517 297 000,00	8 583 830 234,00	9 485 406 234,00
311	Recherche Scientifique	5 761 070 000,00	4 722 296 000,00	4 722 296 000,00
401	Développement Rural	390 000 000,00	183 559 000,00	183 559 000,00
402	Développement Rural	200 000 000,00	172 720 000,00	172 720 000,00

403	Nutrition et Sécurité Alimentaire	39 730 561 000,00	15 074 145 813,00	15 074 145 813,00
404	Révolution Verte et Durable	174 292 807 000,00	110 401 182 303,00	110 401 182 303,00
405	Recherche Agricole	2 421 723 000,00	1 387 087 000,00	1 387 087 000,00
406	Développement de la Production Animale	7 713 435 000,00	2 606 744 851,00	2 606 744 851,00
408	Développement de la Pêche et des Ressources Halieutiques	6 284 702 000,00	5 472 738 528,00	5 472 738 528,00
409	Domaine et Sécurisation Foncière	2 929 640 000,00	1 255 224 564,00	1 255 224 564,00
501	Santé-Planning Familial et Lutte Contre le Vih/Sida	18 994 168 000,00	16 638 031 569,00	16 638 031 569,00
502	Fourniture de Services de Santé de Base	23 828 081 000,00	16 460 710 357,00	16 460 710 357,00
503	Fourniture de Services de Santé Hospitaliers	20 639 121 000,00	14 534 743 000,00	14 543 243 000,00
504	Fourniture de Médicaments, Consommables et autres Produits	4 676 585 000,00	3 238 381 000,00	3 238 381 000,00
505	Lutte Contre les Maladies	48 006 963 000,00	41 116 496 000,00	41 327 395 000,00
506	Survie et Développement de la Mère et de l'Enfant	5 689 764 000,00	5 498 101 000,00	5 498 101 000,00
507	Planning Familial	2 625 809 000,00	2 304 186 000,00	2 304 186 000,00
601	Renforcement des Travaux de Promotion u Niveau des Représentations Extérieures De Madagascar	8 483 915 000,00	4 895 067 127,00	5 479 151 127,00
603	Renforcement de la Promotion Des Coopérations Internationales	270 000 000,00	177 607 000,00	177 607 000,00
604	Economie	9 035 398 000,00	5 126 898 100,00	5 126 898 100,00
Prog	Libellé programme	LFI	LFR	Crédits finaux
605	Industrie	2 783 132 000,00	1 713 300 383,00	1 713 300 383,00
606	Commerce	1 393 900 000,00	938 559 000,00	938 559 000,00
607	Promouvoir la Croissance Economique par l'Emploi Décent	339 000 000,00	188 777 832,00	188 777 832,00
608	Développement du Tourisme	1 895 505 000,00	993 182 000,00	993 182 000,00
609	Développement du Secteur Minier	6 005 100 000,00	290 492 689,00	290 492 689,00
610	Développement du Contrôle et du Suivi Touristique	247 250 000,00	84 006 196,00	84 006 196,00
611	Développement de l'Artisanat	479 778 000,00	119 731 807,00	119 731 807,00
701	Gestion Durable des Ressources Naturelles	64 537 386 000,00	9 535 234 621,00	9 535 234 621,00
703	Développement du Reflexe Environnemental	1 030 000 000,00	891 033 000,00	891 033 000,00
801	Solidarité Nationale	3 616 398 000,00	1 378 281 000,00	1 378 281 000,00
802	Solidarité Nationale	242 389 000,00	162 492 600,00	162 492 600,00
803	Action Sociale et Développement	15 000 000 000,00	7 434 107 151,00	7 434 107 151,00
804	Sécuriser l'Environnement Social et Professionnel des Travailleurs	1 861 219 000,00	1 565 570 000,00	1 565 570 000,00
805	Promouvoir le Dialogue Social et les Droits Fondamentaux	69 300 000,00	57 818 000,00	57 818 000,00

806	Etudes et Education en Matière de Population	165 000 000,00	116 567 300,00	116 567 300,00
807	Genre et Développement	1 811 200 000,00	1 438 700 000,00	1 438 700 000,00
808	Patrimoine	555 000 000,00	152 340 000,00	152 340 000,00
809	Création	434 000 000,00	338 242 000,00	338 242 000,00
810	Transmission de Savoir et Démocratisation de la Culture	538 878 000,00	383 604 457,00	383 604 457,00
812	Intensification de Lutte contre le Travail des Enfants	100 000 000,00	52 719 000,00	52 719 000,00
813	Promotion de l'Amélioration la condition de Vie de la Population	650 000 000,00	362 066 825,00	362 066 825,00
814	Action Sociale	4 216 000 000,00	1 793 584 200,00	1 793 584 200,00
815	Famille et Enfance	295 000 000,00	147 761 000,00	147 761 000,00
820	Appui de la Présidence aux grands projets et des secteurs sociaux	0,00	221 570 000 000,00	221 570 000 000,00
Total par Programme		3 255 151 072 000,00	2 643 680 301 682,00	2 643 680 301 682,00

Sources: LFI-LFR- Calculs SSEB

En 2010, le Gouvernement de Transition a pour mission principale la mise en place de la IV^{ème} République. Il s'est fixé comme priorité l'organisation des différentes élections. La stratégie politique s'est alors axée sur la modernisation des infrastructures et la proximité dans le domaine social. Afin d'avoir un climat propice aux secteurs sociaux, un nouveau programme intitulé « Appui de la Présidence aux grands projets et des secteurs sociaux », portant le code 820, a été mis en œuvre. Ce programme a été essentiellement focalisé sur la santé, l'éducation, la culture, la jeunesse, les sports ainsi que l'agriculture. Néanmoins, d'autres actions ont été menées pour relancer l'économie à travers la promotion de différents secteurs porteurs tels que le tourisme, l'énergie et les NTICs. Des efforts ont été également fournis concernant la poursuite des constructions et/ou la réhabilitation des infrastructures structurantes, l'enchaînement des activités à effets directs sur la population, l'effectivité de la politique de décentralisation et de déconcentration, ainsi que la poursuite de la promotion du secteur privé.

La crise ayant perduré dans le pays, qui a déréglé les prévisions de la LFI 2010, a bouleversé l'exécution de la dite LFI. Par ailleurs, les fonds obtenus grâce à l'octroi de licence d'exploration du gisement de fer de Soalala au consortium Chinois WISCO doivent être insérés dans le budget de l'Etat. Ces paramètres apportent une nouvelle prévision dans le programme économique fixé au début de l'année. Ces modifications ont été intégrées dans les dispositions de l'Ordonnance n°2010-006 du 6 septembre 2010 portant LFR 2010.

Tableau 11 : Répartition des crédits par nature de dépenses du BGE

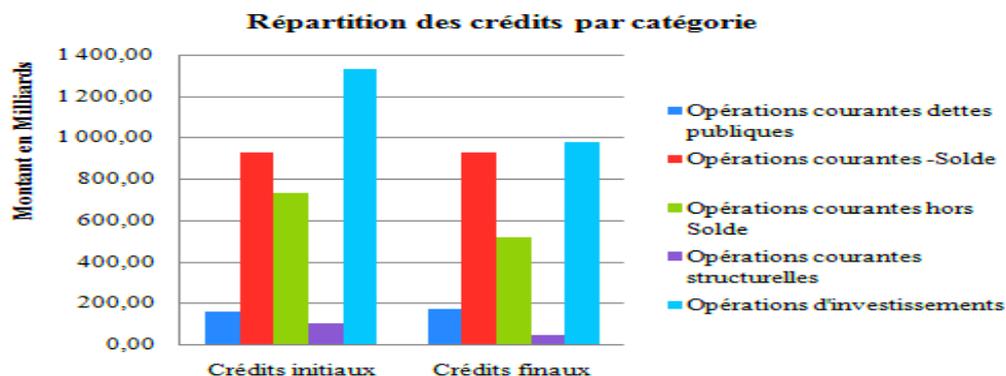
(En Ariary)

Cat.	Intitulés	Crédits initiaux	Crédits finaux	Taux en % sur crédits finaux
1	Opérations courantes- Intérêts de la dette publique	158 728 284 000,00	170 128 284 000,00	6,44
2	Opérations courantes -Solde	930 021 107 000,00	930 021 107 000,00	35,18
3	Opérations courantes hors Solde	733 550 076 000,00	519 203 002 794,00	19,64
4	Opérations courantes structurelles	103 000 000 000,00	47 256 072 817,00	1,79
5	Opérations d'investissements	1 329 851 605 000,00	977 071 835 071,00	36,96
Total		3 255 151 072 000,00	2 643 680 301 682,00	100,00

Sources: LFI-LFR- Calculs SSEB

En termes de fonctionnement, les dépenses de soldes représentent presque la moitié de l'allocation budgétaire, soit 35,18% du total des crédits du BG. Les crédits des dépenses hors solde s'élèvent à 733,55 milliard d'Ariary en LFI, et sont revus à la baisse après l'adoption de la LFR avec un montant de 519,20 milliards d'Ariary; cette diminution de 215,35 milliards résulte de la baisse de l'inscription budgétaire au titre de biens et services ainsi que des transferts.

Les crédits alloués aux investissements occupent plus de 36 %, soit 977,07 milliards d'Ariary en LFR.

Graphe 4 : Répartition des crédits par catégorie

Sources: LFI-LFR- Calculs SSEB

Tableau 12 : Répartition des crédits d'investissements par financement sur BGE

Code	Libellé	Crédits Initiaux	Crédits finaux	Taux en % sur crédits finaux
10	Financement intérieur	313 288 105 000,00	377 541 093 337,00	40,46
20		3 500 000 000,00	3 500 000 000,00	
30		80 862 500 000,00	14 239 761 734,00	
Total financement intérieur		397 650 605 000,00	395 280 855 071,00	
60	Financement extérieur	530 266 000 000,00	321 055 660 000,00	59,54
70		401 935 000 000,00	260 735 320 000,00	
Total financement extérieur		932 201 000 000,00	581 790 980 000,00	
Total général		1 329 851 605 000,00	977 071 835 071,00	100,00

Sources: LFI-LFR- Calculs SSEB

C.

DEPENSES1. *Budget Général de l'Etat(BGE)***Tableau 13 : Réalisations du BGE par programme**

(En Ariary)

Rubriques		Crédits	Réalizations				
Prog.	Intitulé	Finaux	Intérêt de la dette	Solde	Hors solde	Investissement	Total par Prog.
0	Administration et coordination	1 181 191 095 258,00		855 498 570 223,56	216 585 887 225,28	10 733 394 767,21	1 082 817 852 216,05
1	Gouvernance responsable	509 980 524 846,00	154 502 108 734,45		222 820 750 479,28	67 802 933 302,54	445 125 792 516,27
2	Infrastructure reliée	311 840 667 596,00			7 075 077 065,45	60 886 089 505,41	67 961 166 570,86
3	Transformation de l'éducation	141 612 736 709,00			48 111 197 940,84	19 865 214 980,51	67 976 412 921,35
4	développement rural	136 553 402 059,00			5 454 249 874,57	48 322 492 862,17	53 776 742 736,74
5	Santé, planning familial, et lutte contre le VIH/SIDA	100 010 047 926,00			22 137 623 464,31	9 227 532 533,86	31 365 155 998,17
6	Economie à forte croissance	15 111 706 134,00			8 028 061 894,15	1 767 093 831,40	9 795 155 725,55
7	Prendre soin de l'environnement	10 426 267 621,00			1 195 613 081,15	2 567 628 005,80	3 763 241 086,95
8	Solidarité nationale	236 953 853 533,00			1 179 709 819,21	232 617 349 922,42	233 797 059 741,63
TOTAL		2 643 680 301 682,00	154 502 108 734,45	855 498 570 223,56	532 588 170 844,24	453 9 729 711,32	1 996 378 579 513,57

*Sources: LFI-LFR- Calculs SSEB***Tableau 14: Réalisations du PIP par mission**

Miss.	Mission Libellé	Crédits initiaux	Crédits finaux	Réalizations	Taux en % sur réalisations
010	Présidence de la Haute Autorité de la Transition	32 361 720 000,00	240 208 206 569,00	223 724 112 401,52	93,14
020	Conseil Supérieur de la Transition	1 000 000 000,00	269 713 200,00	244 713 200,00	90,73
030	Congrès de la Transition	1 500 000 000,00	112 064 168,00	103 374 688,00	92,25
050	Primature	24 574 000 000,00	12 758 957 265,00	2 406 375 396,11	18,86
110	Affaires Etrangères	1 082 000 000,00	241 818 960,00	239 769 865,00	99,15
122	Défense Nationale	850 000 000,00	484 912 000,00	213 105 703,00	43,95

Miss.	Mission Libellé	Crédits initiaux	Crédits finaux	Réalisations	Taux en % sur réalisations
123	Renforcement de la Défense Nationale	2 950 000 000,00	628 296 508,00	559 999 704,00	89,13
130	Gendarmerie Nationale	5 000 000 000,00	1 126 454 766,00	1 121 352 856,00	99,55
140	Administration du territoire	4 958 000 000,00	5 009 726 046,00	4 071 938 025,40	81,28
150	Sécurité Publique	5 000 000 000,00	1 260 189 437,00	1 259 747 085,80	99,96
160	Justice	7 201 800 000,00	3 181 143 000,00	1 515 571 528,10	47,64
170	Décentralisation	59 078 000 000,00	36 815 477 214,00	1 774 023 691,79	4,82
220	Finances et Budget	125 261 620 000,00	77 401 870 598,00	72 233 995 107,88	93,32
290	Pilotage de l'Economie	8 704 400 000,00	4 474 426 000,00	840 248 000,00	18,78
310	Travail et Lois Sociales	1 945 000 000,00	1 598 108 000,00	83 104 081,00	5,20
320	Fonction Publique	2 034 000 000,00	753 013 000,00	647 918 116,12	86,04
330	Emploi	284 000 000,00	145 665 586,00	41 029 600,00	28,17
340	Industrie	2 424 000 000,00	1 550 464 383,00	138 780 755,40	8,95
342	Artisanat	250 000 000,00	52 353 807,00	52 058 075,00	99,44
350	Tourisme	650 000 000,00	231 310 000,00	229 188 928,00	99,08
360	Commerce	725 000 000,00	293 473 656,00	292 574 847,00	99,69
370	Communication	4 572 000 000,00	1 309 565 733,00	864 515 924,60	66,02
410	Agriculture	177 061 120 000,00	107 440 778 892,00	43 390 594 285,36	40,39
420	Elevage	6 904 900 000,00	2 078 216 995,00	1 928 999 074,83	92,82
430	Pêche	6 039 300 000,00	5 050 240 528,00	1 537 124 079,58	30,44
440	Environnement	63 962 100 000,00	9 222 554 621,00	2 631 641 030,60	28,53
460	Domaine et Sécurité Foncière	4 465 640 000,00	1 976 381 071,00	1 288 469 252,40	65,19
510	Energie	55 954 500 000,00	42 756 916 000,00	2 340 163 305,40	5,47
520	eau et Assainissement	84 181 649 000,00	71 256 973 759,00	11 019 504 425,99	15,46
530	Mines	5 958 000 000,00	218 274 996,00	209 472 689,00	95,97
610	Travaux Publics	291 025 440 000,00	118 887 889 505,00	41 016 385 996,97	34,50
620	Aménagement du territoire	59 830 740 000,00	54 785 523 931,00	2 391 876 063,75	4,37

Miss.	Mission Libellé	Crédits initiaux	Crédits finaux	Réalisations	Taux en % sur réalisations
630	Transport	53 601 000 000,00	10 026 100 002,00	683 193 052,30	6,81
670	TIC	8 260 000 000,00	891 816 462,00	134 106 840,00	15,04
680	Météorologie	4 427 000 000,00	474 020 000,00	324 327 954,00	68,42
710	Santé	78 932 800 000,00	66 003 430 531,00	8 191 167 596,31	12,41
720	Planning Familial	2 237 000 000,00	1 966 421 000,00	827 392 070,00	42,08
750	Jeunesse	1 504 000 000,00	1 040 125 179,00	909 908 894,00	87,48
760	Population et développement	1 730 000 000,00	534 127 000,00	526 461 128,00	98,56
770	Protection -Sociale	6 033 200 000,00	3 152 201 000,00	1 981 774 847,80	62,87
780	Sports	9 207 587 000,00	399 831 529,00	292 283 000,00	73,10
790	Loisirs	150 000 000,00	24 584 000,00	23 880 280,80	97,14
810	Education	93 115 890 000,00	74 663 083 000,00	10 664 608 053,22	14,28
820	Enseignement général	8 851 670 000,00	3 832 346 019,00	1 531 736 397,49	39,97
830	Enseignement technique et formation professionnelle	3 000 000 000,00	1 123 713 213,00	1 077 061 333,20	95,85
840	Enseignement Supérieur	7 712 978 000,00	7 680 210 234,00	5 849 424 037,80	76,16
850	Recherche Scientifique	2 100 551 000,00	1 180 962 000,00	172 590 800,00	14,61
860	Culture	1 049 000 000,00	497 903 708,00	188 085 642,80	37,78
Total		1 329 701 605 000,00	977 071 835 071,00	453 789 729 711,32	46,44

Sources: BCSE- Calculs SSEB

Tableau 15: Réalisations par Programme

0. Administration et coordination

(En Ariary)

Miss.	Mission libellée	Crédit finaux	Réalisations	Taux en % des réalisations
010	Présidence de la Haute Autorité de la Transition	25 673 512 314,00	23 286 752 120,53	90,70
020	Haute conseil de la transition	11 147 050 344,00	9 746 667 066,16	87,44
030	Assemblée Nationale	5 591 135 972,00	5 686 088 991,30	101,70
040	Haute Cour Constitutionnelle	1 147 731 708,00	955 718 689,80	83,27
050	Primature	16 537 969 328,00	15 275 490 622,45	92,37
110	Affaires étrangères	43 425 049 000,00	31 018 379 823,36	71,43
122	Défense et sécurité	96 810 639 794,00	95 266 176 376,82	98,40
123	Renforcement de la défense nationale	10 657 430 943,00	10 397 896 858,93	97,56
130	Gendarmeriez nationale	77 679 872 043,00	77 074 281 920,80	99,22
140	Administration du territoire	47 208 027 088,00	45 829 414 068,84	97,08
150	Sécurité publique	63 776 709 437,00	58 313 238 237,85	91,43
160	Justice	45 507 109 000,00	43 015 938 617,60	94,53
170	Décentralisation	60 337 875,00	60 337 875,00	100,00
220	Finances et budget	124 825 978 346,00	112 814 175 572,37	90,38
290	Pilotage de l'économie	4 070 269 345,00	3 595 992 855,80	88,35
310	Travail et loi sociale	9 453 000,00	9 344 900,00	98,86
320	Fonction publique	6 398 193 000,00	6 259 583 546,84	97,83
330	Emploi	15 139 000,00	9 419 350,00	62,22
340	Industrie	864 042 300,00	546 439 429,00	63,24
342	Artisanat	15 510 000,00	15 500 000,00	99,94
350	Tourisme	1 621 857 000,00	1 558 152 037,40	96,07
360	Commerce	7 848 238 796,00	6 662 643 316,40	84,89
370	Communication	5 794 441 163,00	4 916 337 680,80	84,85
410	Agriculture	12 590 024 949,00	11 630 570 757,60	92,38
420	Elevage	5 219 684 323,00	5 020 138 593,40	96,18
430	Pêche	4 832 800 075,00	4 369 732 582,60	90,42
440	Environnement	4 554 331 673,00	4 320 649 885,20	94,87
460	Domaine et sécurisation foncière	1 384 049 499,00	1 096 719 460,82	79,24
510	Energie	1 428 840 626,00	1 254 908 338,19	87,83
520	Eau et assainissement	4 160 517 699,00	3 284 733 848,01	78,95
530	Mines	1 583 097 933,00	1 487 666 352,20	93,97
610	Travaux publics	8 858 594 715,00	8 425 244 621,52	95,11
620	Aménagement de territoire	5 738 385 799,00	5 377 543 977,74	93,71
630	Transport	3 746 466 000,00	3 314 458 692,23	88,47
660	Poste et télécommunication	165 438 000,00	115 291 266,00	69,69
680	Météorologies	409 939 049,00	327 704 810,80	79,94
710	Santé	105 639 152 060,00	92 007 125 390,57	87,10

Miss.	Mission libellée	Crédit finaux	Réalisations	Taux en % des réalisations
720	Planning familial	48 732 000,00	48 708 969,00	99,95
750	Jeunesse	1 671 001 234,00	1 535 339 690,20	91,88
760	Population et développement	5 436 287 841,00	5 066 244 573,20	93,19
770	Protection sociale	162 637 000,00	108 732 682,00	66,86
780	Sports	11 130 536 125,00	10 766 196 990,80	96,73
810	Education	320 730 838 196,00	289 632 581 773,86	90,30
820	Enseignement général	478 153 000,00	455 666 680,00	95,30
830	Enseignement technique et de la formation professionnelle	14 512 167 079,00	13 506 650 949,26	93,07
840	Enseignement supérieur	66 526 889 587,00	64 458 663 348,80	96,89
850	Recherche scientifique	354 305 000,00	332 643 361,00	93,89
860	Culture	3 142 529 000,00	2 559 964 663,00	81,46
Total		1 181 191 095 258,00	1 082 817 852 216,05	91,67

1. Gouvernance responsable

(En Ariary)

Miss.	Mission libellée	Crédit finaux	Réalisations	Taux en % des réalisations
020	Appui aux Membres de l'Institution	2 542 238 985,00	2 305 162 685,00	90,67
030	Gouvernance Responsable	3 814 125 340,00	3 019 884 053,60	79,18
040	Gouvernance Responsable	1 219 700 000,00	608 974 889,80	49,93
122	Pilotage de la Politique de Défense	7 097 537 000,00	6 623 406 402,20	93,32
123	Armée de l'Air	538 504 000,00	536 312 547,00	99,59
123	Armée de Terre	3 416 240 000,00	3 400 936 177,94	99,55
123	Marine Nationale	556 109 000,00	504 346 485,60	90,69
130	Cadrage Sécuritaire Interministériel	1 189 718 000,00	1 189 712 856,00	100,00
130	Formation	589 942 000,00	586 524 887,20	99,42
130	Normalisation des Équipements Et Infrastructures	1 126 454 766,00	1 121 352 856,00	99,55
130	Sécurité et Ordre Publics	2 708 071 000,00	2 682 729 583,30	99,06
130	Surveillances Nautique et Territoriale	286 333 000,00	285 944 988,60	99,86
140	Administration Territoriale	3 389 707 580,00	3 227 075 296,36	95,20
150	Sécurité Publique	883 072 412,00	867 082 242,24	98,19
160	Administration Judiciaire	9 845 711 847,00	7 779 718 739,82	79,02
160	Administration Pénitentiaire	8 731 437 000,00	8 619 894 610,21	98,72
170	Développement des Collectivités Décentralisées	81 494 611 470,80	45 201 029 918,19	55,47
220	Douanes	4 092 371 006,00	3 234 358 388,53	79,03
220	Gestion Du Budget	187 703 861 436,00	185 198 191 164,91	98,67

220	Gestion Fiscale	6 205 284 002,00	5 341 580 813,31	86,08
Miss.	Mission libellée	Crédit finaux	Réalisations	Taux en % des réalisations
220	Trésor	181 533 662 001,00	162 231 901 578,46	89,37
320	Améliorer la Qualité des Services Publics et Renforcer les Capacités des Agents de l'Etat	669 891 000,00	559 671 352,00	83,55
Total		509 634 582 845,80	445 125 792 516,27	87,34

Sources: LFI-LFR- Calculs SSEB

2. Infrastructure reliée

(En Ariary)

Miss.	Mission libellée	Crédit finaux	Réalisations	Taux en % des réalisations
010	Infrastructure Reliée	139 989 000,00	131 909 421,40	94,23
140	Gestion des Risques et des Catastrophes	3 481 549 000,00	2 625 319 064,42	75,41
370	Développement des Infrastructures Radio et Télévision	901 218 583,00	860 168 774,60	95,45
370	Média	1 027 504 814,00	554 057 584,07	53,92
510	Développement des Infrastructures Électriques et des Ressources d'Énergie Locales	43 342 292 220,00	2 751 210 661,80	6,35
520	Développement de l'Accès à l'Eau et aux Infrastructures l'Assainissement	71 257 973 759,00	11 020 504 025,99	15,47
530	Développement du Secteur Pétrolier et des Biocarburants	91 782 307,00	84 743 648,00	92,33
610	Développement des Infrastructures Routières	118 371 387 505,00	40 593 023 939,37	34,29
620	Aménagement et Équipement des Villes	54 785 523 931,00	2 391 876 063,75	4,37
630	Transports Maritime, Fluvial et Aérien	16 392 567 020,00	5 870 268 896,44	35,81
630	Transports Routier et Ferroviaire	683 042 995,00	619 649 697,02	90,72
670	Développement des Réseaux d'Accès aux Tic dans les Zones Rurales	891 816 462,00	134 106 840,00	15,04
680	Développement Météorologique	474 020 000,00	324 327 954,00	68,42
Total		311 840 667 596,00	67 961 166 570,86	21,79

Sources: LFI-LFR- Calculs SSEB

3. Transformation de l'éducation

(En Ariary)

Miss.	Mission libellée	Crédit finaux	Réalisations	Taux en % de réalisations
750	Jeunesse	1 544 513 179,00	1 317 023 118,94	85,27
780	Sport	752 516 956,00	588 972 027,97	78,27
790	Loisirs	62 204 000,00	52 669 630,80	84,67
810	Alphabétisation	92 675 000,00	91 687 305,28	98,93
810	Enseignement Fondamental 1er Cycle	116 331 023 508,00	50 062 319 102,13	43,03
810	Enseignement Fondamental 2ème Cycle	1 346 938 000,00	388 396 835,07	28,84
810	Petite Enfance	31 771 000,00	31 769 600,00	100,00
820	Enseignement Secondaire	5 232 183 019,00	2 824 518 823,37	53,98

Miss.	Mission libellée	Crédit finaux	Réalisations	Taux en % de réalisations
830	Formation Professionnelle Et Technique	2 011 209 813,00	1 912 401 323,99	95,09
840	Enseignement Supérieur	9 485 406 234,00	7 037 582 039,80	74,19
850	Recherche Scientifique	4 722 296 000,00	3 669 073 114,00	77,70
Total		141 612 736 709,00	67 976 412 921,35	48,00

Source s :LFI-LFR-Calculs SSEB

4. Développement Rural

(En Ariary)

Miss.	Mission libellée	Crédit finaux	Réalisations	Taux en % de réalisations
010	Développement Rural	183 559 000,00	183 519 798,00	99,98
050	Développement Rural	172 720 000,00	150 000 000,00	86,85
050	Nutrition et Sécurité Alimentaire	15 074 145 813,00	657 911 133,00	4,36
410	Recherche Agricole	1 387 087 000,00	1 272 096 392,80	91,71
410	Révolution Verte et Durable	110 401 182 303,00	46 326 602 666,49	41,96
420	Développement de la Production Animale	2 606 744 851,00	2 387 861 554,43	91,60
430	Développement de la Pêche et des Ressources Halieutiques	5 472 738 528,00	2 064 257 865,62	37,72
460	Domaine et Sécurisation Foncière	1 255 224 564,00	734 493 326,40	58,51
Total		136 553 402 059,00	53 776 742 736,74	39,38

Sources: LFI-LFR- Calculs SSEB

5. Santé, planning familial, et lutte contre le VIH/SIDA

(En Ariary)

Miss.	Mission libellée	Crédit finaux	Réalisations	Taux en % de réalisations
010	Santé-Planning Familial et Lutte Contre le VIH/Sida	16 638 031 569,00	252 781 687,55	1,52
710	Fourniture de Médicaments, Consommables et Autres Produits	3 238 381 000,00	3 237 195 811,92	99,96
710	Fourniture de Services de Santé de Base	16 460 710 357,00	9 497 996 486,80	57,70
710	Fourniture de Services de Santé Hospitaliers	14 543 243 000,00	9 374 886 945,50	64,46
710	Lutte Contre les Maladies	41 327 395 000,00	5 735 970 470,80	13,88
710	Survie et Développement de la Mère et de l'Enfant	5 498 101 000,00	2 101 936 441,80	38,23
720	Planning Familial	2 304 186 000,00	1 164 388 153,80	50,53
Total		100 010 047 926,00	31 365 155 998,17	31,36

Sources: LFI-LFR- Calculs SSEB

6. Economie à forte croissance

(En Ariary)

Miss.	Mission libellée	Crédit finaux	Réalisations	Taux en % de réalisations
110	Renforcement de la Promotion des Coopérations Internationales	177 607 000,00	160 993 853,20	90,65
110	Renforcement des Travaux de Promotion au niveau des Représentations Extérieures de Madagascar	5 479 151 127,00	5 465 905 103,80	99,76
290	Economie	5 126 898 100,00	1 444 701 222,95	28,18

Miss.	Mission libellée	Crédit finaux	Réalisations	Taux en % de réalisations
330	Promouvoir la Croissance Economique par l'Emploi Décent	188 777 832,00	80 444 317,80	42,61
340	Industrie	1 713 300 383,00	301 588 455,40	17,60
342	Développement de l'Artisanat	119 731 807,00	114 869 848,20	95,94
350	Développement du Contrôle et du Suivi Touristique	84 006 196,00	83 979 750,00	99,97
350	Développement du Tourisme	993 182 000,00	943 302 199,00	94,98
360	Commerce	938 559 000,00	917 551 536,20	97,76
530	Développement du Secteur Minier	290 492 689,00	281 819 439,00	97,01
Total		15 111 706 134,00	9 795 155 725,55	64,82

Sources: LFI-LFR- Calculs SSEB

7. Prendre soin de l'environnement

(En Ariary)

Miss.	Mission libellée	Crédit finaux	Réalisations	Taux en % de réalisations
440	Développement du Reflexe Environnemental	891 033 000,00	182 382 060,80	20,47
440	Gestion Durable des Ressources Naturelles	9 538 655 621,00	3 580 859 026,15	37,54
Total		10 429 688 621,00	3 763 241 086,95	36,08

Sources: LFI-LFR- Calculs SSEB

8. Solidarité nationale

(En Ariary)

Miss.	Mission libellée	Crédit finaux	Réalisations	Taux en % de réalisations
010	Appui de la Présidence aux grands projets et des secteurs sociaux	221 570 000 000,00	221 570 000 000,00	100,00
010	Solidarité Nationale	1 378 281 000,00	1 303 317 994,61	94,56
050	Solidarité Nationale	162 492 600,00	154 133 022,00	94,86
220	Action Sociale et Développement	7 434 107 151,00	7 414 096 558,02	99,73
310	Intensification de Lutte Contre le Travail des Enfants	52 719 000,00	52 716 381,00	100,00
310	Promouvoir le Dialogue Social et les Droits Fondamentaux	57 818 000,00	56 137 458,00	97,09
310	Sécuriser l'Environnement Social et Professionnel des Travailleurs	1 565 570 000,00	46 449 200,00	2,97
760	Etudes et Education en Matière de Population	116 567 300,00	116 045 226,40	99,55
760	Promotion de l'Amélioration de Condition de Vie de la Population	362 066 825,00	353 357 191,40	97,59
770	Action Sociale	1 793 584 200,00	1 769 506 768,40	98,66
770	Famille et Enfance	147 761 000,00	138 748 248,40	93,90
770	Genre et Développement	1 438 700 000,00	330 548 968,00	22,98
860	Création	338 242 000,00	34 864 200,00	10,31
860	Patrimoine	152 340 000,00	148 842 938,40	97,70
860	Transmission de Savoir et Démocratisation de la Culture	348 604 457,00	308 295 587,00	88,44
Total		236 918 853 533,00	233 797 059 741,63	98,68

Sources: LFI-LFR- Calculs SSEB

2. Opérations des Budgets Annexes

En 2010, seuls deux (02) Budgets Annexes existent à savoir l'Imprimerie Nationale et les Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies.

i. **Imprimerie Nationale**

La Direction de l'Imprimerie Nationale entreprend des activités de production des biens et services. Celles-ci se poursuivent dans le cadre d'un programme sous la mission 220 Finances et Budget. Ses objectifs principaux consistent à disposer d'un stock minimum bien calculé de produits finis, à accélérer l'exécution de nouvelles commandes de l'Imprimerie Nationale, à réaliser un chiffre d'affaires et un excédent des recettes sur les dépenses assez conséquents.

Au cours de l'exercice 2010, si les recettes du budget de l'IN s'élèvent à 9,14 milliards d'Ariary, les dépenses sont évaluées à 5,21 milliards d'Ariary, dégageant ainsi un solde créditeur de 3, 93 milliards d'Ariary. Pour plus de précision, ces situations sont présentées par le tableau ci-après :

Tableau 16 : Situation financière de l'Imprimerie Nationale (IN)

(En Ariary)

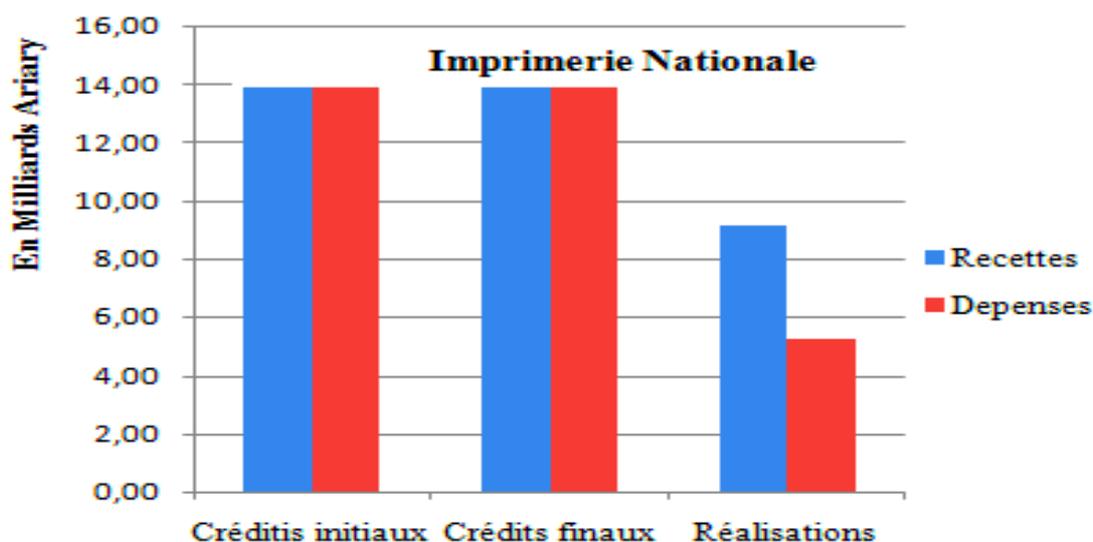
Nomenclature	Prévisions ou Crédits	Prévisions ou Crédits	Réalizations
	initiaux	finaux	
Recettes	14 559 500 000,00	14 559 500 000,00	9 141 548 498,11
Recettes d'exploitation	14 559 500 000,00	14 559 500 000,00	9 141 548 498,11
Recettes en Capital			
Dépenses	14 559 500 000,00	14 559 500 000,00	5 210 140 498,20
Dépenses d'exploitation	10 289 500 000,00	10 289 500 000,00	4 384 565 297,85
Dépenses d'investissement	4 270 000 000,00	4 270 000 000,00	825 575 200,35
Excédents des recettes sur les dépenses			3 931 407 999,91

Sources: *Compte Administratif- Calculs SSEB*

Le montant du crédit ouvert tant en LFI qu'en LFR pour financer l'exploitation de l'IN est fixé à 14, 559 milliards d'Ariary. En termes d'exécution, l'année 2010 s'inscrit à nouveau dans la continuité d'exercice excédentaire si on tient compte des résultats d'exploitation de cette dernière.

Il est à noter que les dépenses d'investissement d'un montant de 825 575 200,35 d'Ariary ont fait l'objet d'un prélèvement sur fonds de renouvellement de l'IN, lequel n'a pas été comptabilisé parmi les écritures en recettes au niveau de la balance de la Paierie Générale d'Antananarivo.

Graphe 5 : Situation de l'Imprimerie Nationale



Sources: Compte Administratif- Calculs SSEB

ii. Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies

Ce second Budget Annexe met en œuvre ses activités de production au sein d'un programme sous la mission 660 « Postes et Télécommunications » et a comme objectif principal d'assurer la gestion rationnelle et rentable des ressources humaines, financières et matérielles.

La gestion des Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies pendant la période 2010 fait ressortir que les recettes encaissées atteignent un montant de 6,15 milliards d'Ariary tandis que les dépenses accusent seulement 3,12 milliards d'Ariary. Un solde créditeur de 3,03 milliards d'Ariary se dégage. Les résultats de l'exercice se résument comme suit:

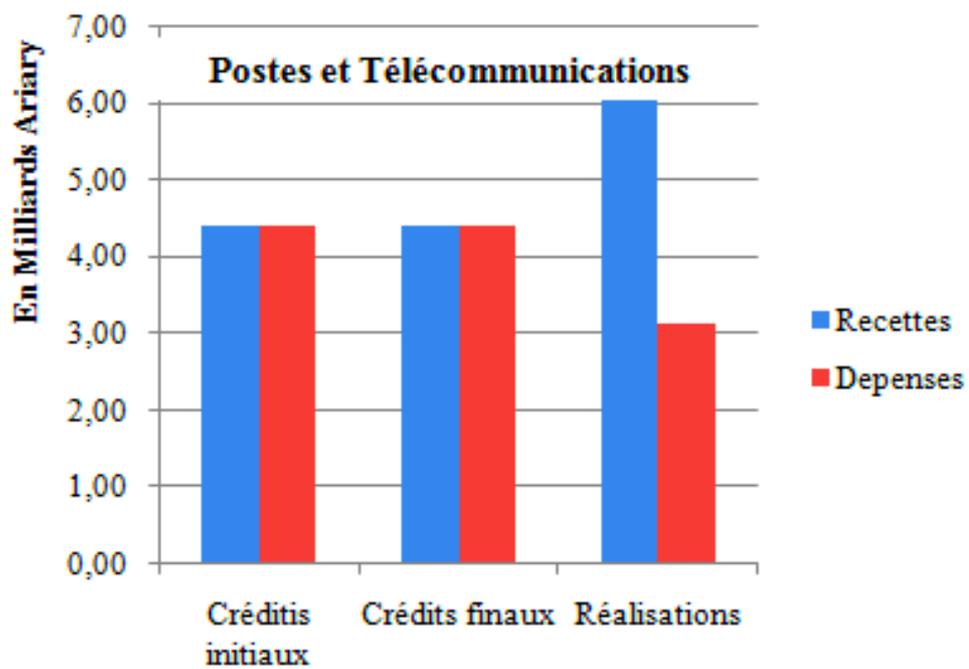
Tableau 17 : Situation financière des Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies

(En Ariary)

Nomenclature	Crédits initiaux	Crédits finaux	Réalisations
Recettes	4 427 000 000,00	4 427 000 000,00	6 149 413 755,00
Recettes d'exploitation	4 427 000 000,00	4 427 000 000,00	6 149 413 755,00
Recettes en Capital			
Dépenses	4 427 000 000,00	4 426 100 000,00	3 124 479 774,00
Dépenses d'exploitation	4 245 900 000,00	4 245 000 000,00	3 021 304 880,00
Dépenses d'investissement	181 100 000,00	181 100 000,00	103 174 894,00
Excédents des recettes sur les dépenses			3 024 933 981,00

Sources: Compte Administratif- Calculs SSEB

Graphe 6 : Situation des Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies



Sources: Compte Administratif- Calculs SSEB

iii. Synthèse des Budgets Annexes

La synthèse des Budgets Annexes est retracée dans le tableau suivant :

Tableau 18 : Synthèse des Budgets Annexes

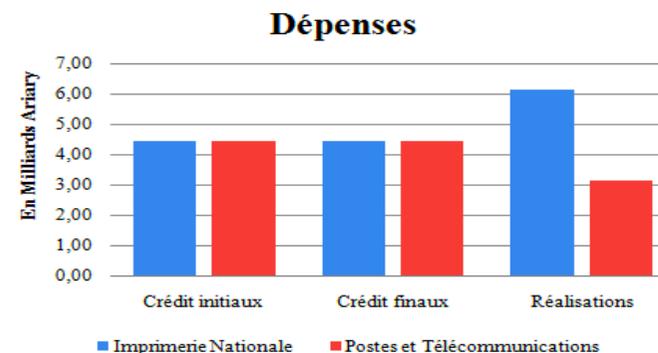
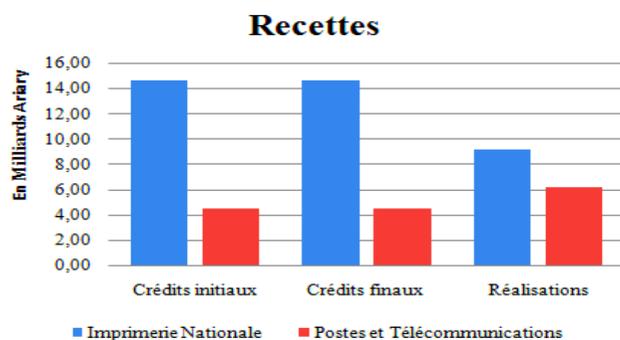
Budgets Annexes	Recettes				Dépenses				(En Ariary)
	Prévisions initiales	Prévisions finales	Réalisations	Taux	Crédit initiaux	Crédit finaux	Réalisations	Taux	Résultats
Imprimerie Nationale	14 559 500 000,00	14 559 500 000,00	9 141 548 498,11	62,79	14 559 500 000,00	14 559 500 000,00	5 210 140 498,20	35,79	3 931 407 999,91
Postes et Télécommunications	4 427 000 000,00	4 427 000 000,00	6 149 413 755,00	138,91	4 427 000 000,00	4 427 000 000,00	3 124 479 774,00	70,58	3 024 933 981,00
Total général	18 986 500 000,00	18 986 500 000,00	15 290 962 253,11	80,54	18 986 500 000,00	18 986 500 000,00	8 334 620 272,20	43,90	6 956 341 980,91

Sources: *Compte Administratif- Calculs SSEB*

En termes de recettes, sur les prévisions d'un montant de 18,98 milliards d'Ariary, 15,30 milliards d'Ariary ont été réalisées, soit 80,54%. Elles sont constituées principalement par les recettes recouvrées par l'IN. En effet, l'IN a enregistré 59,78% de la réalisation totale des BA même si les Postes et Télécommunications arrivent à surpasser sa prévision finale, soit une réalisation de +38,91%.

En matière de dépenses, les crédits ouverts au niveau des BA sont à hauteur de 18,98 milliards d'Ariary. Les taux de réalisations des dépenses par rapport aux crédits ouverts sont de 39% en fonctionnement et de 4,90% en investissement.

Graph 7 : Synthèse des Budgets Annexes.



Sources: *Compte Administratif- Calculs SSEB*

3. *Comptes Particuliers du Trésor (CPT)*

Les six (06) CPT ont pour objet de retracer les dépenses et les recettes exécutées en dehors du budget général de l'Etat par des services publics de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Au titre de l'année 2010, les recettes prévisionnelles s'élèvent à 206,04 milliards d'Ariary en LFI et de 193,60 milliards d'Ariary en LFR, soit environ de 4,46 % des recettes prévues par le budget de l'Etat. Le montant total des ressources réalisées au cours de cette année pour les différentes catégories de CPT s'élève à 88,91 milliards d'Ariary, soit une hausse de 63,94 milliards d'Ariary par rapport aux encaissements de l'exercice précédent.

Les crédits alloués au titre des différentes catégories des CPT s'élèvent à 347,01 milliards d'Ariary en LFI et de 282,20 milliards d'Ariary en LFR, contre 330,85 milliards d'Ariary en 2009, soit une baisse de 48,65 milliards d'Ariary. Les dépenses enregistrées s'élèvent à 205,29 milliards d'Ariary, dont 204,23 milliards d'Ariary au titre des comptes de commerce ; soit une hausse de 36,55 milliards d'Ariary par rapport à l'exécution de l'année précédente.

Les détails des opérations exécutées en CPT sont présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 19 : Situation des Comptes Particuliers du Trésor

Nomenclature	Prévisions ou Crédits initiaux	Prévisions ou Crédits finaux	Réalisations
Recettes	206 047 741 000,00	193 592 599 000,00	88 909 122 369,95
Compte de prêt	12 869 642 000,00	414 500 000,00	216 045 832,31
Compte de participation	0,00	0,00	0,00
Compte de commerce	193 178 099 000,00	193 178 099 000,00	88 669 479 382,76
Droits de souscription aux organismes internationaux	0,00	0,00	23 597 154,88
Dépenses	347 016 699 000,00	282 207 759 000,00	205 285 128 624,00
Compte de prêt	25 000 000 000,00	5 000 060 000,00	0,00
Compte de participation	128 838 600 000,00	84 029 600 000,00	1 047 617 403,00
Compte de commerce	193 178 099 000,00	193 178 099 000,00	204 237 511 221,00
Droits de souscription aux organismes internationaux	0,00	0,00	0,00
Excédents des dépenses sur les recettes			-116 376 006 254,05

Sources: CGAF- Calculs SSEB

4. Opérations sur Fonds de Contre-Valeur

Les Fonds de Contre-Valeur retracent les dons et aides provenant de l'extérieur ; ils se présentent sous trois formes notamment en numéraire, en nature et en technique. La Contre-Valeur réalisée sur les aides constitue les ressources qui servent à financer certaines activités de l'administration dans les différents cadres budgétaires de la Loi des Finances. Toutefois, les décaissements correspondants à ces opérations engendrent les dépenses du Service de la Gestion des Aides Bilatérales.

Le tableau ci-après montre la situation des opérations sur FCV de l'exercice 2010.

Tableau 20 : Situation des FCV

(En Ariary)

Nomenclature	Prévisions ou Crédits initiaux	Prévisions ou Crédits finaux	Réalisations	(%)
Recettes	1 973 000 000,00	1 973 000 000,00	2 873 164 151,10	145,62
Aide sur Fonds de Contre-Valeur	1 973 000 000,00	1 973 000 000,00	2 873 164 151,10	
Dépenses	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	40 000,00	0,00
Fonctionnements	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	40 000,00	
Excédents sur FCV			2 873 124 151,10	

Sources: Service de la Gestion des Aides Bilatérales- Calculs SSEB

En dépit de la crise politique et de la suspension des aides extérieures, le solde produit par le FCV ne cesse de s'accroître durant les trois dernières années ; comme le montre le tableau et la figure ci-après :

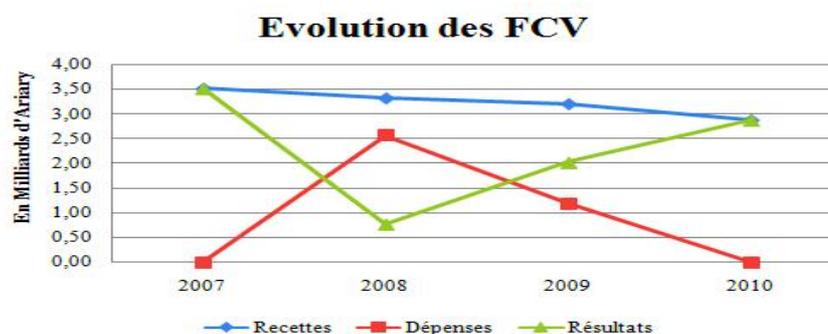
Tableau 21 : Evolution des FCV durant les quatre dernières années

(En Ariary)

Rubriques	2007	2008	2009	2010
Recettes (1)	3 516 192 207,98	3 320 520 372,14	3 203 279 313,22	2 873 164 151,10
Dépenses (2)	0,00	2 563 568 566,03	1 189 065 317,42	40 000,00
Résultats (1 - 2)	3 516 192 207,98	756 951 806,11	2 014 213 995,80	2 873 124 151,10

Sources: Calculs SSEB

Graph 8: Evolutions des FCV



Sources: Calculs SSEB

5. Opérations en Capital de la Dette Publique (OCDP)

Les OCDP retracent d'une part les dettes intérieures et les dettes extérieures (à court, moyen et long terme) de l'Etat, et d'autre part le tirage sur le Trésor autorisé pour faire face à d'éventuels besoins de trésorerie de l'Etat.

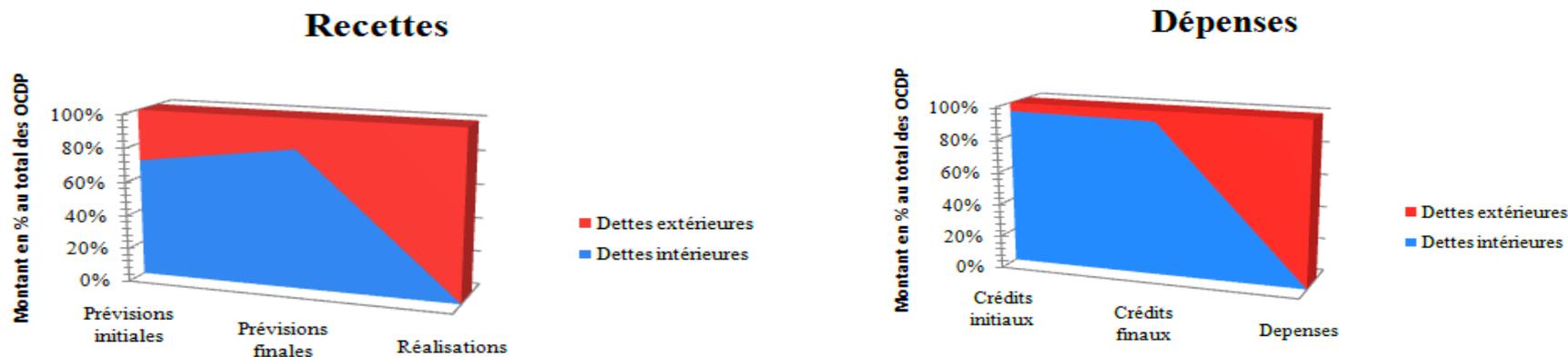
Tableau 22 : Réalisations des Opérations en Capital de la Dette Publique

(En Ariary)

Rubriques	Recettes			Dépenses		
	Prévisions initiales	Prévisions finales	Réalisations	Crédits initiaux	Crédits finaux	Dépenses
Dettes intérieures	1 525 392 764 000,00	1 312 752 000 000,00	367 200 000 000,00	1 495 888 436 000,00	1 292 075 109 318,00	122 200 000 000,00
Dettes extérieures	659 052 213 000,00	282 323 561 000,00	172 521 877 055,87	80 125 170 000,00	86 759 000 000,00	176 892 368 650,37
Total	2 184 444 977 000,00	1 595 075 561 000,00	172 889 077 055,87	1 576 013 606 000,00	1 378 834 109 318,00	177 014 568 650,37
Excédent des dépenses sur les recettes						-4 125 491 594,50

Sources : Calculs SSEB

Graphe 9 : Opération en Capital de la Dette Publique



Sources: Calculs SSEB

Au titre de l'année budgétaire 2010, les prévisions finales des OCDP en matière de recettes s'élèvent à 1 595, 07 milliards d'Ariary, lesquelles représentent 36, 88% des ressources totales de l'Etat ; et en matière de dépenses à 1 378,83 milliards d'Ariary, équivalant à 31, 86% des charges totales de l'Etat.

En ce qui concerne la réalisation, les recettes des OCDP atteignent la somme de 172, 88 milliards d'Ariary, tandis que les dépenses sont de l'ordre de 177, 01 milliards d'Ariary. Il en résulte un solde déficitaire de 4,12 milliards d'Ariary. Ces montants s'inscrivent en retrait par rapport aux encaissements et décaissements de l'année précédente.

D. ELEMENTS D'APPRECIATION

Tableau 23: Consommation par catégorie des dépenses BGE et CPT

(En Ariary)

Budget code	Libellé	Cat.	Libellé Cat.	Crédits finaux	Réalisations	Taux en %
00	BGE	1	Opérations courantes intérêt de la dette publique	170 128 284 000,00	154 502 108 734,45	90,82
00	BGE	2	Opérations courantes - Solde	930 021 107 000,00	855 498 570 223,56	91,99
00	BGE	3	Opérations courantes - Hors solde	519 203 002 794,00	485 794 837 442,90	93,56
00	BGE	4	Opérations courantes structurelles	47 256 072 817,00	46 793 333 401,34	99,02
00	BGE	5	Opérations d'investissement	977 071 835 071,40	453 789 729 711,32	46,44
02	CPT	3	Opérations courantes - Compte de commerce et Participation	277 207 699 000,00	205 285 128 624,00	74,05
Total				2 920 888 000 682,40	2 201 663 708 137,57	75,38

Source : Calculs SSEB

Tableau 24: Les dix premiers programmes budgétaires du BGE et CPT

(En Ariary)

Min	Prog.	Libellé programme	Compte	Crédits finaux	Réalisations	Taux en %
81	027	Administration et coordination	6011	266 310 306 000,00	256 232 384 959,80	96,22
01	820	Appui de la Présidence aux grands projets et des secteurs sociaux	6320	221 570 000 000,00	221 570 000 000,00	100,00
21	114	Gestion du budget	6552	132 790 000 000,00	132 790 000 000,00	100,00
21	117	Trésor	6681	122 254 284 000,00	110 482 932 499,52	90,37
21	013	Administration et coordination	6011	108 573 104 000,00	101 809 949 022,40	93,77
12	007	Administration et coordination	6011	86 969 592 000,00	86 553 659 400,36	99,52
13	009	Administration et coordination	6011	69 304 838 000,00	69 272 527 061,60	99,95
71	024	Administration et coordination	6011	71 758 500 000,00	68 285 556 545,00	95,16
15	036	Administration et coordination	6011	54 548 678 000,00	50 279 480 291,60	92,17
21	117	Trésor	6611	47 874 000 000,00	44 019 176 234,93	91,95

Source : Calculs SSEB

E. EVOLUTION DES SOLDES DES LOIS DE REGLEMENT ET RESULTATS DEFINITIFS

Tableau 25 : Résumé de l'exécution globale de la Loi des Finances 2010

(En Ariary)

RUBRIQUES	RECETTES					DEPENSES				
	LFI	Crédits finaux	Réalisations	Taux (1)	Taux (2)	LFI	Crédits finaux	Réalisations	Taux (1)	Taux (2)
CADRE I	2 786 715 659 000,00	2 515 081 010 000,00	1 845 556 778 059,83	86,71	73,38	3 255 151 072 000,00	2 643 680 301 682,00	1 996 378 579 513,57	83,64	75,52
CADRE II	18 986 500 000,00	18 986 500 000,00	15 290 962 253,11	0,86	96,34	18 986 500 000,00	18 986 500 000,00	8 334 620 272,20	0,35	43,90
CADRE III	206 047 741 000,00	193 592 599 000,00	88 909 122 369,95	4,18	45,93	347 016 699 000,00	282 207 759 000,00	205 285 128 624,00	8,60	72,74
CADRE IV	1 973 000 000,00	1 973 000 000,00	2 873 164 151,10	0,13	145,62	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	40 000,00	0,00	0,00
CADRE V	2 184 444 977 000,00	1 595 075 561 000,00	172 889 077 055,87	8,12	10,84	1 576 013 606 000,00	1 378 834 109 318,00	177 014 568 650,37	7,42	12,84
TOTAL	5 198 167 877 000,00	4 324 708 670 000,00	2 125 519 103 889,86		49,22	5 198 167 877 000,00	4 324 708 670 000,00	2 387 012 937 060,14		55,19

Source : Calculs SSEB

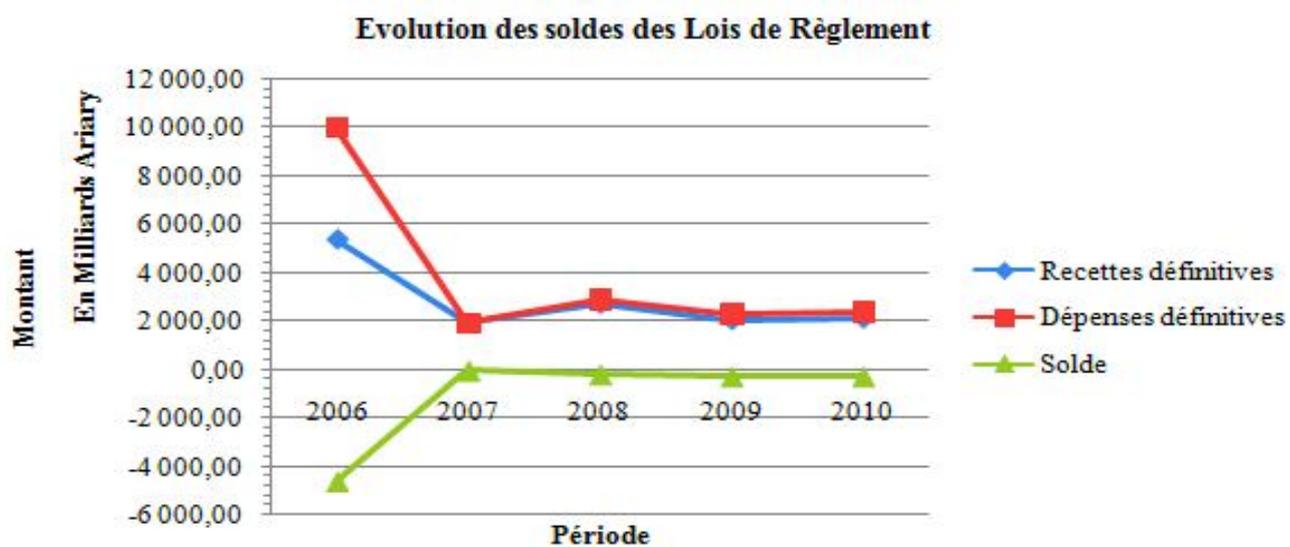
Tableau 26 : Evolution des soldes des Lois de Règlement des cinq dernières années

(En Ariary)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes définitives	5 369 549 673 839,25	1 934 934 903 829,89	2 718 478 994 004,57	2 062 547 924 462,53	2 125 519 103 889,86
Situation par rapport à l'année précédente (%)	32,74	-63,96	40,49	-24,13	3,05
Dépenses définitives	9 970 502 895 783,14	1 952 182 976 176,17	2 899 546 198 967,11	2 330 017 777 185,42	2 387 012 937 060,14
Situation par rapport à l'année précédente (%)	122,82	-80,42	48,52	-19,64	2,45
Solde	-4 600 953 221 943,89	-17 248 072 346,28	-181 067 204 962,54	-267 469 852 722,89	-261 493 833 170, 28
Situation par rapport à l'année précédente (%)	970,93	-99,62	949,78	47,72	-2,23

Source : Calculs SSEB

Graphe 10: Evolution des soldes des Lois de Règlement



Source : Calculs SSEB

LOI DE REGLEMENT

ANALYSE DES ARTICLES

La présente Loi de Règlement comprend neuf (9) articles.

Les articles 1 à 5 sont consacrés à l'énumération des réalisations et des résultats obtenus par les cinq cadres budgétaires dans lesquels se répartissent les opérations des lois des finances 2010, telles qu'il ressort des documents justificatifs ci-après :

- 1- Opérations du Budget général ;
- 2- Opérations des budgets annexes ;
- 3- Comptes Particuliers du Trésor
- 4- Opérations génératrices des Fonds de Contre-Valeur ;
- 5- Opérations en Capital de la Dette Publique.

L'article 6 constate les dépassements de crédits de fonctionnements et investissements au titre de la gestion 2010.

L'article 7 établit le Compte des résultats de l'année budgétaire 2010 conformément à l'article 43 de la Loi Organique n°2004-007 du 26 juillet 2004, tandis que l'article 8 autorise l'imputation au compte permanent du Trésor les résultats déficitaires soit **261 493 833 170, 28Ariary**. Enfin, à la présente Loi de Règlement est annexée le rapport de la Cour des Comptes consistant aux examens des résultats d'exécution des Lois de Finances pour 2010 et la déclaration générale de conformité des comptes des Ordonnateurs et le Compte Général de l'Administration des Finances (CGAF) de la Loi de Finances 2010.

Tel est l'objet de la présente loi.



ASSEMBLEE NATIONALE

LOI n° 2015-029

portant Loi de Règlement pour 2010

L'Assemblée nationale a adopté en sa séance du 03 décembre 2015, la loi dont la teneur suit :

Article premier :

Sont constatées, les opérations budgétaires pour l'année 2010 qui s'élèvent à la somme de **1 845 556 778 059, 83 Ariary** pour les recettes encaissées, et à la somme de **1 996 378 579 513, 57 Ariary** pour les dépenses ordonnancées, soit un solde débiteur de **150 821 801 453, 74 Ariary**.

Article 2 :

Sont constatés, les résultats nets des Opérations des Budgets Annexes pour 2010 qui s'élèvent, en recettes à **15 290 962 253, 11 Ariary** et en dépenses à la somme de **8 334 620 272,20 Ariary**, dégageant un solde créditeur de **6 956 341 980,91 Ariary** à savoir :

a- Pour le budget annexe de l'Imprimerie Nationale, en recettes à **9 141 548 498,11 Ariary** et en dépenses à **5 210 140 498, 20 Ariary**, soit un excédent de recettes de **3 931 407 999, 91 Ariary** à verser aux fonds de réserves de ce budget.

b- Pour le budget annexe des Postes et Télécommunications, en recettes à **6 149 413 755, 00 Ariary** et en dépenses à **3 124 479 774, 00 Ariary**, soit un excédent de recettes de **3 024 933 981, 00 Ariary** à verser aux fonds de réserves de ce budget.

Article 3 :

Sont constatées, les Opérations des Comptes Particuliers du Trésor pour l'année 2010 qui s'élèvent respectivement en recettes à **88 909 122 369, 95 Ariary** et en Dépenses à **205 285 128 624, 00 Ariary**, soit un solde débiteur de **116 376 006 254, 05 Ariary**.

Article 4 :

Sont constatées, les Opérations Génératrices de Fonds de Contre-Valeur qui s'élèvent respectivement en recettes à **2 873 164 151,10 Ariary** et en Dépenses à **40 000 Ariary**, soit un solde créditeur de **2 873 124 151,10 Ariary**.

Article 5 :

Sont constatées, les Opérations en Capital de la Dette Publique qui s'élèvent respectivement en recettes à **172 889 077 055,87 Ariary** et en Dépenses à **177 014 568 650,87 Ariary**, soit un solde débiteur de **4 125 491 594,50 Ariary**.

Article 6 :

Sont constatés les dépassements sur les crédits de fonctionnement et les crédits d'investissement respectivement d'un montant de **15 080 176 130, 60 Ariary** et de **40 490 994 660, 13 Ariary**, soit au total **55 571 170 790,73 Ariary**.

Sont autorisées en conséquence, en application de l'article 13 de la Loi Organique n°2004-007 du 26 juillet 2004 sur les Lois de Finances, les inscriptions des crédits correspondants, à titre de renflouement de ces dépassements, à savoir :

- 1- **15 080 176 130, 60 Ariary** pour les dépenses de fonctionnement,
- 2- **40 490 994 660, 13 Ariary** pour les dépenses d'investissement.

Article 7:

Sont établis, conformément aux répartitions figurant à l'état récapitulatif annexé au présent projet de Loi, les résultats de l'année 2010 qui comprennent :

1. le déficit des opérations du Budget Général, soit **150 821 801 453,74 Ariary**.
2. l'excédent des opérations des Budgets Annexes, soit **6 956 341 980, 91 Ariary**.
3. la variation nette du solde débiteur des Comptes Particuliers du Trésor soit de **116 376 006 254, 05 Ariary**.
4. la variation nette du solde créditeur des Fonds de Contre-Valeur soit **2 873 124 151,10 Ariary**.

5. la variation nette du solde débiteur des Comptes d'emprunts, soit **4 125 491 594,50 Ariary**.

Article 8 :

Est autorisée, l'imputation au Compte permanent du Trésor de la somme de **261 493 833 170,28 Ariary**, montant des résultats déficitaires de l'année 2010.

Article 9:

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République. Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Antananarivo, le 03 décembre 2015

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,

LE SECRETAIRE,

RAKOTOMAMONJY Jean Max